



Secrétariat du Conseil du Trésor

Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes
2019–2020

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires francophones.....	2-7
Affaires municipales / Logement.....	2-13
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales.....	2-29
Bureau de la vérificatrice générale	2-43
Bureau de l'Assemblée législative	2-47
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario.....	2-55
Bureau du Conseil des ministres	2-61
Bureau du directeur général des élections	2-67
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-73
Cabinet du Premier ministre	2-77
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2-81
Éducation.....	2-93
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	2-107
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	2-127
Finances	2-149
Formation et Collèges et Universités	2-175
Infrastructure.....	2-189
Procureur général	2-199
Richesses naturelles et des Forêts.....	2-227
Santé et Soins de longue durée.....	2-245
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-283
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	2-307
Services aux aînés et Accessibilité.....	2-325
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.....	2-337
Solliciteur général	2-367
Tourisme, Culture et Sport.....	2-401
Transports.....	2-423
Travail.....	2-445
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange.....	2-465

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme	3-11
Sommaire de l'encours de la dette	3-12
Encours de la dette	3-15
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-37
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
 Prêts et investissements	 4-1
Fonds et autre passif	4-9
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-15
Créances exigibles de la Couronne	4-17
Pertes radiées des comptes	4-21
Remise de revenus	4-22

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2019-2020 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en trois volumes :

Les États des ministères et annexes (anciennement volume 1) contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les Détails des paiements (anciennement volume 3) contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

À compter de 2018-2019, les États financiers des organismes gouvernementaux et des entreprises (anciennement volume 2) ne font plus partie des Comptes publics. Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à ontario.ca/comptespublics et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes et ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par *une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2017-2018 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2018-2019 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/budgetdesdepenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1
annexes –
recettes et dépenses
(non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.¹

RECETTES FISCALES	2020 \$	2019 \$
Impôt sur le revenu des particuliers	37 743 092 450	35 381 261 442
Taxe de vente.....	28 618 758 865	27 807 937 861
Impôts sur les sociétés.....	15 414 316 336	16 605 997 246
Impôt-santé des employeurs.....	6 731 084 884	6 543 571 404
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6 179 154 482	6 171 415 951
Contribution-santé de l'Ontario.....	4 059 193 559	3 819 428 268
Droits de cession immobilière	3 067 143 373	2 761 475 545
Taxe sur l'essence	2 782 966 579	2 708 419 743
Taxe sur le tabac.....	1 117 575 631	1 241 273 992
Taxe sur les carburants.....	806 776 278	774 364 160
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	582 196 309	603 028 259
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	505 000 000	435 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	289 419 939	337 765 187
Impôt sur l'administration des successions.....	214 507 699	207 126 700
Impôt sur les bénéfices miniers.....	71 863 938	65 348 009
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis	47 628 350	31 448 647
Impôt foncier provincial.....	37 166 944	18 640 449
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.	4 363 048	4 432 510
Taxe sur le pari mutuel.....	3 933 231	4 245 599
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	1 523 220	2 034 727
Autres Taxe	(92 940)	-
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	108 277 572 176	105 524 215 698

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2019-2020 ont été réduits de 1 615 069 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:

La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Pour 2020, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 44 740 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 44 740 \$ jusqu'à 89 482 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 89 482 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2019, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 43 906 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 43 906 \$ jusqu'à 87 813 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 87 813 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2018, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 960 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 960 \$ jusqu'à 85 923 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 85 923 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. En 2020, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2019 et 2018, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 3,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2020, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 830 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 182 \$. En 2019, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 740 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 067 \$. En 2018, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 638 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 936 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2020, le montant déterminant de base est de 249 \$, auquel on ajoute 460 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2019, le montant déterminant de base est de 244 \$, auquel on ajoute 452 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2018, le montant déterminant de base est de 239 \$, auquel on ajoute 442 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de la taxe de vente comprennent également les taxes sur les spiritueux qui s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les spiritueux et les panachés de spiritueux achetés sur place dans un magasin exploité par le fabricant de spiritueux sont assujettis aux taxes sur les spiritueux. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 979 389 427 \$ en 2019-2020 et de 1 863 144 252 \$ en 2018-2019.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement (ce taux est passé de 3,5 % à 3,2 % le 1^{er} janvier 2020, et est calculé au prorata pour les années d'imposition chevauchant cette date). Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le gouvernement de l'Ontario a haussé ce seuil pour 2020; il est ainsi passé de 490 000 \$ à 1 million de dollars. Le montant d'exonération retournera à 490 000 \$ le 1^{er} janvier 2021.. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour 2024. Les employeurs ayant une masse salariale annuelle en Ontario de plus de 5 000 000 \$ ne sont généralement pas admissibles à cette exonération.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministre des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,161 % pour les biens résidentiels, en 2019. Les taux pour les biens commerciaux ou industriels, les pipelines et les sites d'enfouissement varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 183 784 624 \$ en 2019-2020 et 1 120 555 598 \$ en 2018-2019. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exonérations disponibles à l'échelle de la province.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a contribué à donner au gouvernement la capacité de faire des investissements s'imposant dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. En 2019-2020, les revenus générés par la CSO ont augmenté de 240 millions de dollars pour passer à 4 059 millions de dollars, soit 3 819 millions de dollars de plus qu'en 2018-2019. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 1 810 millions de dollars pour se chiffrer à 63 716 millions de dollars, par rapport aux 61 906 millions de dollars affichés en 2018-2019.

Les revenus générés par la CSO soutiennent les dépenses du secteur de la santé en général; ils ne sont pas affectés à des secteurs de programmes en particulier. En 2019-2020, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 4 059 millions de dollars, ce qui représente 6,4 % des charges totales de 63 716 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. Cela est comparable aux 3 819 millions de dollars ou au 6,2 % des 61 906 millions de dollars de 2018-2019. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2018-2019 et en 2019-2020 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)	2019-2020 6,4%	2018-2019 6,2%
Hôpitaux	1 215	1 155
Assurance-santé de l'Ontario	1 012	918
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	405	377
Foyers de soins de longue durée	279	265
Programmes de médicaments de l'Ontario	305	292
Santé publique, promotion de la santé et autres	844	813
Total	4 059	3 819

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement; de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement; de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement; de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Depuis le 21 avril 2017, un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre; cependant, depuis le 1er janvier 2020, le taux de la taxe sur le carburant aviation pour le Nord de l'Ontario (les régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming) est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est pré-perçue par les percepteurs et importateurs enregistrés.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 16,475 cents à 18,475 cents le 29 mars 2018. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'un établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs. Les taxes sur les spiritueux s'appliquent sur les achats de spiritueux et de refroidisseurs de spiritueux dans le magasin sur place d'un fabricant de spiritueux.

Les services publics municipaux d'électricité, Ontario Power Generation Inc. et ses filiales qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) doivent faire des paiements tenant lieu de l'impôt sur les sociétés fédéral et provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), de la Loi sur l'imposition des sociétés et de la Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés qui ne sont pas exonérées.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la Loi de 2007 sur les impôts.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1er janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$. Pour les demandes présentées avant le 1er janvier 2020, le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le droit d'accise sur le cannabis est imposé par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la Loi sur les douanes (Canada). La vente de cannabis comestible, d'extrait de cannabis et de cannabis pour usage topique a été légalisée en vertu de la Loi sur le cannabis fédérale le 17 octobre 2019, et ces produits sont aussi assujettis au droit d'accise fédéral. Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur (différents taux s'appliquent selon le type de produit). L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la Loi, à un taux de 4 \$ l'hectare.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	15 639 873 000	14 851 943 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 650 306 000	5 450 733 000
Entente sur le développement du marché du travail.....	723 262 341	719 250 217
Entente sur le logement social	483 899 694	393 550 992
Soins à domicile et santé mentale	426 270 716	328 513 712
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collègues	413 891 496	390 291 182
	399 572 160	604 392 623
Programmes d'infrastructure	330 970 601	296 494 169
Convention de développement de la main-d'œuvre	283 336 660	281 355 182
Services de bien-être aux Autochtones	145 159 307	160 168 271
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	94 351 509	84 745 112
Expansion du bilinguisme.....	89 764 168	64 330 657
Aide juridique – Droit criminel.....	53 063 791	52 647 352
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	44 745 406	37 754 552
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	24 467 016	28 598 227
Aide financière aux étudiants	12 304 307	12 465 789
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration..		
Péréquation	-	963 165 000
Autres	582 746 738	369 304 947
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	25 397 984 908	25 089 703 984

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges (organismes du secteur parapublic) représentent les divers fonds versés par le gouvernement fédéral aux organismes du secteur parapublic pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et de longue durée dispensés aux vétérans, les soins renforcés en milieu communautaire dans le Nord de l'Ontario, ainsi que pour les programmes Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), Assistance à l'emploi et d'études postsecondaires.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

En vertu de l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre, des fonds sont versés pour la formation et l'acquisition de compétences, y compris l'acquisition de compétences essentielles, pour les Ontariennes et Ontariens, ainsi que pour la création de programmes pour les personnes ayant un handicap, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le Protocole d'entente avec l'Ontario sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être » de l'Ontario) est une entente bilatérale (Canada-Ontario) de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente prévoit un engagement de financement partagé entre l'Ontario et le Canada pour fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent pas dans des réserves pour une période pouvant atteindre un an, des services sociaux admissibles qui sont offerts au reste de la population de la province. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour ces services dans les quatre secteurs de programmes décrits dans l'entente qui sont dispensés et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail) et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gérance environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1er avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Aux termes de l'entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral a versé des fonds à l'Ontario pour soutenir des mesures visant à améliorer l'employabilité des personnes handicapées et accroître les occasions qui leur sont offertes en tenant compte des besoins des employeurs et en encourageant ceux-ci à éliminer les obstacles que doivent surmonter les personnes handicapées. Le financement versé en vertu de cette entente a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés était un programme à frais partagés fédéral-provincial qui aidait les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'initiative aidait les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui amélioreraient leur capacité de trouver du travail, de réintégrer le marché du travail et de demeurer des travailleurs actifs et productifs lorsque leur collectivité est en mutation. L'Initiative a pris fin en mars 2017 et le financement a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) Des fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, entente d'échange de services et fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2020 \$	2019 \$
Hôpitaux	4 112 369 788	4 165 613 641
Conseils scolaires	1 507 021 166	1 587 024 095
Collèges.....	3 661 174 309	3 484 668 978
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	9 280 565 263	9 237 306 714

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

	2020 \$	2019 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario	2 401 600 000	2 276 126 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 308 932 386	2 464 177 000
Ontario Power Generation Incorporated	751 271 677	836 830 000
Hydro One Incorporated	415 911 532	(64 915 727)
Société ontarienne de vente du cannabis.....	18 643 749	(42 705 548)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	5 896 359 344	5 469 511 725

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario. Il s'agit notamment de loteries, de casinos, de bingos électroniques et de jeux en ligne PlayOLG. OLG continue également d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. Ces fournisseurs investiront les capitaux nécessaires pour améliorer l'expérience des clients en matière de jeux et de divertissements. Cela aidera à augmenter les revenus d'OLG qui seront affectés à d'importants services publics, tels que la santé et l'éducation.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

La Société ontarienne de vente du cannabis, faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis, est le seul vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario. Elle est aussi le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	1 369 097 202	1 476 591 028
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	2 055 185 890	1 990 908 993
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	66 682 708	57 818 572
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	63 230 127	61 496 039
Air pur Ontario	26 603 214	26 255 287
Constitutions en société	6 366 518	15 181 035
Revenus tirés des jeux	1 397 608	2 821 958
Autres	767 130 666	697 102 496
Total des droits, permis et autorisations	2 986 596 732	2 851 584 380
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	119 740 738	119 024 919
Teranet – Redevances, FIEF	44 972 220	41 415 505
Droits sur le bois de la Couronne	40 480 789	61 156 861
Autres	77 922 707	29 118 252
Total, redevances	283 116 453	250 715 537
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	553 150 800	1 301 778 322
Remboursement des dépenses	1 005 142 760	997 972 694
Divers :		
Amendes et pénalités.....	68 222 121	62 611 243
Produits tirés des quotas d'émissions de carbone.....	-	472 138 014
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	-	15 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	122 000 000	173 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	30 000 000	41 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	224 920 197	227 336 866
Autres	600 359 296	509 741 122
Total, divers	1 045 501 614	1 500 827 245
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	7 242 605 561	8 379 469 208

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 265,25 \$ et 4 693 \$. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 \$ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 \$ et 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 \$ et 12 \$ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt.

Le 28 septembre 2018, le premier ministre a annoncé l'annulation du programme d'analyse des émissions Air pur Ontario pour les véhicules légers, permettant d'économiser de l'argent pour les contribuables ontariens et de réduire les formalités administratives pour les familles de l'Ontario, tout en s'engageant à resserrer la réglementation visant les plus gros pollueurs des routes de l'Ontario, les véhicules lourds.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les frais liés au jeu perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatifs, commerciaux et iGaming. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives et / ou religieuses éligibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. La province a amorti cette somme en tant que revenus au fil des ans jusqu'à ce qu'elle cesse d'être versée en 2016-2017.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1^{er} avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2019-2020, la province a déclaré un total de 45,0 millions de dollars en revenus tirés de redevances de Teranet.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2019-2020 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), 4,72 \$, ou 0,62 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,62 \$ par mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible, ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 4,83 \$ le mètre cube, selon les prix du marché et compte tenu des différents groupes d'essence et des secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2019-2020, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,62 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$². Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

² La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 \$/m³ au cours de l'exercice

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La redevance de liquidation de la dette (RLD) a été éliminée le 1^{er} avril 2018. La RLD a été payée par les particuliers en fonction de leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat a découlé de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels au 1^{er} janvier 2016 et éliminé la RLD pour les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres le 1^{er} avril 2018.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise des ministères de l'Énergie et Développement du Nord et Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE. À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1^{er} janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2020	2019
TOTAL DES RECETTES.....	156 095 087 252 \$	153 700 207 328 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	20
Affaires francophones	-	1 437 500	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	487 718 295	-	62 158 487	1 707 375
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	72 408 442	-	47 197	483 567
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	-	-	-	-	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	1 124	5 653
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	60 000	14 338 219
Éducation	-	230 165 618	-	-	2 453 506
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	1 523 220	-	290 575 618	-	3 447 712
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	168 797 200	-	91 860	21 315 799
Finances	107 402 556 474	21 492 807 866	5 015 309 723	143 999 704	95 898 577
Formation et Collèges et Universités	-	1 012 352 279	-	769 507	2 324 462
Infrastructure	-	127 412 745	-	-	375
Procureur général	-	104 124 363	-	58 046 779	147 048 836
Richesses naturelles et Forêts	-	2 498 105	-	10 612 849	9 442 455
Santé et Soins de longue durée	104 719 689 037	470 088 509	-	28 262 338	9 108 681
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	88
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	405 009 365	-	39 951 761	1 523 893
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	513 164	-	2 192 442	137 900 649
Solliciteur général	-	44 089 393	-	439 033 663	26 919 078
Tourisme, Culture et Sport	-	1 201 128	-	-	498 900
Transports	-	260 468 708	-	108 771	2 126 563 298
Travail	-	31 121	-	223 276 941	1 090 018
Total avant la consolidation	107 404 079 694	24 881 123 798	5 305 885 341	1 008 613 426	2 602 071 160
Redressements de consolidation et autres	873 492 482	516 861 110	590 474 003	(3 470 665)	384 525 572
Selon les états financiers consolidés	108 277 572 176	25 397 984 908	5 896 359 344	1 005 142 760	2 986 596 732

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2020

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	2 259 632	46	2 259 698	Affaires autochtones
-	-	81 085	-	1 518 585	Affaires francophones
87 582	-	5 505 836	29 701	557 207 275	Affaires municipales et Logement
29 000 000	-	6 498 121	5 096 918	113 534 246	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	41 078	80 095	121 173	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
73 314	-	218 504	628 466	920 285	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	13	6 790	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	436 790	436 790	Bureau du directeur général des élections
-	933 251	45 001 911	5 415 890	65 749 271	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	81 226 057	134 711	313 979 891	Éducation
7 477 204	25 209 870	(127 295 702)	24 811 510	225 749 431	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
2 674	-	3 881 731	28 457	194 117 721	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
227	44 972 220	18 767 477	43 652 346	134 257 964 614	Finances
-	-	259 536 472	10 164 501	1 285 147 220	Formation et Collèges et Universités
-	-	497 688	462 383	128 373 191	Infrastructure
351 956	-	2 217 814	102 302 131	414 091 878	Procureur général
14 674 219	163 419 135	674 511	6 477 852	207 799 128	Richesses naturelles et Forêts
18 702 564	-	295 182 581	798 808	822 143 481	Santé et Soins de longue durée
-	-	8 700 268	15	8 700 371	Secrétariat du Conseil du Trésor
111	-	101 043 721	1 403 966	548 932 817	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	854 038	77 273	931 311	Services aux aînés et Accessibilité
105 964 954	43	20 013 176	5 381 918	271 966 348	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
397 304	121 449	8 785 721	357 575	519 704 183	Solliciteur général
1 094 376	-	4 890 244	15 983	7 700 631	Tourisme, Culture et Sport
19 222 838	-	36 216 816	8 906 416	2 451 486 847	Transports
7 516	-	742 053	1 874 585	227 022 234	Travail
197 056 840	234 655 968	775 540 832	218 538 347	142 627 565 406	Total avant la consolidation
1 172 040 362	2 804 795	(58 553 757)	9 864 030 238	13 467 521 846	Redressements de consolidation et autres
1 369 097 202	283 116 453	553 150 800	10 326 066 877	156 095 087 252	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 097 188	2 15 49	561 206	12 705 345	56 004
Affaires francophones	2 020 198	225 564	55 560	1 736 269	4 835
Affaires municipales et Logement	41 812 101	6 219 224	668 609	19 065 459	101 866
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	79 292 014	11 484 817	2 376 840	32 895 491	481 138
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	14 093 869	4 151 890	357 541	4 116 704	605 667
Bureau de la vérificatrice générale	15 274 874	3 601 813	548 747	6 181 790	481 867
Bureau de l'Assemblée législative	95 722 340	23 288 975	6 028 445	35 642 774	7 774 811
Bureau du Conseil des ministres	22 903 285	2 831 935	354 373	3 911 885	202 497
Bureau du directeur général des élections	10 873 507	2 357 913	18 021	2 256 365	6 076
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 271 145	129 616	55 971	275 366	69 114
Cabinet du Premier ministre	2 010 186	240 069	116 516	40 648	17 407
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	70 265 272	10 359 862	1 320 128	34 990 613	605 614
Éducation	171 812 711	24 914 146	3 002 102	98 454 572	3 570 207
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 041 381	8 109 616	1 456 339	51 420 155	1 527 187
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	192 224 712	28 545 331	2 753 610	73 756 650	7 369 256
Finances	111 178 907	16 278 940	3 219 554	185 811 390	1 867 533
Formation et Collèges et Universités	101 495 426	15 710 236	1 948 250	51 724 525	334 676
Infrastructure	11 218 292	1 453 257	116 233	4 945 720	42 701
Procureur général	786 206 471	98 140 468	23 068 745	351 768 552	11 664 448
Richesses naturelles et Forêts	224 424 361	37 182 252	9 129 166	206 893 509	21 367 402
Santé et Soins de longue durée	302 076 705	51 084 554	12 849 261	206 774 802	3 283 780
Secrétariat du Conseil du Trésor	131 764 096	1 725 300 339	1 659 690	44 742 862	378 516
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	456 642 216	81 160 452	16 858 647	186 467 212	6 364 480
Services aux aînés et Accessibilité	14 599 419	1 859 747	491 844	5 973 615	114 852
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 215 676	48 803 631	26 312 911	376 844 019	12 918 268
Solliciteur général	1 724 874 748	282 988 241	75 119 120	409 367 486	133 027 050
Tourisme, Culture et Sport	41 402 253	5 933 393	784 936	23 034 724	1 689 955
Transports	206 143 629	32 772 780	6 849 333	552 252 506	24 693 411
Travail	133 111 417	21 262 636	3 960 788	45 10 27	1 194 600
	5 345 068 401	2 548 406 744	202 042 485	3 029 061 034	241 815 220
Reclassification des dépenses**	135 810 953	14 525 059	131 329	(150 475 463)	8 121
Total avant la consolidation	5 480 879 354	2 562 931 803	202 173 815	2 878 585 572	241 823 340
Redressements de consolidation et autres	39 066 717 920	10 108 104 216	378 395 746	7 680 820 972	8 175 104 345
Selon les états financiers consolidés	44 547 597 274	12 671 036 019	580 569 561	10 559 406 543	8 416 927 685

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2020

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
60 242 481	-	89 677 273	(3 055 202)	86 622 071	Affaires autochtones
983 516	-	5 025 943	-	5 025 943	Affaires francophones
1 131 824 443	422 821	1 200 114 523	(1 566 574)	1 198 547 948	Affaires municipales et Logement
717 549 474	100 705	844 180 480	287 791 411	1 131 971 891	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 325 671	(1 176 661)	22 149 010	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
12 000	-	26 101 091	(1 130 563)	24 970 527	Bureau de la vérificatrice générale
307 827	-	168 765 172	(12 626 634)	156 138 538	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	30 203 975	(2 322 104)	27 881 871	Bureau du Conseil des ministres
-	39 192 807	54 704 688	(1 013 403)	53 691 285	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 957 011	-	1 957 011	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 424 827	-	2 424 827	Cabinet du Premier ministre
670 867 459	179 125	788 588 074	(61 477 187)	727 110 886	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
30 916 342 900	3 484 048	31 221 580 684	530 097 551	31 751 678 235	Éducation
5 831 677 788	318 491 670	6 266 724 137	445 441 948	6 712 166 085	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
23 944 482	11 560 443	340 154 483	271 960 870	612 115 353	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
677 706 877	11 842 907 891	12 838 971 092	1 175 211 336	14 014 182 428	Finances
7 682 968 719	72 407 199	7 926 589 031	3 346 006 360	11 272 595 391	Formation et Collèges et Universités
286 502 641	-	304 278 843	53 863 099	358 141 943	Infrastructure
538 786 567	306 708 123	2 116 343 375	(173 872 497)	1 942 470 877	Procureur général
44 942 261	15 848 538	559 787 489	117 619 565	677 407 054	Richesses naturelles et Forêts
59 247 589 202	19 177 971	59 842 836 275	3 873 250 001	63 716 086 277	Santé et Soins de longue durée
201 079	-	1 904 046 582	(48 627 599)	1 855 418 983	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 560 612 001	82 817 311	17 390 922 320	(287 405 412)	17 103 516 907	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
32 629 502	-	55 668 978	(1 948 086)	53 720 892	Services aux aînés et Accessibilité
3 068 437	37 567 879	817 730 820	732 387 143	1 550 117 963	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
285 430 298	109 750 285	3 020 557 228	(246 580 249)	2 773 976 979	Solliciteur général
1 257 448 715	564 135	1 330 858 112	312 567 965	1 643 426 076	Tourisme, Culture et Sport
4 587 578 208	1 053 326 022	6 463 615 890	(1 452 724 603)	5 010 891 287	Transports
89 157 955	590 299	294 287 720	(13 115 094)	281 172 626	Travail
130 648 374 832	13 915 253 072	155 930 021 787	8 837 555 379	164 767 577 166	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
130 648 374 832	13 915 253 072	155 930 021 787	-	164 767 577 166	Total avant la consolidation
(64 418 497 135)	7 846 909 315		8 837 555 379		Redressements de consolidation et autres
66 229 877 697	21 762 162 387	-	-	164 767 577 166	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 097 188	2 15 49	561 206	12 705 345	56 004
Affaires francophones	2 020 198	225 564	55 560	1 736 269	4 835
Affaires municipales et Logement	41 812 101	6 219 224	668 609	19 065 459	101 866
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	79 292 014	11 484 817	2 376 840	32 895 491	481 138
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	14 093 869	4 151 890	357 541	4 116 704	605 667
Bureau de la vérificatrice générale	15 274 874	3 601 813	548 747	6 181 790	481 867
Bureau de l'Assemblée législative	95 722 340	23 288 975	6 028 445	35 642 774	7 774 811
Bureau du Conseil des ministres	22 903 285	2 831 935	354 373	3 911 885	202 497
Bureau du directeur général des élections	10 873 507	2 357 913	18 021	2 256 365	6 076
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 271 145	129 616	55 971	275 366	69 114
Cabinet du Premier ministre	2 010 186	240 069	116 516	40 648	17 407
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	70 265 272	10 359 862	1 320 128	34 990 613	605 614
Éducation	171 812 711	24 914 146	3 002 102	98 454 572	3 570 207
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 041 381	8 109 616	1 454 425	25 475 128	937 407
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	192 224 712	28 545 331	2 699 481	71 520 848	7 194 950
Finances	111 178 907	16 278 940	3 219 554	185 811 390	1 867 533
Formation et Collèges et Universités	101 495 426	15 710 236	1 948 250	51 724 525	334 676
Infrastructure	11 218 292	1 453 257	116 233	4 945 720	42 701
Procureur général	786 206 471	98 140 468	23 068 745	351 768 552	11 664 448
Richesses naturelles et Forêts	224 424 361	37 182 252	8 571 138	189 933 042	20 078 090
Santé et Soins de longue durée	302 076 705	51 084 554	12 849 261	206 774 802	3 283 780
Secrétariat du Conseil du Trésor	131 764 096	1 725 300 339	1 659 690	44 448 373	378 516
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	456 642 216	81 160 452	16 858 647	186 467 212	6 364 480
Services aux aînés et Accessibilité	14 599 419	1 859 747	491 844	5 948 269	114 852
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 215 676	48 803 631	26 305 555	275 906 848	12 918 268
Solliciteur général	1 724 874 748	282 988 241	75 119 120	389 548 656	132 692 345
Tourisme, Culture et Sport	41 402 253	5 933 393	784 936	18 380 866	1 450 979
Transports	206 143 629	32 772 780	6 756 119	543 507 135	22 922 087
Travail	133 111 417	21 262 636	3 960 788	45 10 27	1 194 600
	5 345 068 401	2 548 406 744	201 327 843	2 849 444 676	237 416 816
Reclassification des dépenses**	135 810 953	14 525 059	131 329	(150 475 463)	8 121
Total avant la consolidation	5 480 879 354	2 562 931 803	201 459 172	2 698 969 213	237 424 936

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2020

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
57 269 920	-	86 704 712	(3 055 202)	83 649 510	Affaires autochtones
983 516	-	5 025 943	-	5 025 943	Affaires francophones
887 319 074	-	955 186 332	890 334	956 076 666	Affaires municipales et Logement
393 994 144	100 705	520 625 150	291 944 516	812 569 666	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 325 671	(1 176 661)	22 149 010	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
12 000	-	26 101 091	(1 130 563)	24 970 527	Bureau de la vérificatrice générale
307 827	-	168 765 172	(12 626 634)	156 138 538	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	30 203 975	(2 322 104)	27 881 871	Bureau du Conseil des ministres
-	39 192 807	54 704 688	(1 013 403)	53 691 285	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 957 011	-	1 957 011	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 424 827	-	2 424 827	Cabinet du Premier ministre
587 467 459	179 125	705 188 074	(51 008 562)	654 179 511	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
29 454 940 338	114 863	29 756 808 938	629 058 969	30 385 867 907	Éducation
5 737 092 347	(202 137)	5 826 908 168	481 714 740	6 308 622 908	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
23 944 482	-	326 129 804	268 645 253	594 775 057	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
677 706 877	11 840 270 283	12 836 333 483	1 165 162 963	14 001 496 446	Finances
7 573 069 009	64 452 182	7 808 734 304	3 040 403 682	10 849 137 986	Formation et Collèges et Universités
895 199	-	18 671 402	97 054 266	115 725 668	Infrastructure
538 752 738	203 410 009	2 013 011 431	(77 919 830)	1 935 091 602	Procureur général
40 762 998	1 949 215	522 901 096	118 015 494	640 916 590	Richesses naturelles et Forêts
57 744 180 496	753 500	58 321 003 098	3 534 537 850	61 855 540 948	Santé et Soins de longue durée
201 079	-	1 903 752 093	(48 354 839)	1 855 397 255	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 535 323 182	40 831 710	17 323 647 899	(286 701 755)	17 036 946 144	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
30 663 828	-	53 677 959	(1 948 086)	51 729 873	Services aux aînés et Accessibilité
3 068 437	22 127 888	701 346 303	578 372 200	1 279 718 502	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
280 566 286	20 217 486	2 906 006 883	(164 739 201)	2 741 267 682	Solliciteur général
1 197 267 175	564 135	1 265 783 737	278 582 535	1 544 366 272	Tourisme, Culture et Sport
439 422 020	2 298 935	1 253 822 705	1 297 405 366	2 551 228 070	Transports
88 763 955	1 058	293 304 479	(12 990 879)	280 313 601	Travail
122 293 974 385	12 236 417 563	145 712 056 427	11 116 800 450	156 828 856 877	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
122 293 974 385	12 236 417 563	145 712 056 427	11 116 800 450	156 828 856 877	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	2 972 561
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	244 505 369
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	323 555 330
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	83 400 000
Éducation	-	-	-	-	1 461 402 561
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	-	1 914	25 945 027	589 780	94 585 441
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	54 129	2 235 801	174 306	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation et Collèges et Universités	-	-	-	-	109 899 710
Infrastructure	-	-	-	-	285 607 442
Procureur général	-	-	-	-	33 830
Richesses naturelles et Forêts	-	558 028	16 960 467	1 289 313	4 179 263
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	1 503 408 706
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	294 489	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	25 288 819
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	25 345	-	1 965 674
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	7 357	100 937 170	-	-
Solliciteur général	-	-	19 818 830	334 705	4 864 012
Tourisme, Culture et Sport	-	-	4 653 858	238 976	60 181 540
Transports	-	93 214	8 745 372	1 771 324	4 148 156 188
Travail	-	-	-	-	394 000
Total avant la consolidation	-	714 642	179 616 359	4 398 404	8 354 400 446

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2020

Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	
-	2 972 561	-	2 972 561	Affaires autochtones
422 821	244 928 190	(2 456 908)	242 471 282	Affaires municipales et Logement
-	323 555 330	(4 153 106)	319 402 225	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	83 400 000	(10 468 625)	72 931 375	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 369 185	1 464 771 746	(98 961 419)	1 365 810 327	Éducation
318 693 807	439 815 969	(36 272 793)	403 543 177	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
11 560 443	14 024 680	3 315 616	17 340 296	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
2 637 609	2 637 609	10 048 373	12 685 982	Finances
7 955 017	117 854 727	305 602 678	423 457 406	Formation et Collèges et Universités
-	285 607 442	(43 191 167)	242 416 275	Infrastructure
103 298 114	103 331 943	(95 952 668)	7 379 276	Procureur général
13 899 323	36 886 394	(395 929)	36 490 465	Richesses naturelles et Forêts
18 424 471	1 521 833 177	338 712 151	1 860 545 328	Santé et Soins de longue durée
-	294 489	(272 760)	21 728	Secrétariat du Conseil du Trésor
41 985 601	67 274 420	(703 657)	66 570 763	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 991 019	-	1 991 019	Services aux aînés et Accessibilité
15 439 990	116 384 517	154 014 944	270 399 461	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
89 532 799	114 550 346	(81 841 048)	32 709 297	Solliciteur général
-	65 074 374	33 985 430	99 059 804	Tourisme, Culture et Sport
1 051 027 087	5 209 793 185	(2 750 129 968)	2 459 663 217	Transports
589 241	983 241	(124 215)	859 026	Travail
1 678 835 509	10 217 965 360	(2 279 245 070)	7 938 720 289	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2020	2019
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	112 831 \$	103 509 \$
	112 831 \$	103 509 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
ÉTAT DES RECETTES.....	2-6

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>289 927 283</u>	Programme des affaires autochtones	<u>86 463 714</u>	<u>86 704 711</u>
<u>289 927 283</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>86 463 714</u>	<u>86 704 711</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
<u>0</u>	Programme des affaires autochtones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>2 946 747</u>	Programme des affaires autochtones	<u>3 501 000</u>	<u>2 972 561</u>
<u>2 946 747</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>3 501 000</u>	<u>2 972 561</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
2001				PROGRAMME DES AFFAIRES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AUTOCHTONES	
4	12 051 300	968 400	13 019 700	Administration du ministère.....	12 204 096
1	57 387 400	271 600	57 659 000	Affaires autochtones.....	55 228 311
2	2 000	14 300 000	14 302 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale.....	14 100 000
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	3 657
L	1 418 000		1 418 000	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986.....	5 168 647
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)					
- PROGRAMME DES AFFAIRES					
70 923 714				AUTOCHTONES.....	86 704 711
15 540 000					
86 463 714					
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)					
- PROGRAMME DES AFFAIRES					
1 000				AUTOCHTONES.....	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 501 000		3 501 000	
	<u>3 501 000</u>		<u>3 501 000</u>	
	<u>3 501 000</u>		<u>3 501 000</u>	
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES				
			Programme d'immobilisations,	
			affaires autochtones.....	2 972 561
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			- PROGRAMME DES AFFAIRES	
			AUTOCHTONES.....	2 972 561

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 4)			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	3 804 668		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	567 028		Règlements des revendications territoriales ...	14 100 000
Transports et communications.....	153 510			<u>14 100 000</u>
Services.....	7 657 926			
Fournitures et matériel.....	20 964			
	<u>12 204 096</u>			
			Crédits législatifs	
Affaires Autochtones (Item 1)			Traitement versé au ministre	
Traitements et salaires.....	10 288 862		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	0
Avantages sociaux.....	1 448 021		Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
Transports et communications.....	407 696		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	3 657
Services.....	8 434 579		Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure –	
Fournitures et matériel.....	35 040		fiduciaire, bassins des rivières English et	
Paiements de transfert			Wabigoon, convention de règlement	
Fonds pour les organisations			relative à la contamination par le	
autochtones représentatives			mercure du réseau	
de l'Ontario.....	1 675 555		hydrographique English-	
Fonds de développement			Wabigoon, 1986.....	5 168 647
Économique pour les				<u>5 172 304</u>
Autochtones.....	7 767 866			
Fonds de participation.....	4 276 588			
Soutien au fonds de			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
négociations Communautaires....	4 553 811		PROGRAMME DES AFFAIRES	
Soutien au fonds de négociations			AUTOCHTONES.....	<u>86 704 711</u>
avec les Algonquins.....	2 225 963			
Fonds pour les Six Nations.....	77 000		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Fonds pour cas d'invalidité dus au			Affaires autochtones (Poste 3)	
mercure - administration.....	127 570		Paiements de transfert	
Fonds pour la participation à			Programme de subventions	
l'élaboration des politiques.....	2 168 662		d'immobilisations de la	
Fonds pour les nouvelles relations.	12 128 258		communauté autochtone.....	2 447 561
Fonds de développement			Autres projets d'immobilisations.....	525 000
économique des Métis.....	3 000 000			<u>2 972 561</u>
	<u>38 001 273</u>			
	<u>58 615 471</u>			
Moins : Recouvrements.....	3 387 160		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	<u>55 228 311</u>		PROGRAMME DES AFFAIRES	
			AUTOCHTONES.....	<u>2 972 561</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	20	210
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	2 259 632	2 437 346
DIVERS.....	46	16
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	2 259 698	2 437 572

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-8
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-9
ÉTAT DES RECETTES.....	2-12

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>5 146 327</u>	Programme des affaires francophones	<u>5 836 573</u>	<u>5 025 943</u>
<u>5 146 327</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>5 836 573</u>	<u>5 025 943</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>532 903</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>532 903</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
	– PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	5 819 400		5 819 400	Coordination des affaires francophones 5 009 276
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la
L	16 173		16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 16 667
	<u>5 836 573</u>		<u>5 836 573</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES.... <u>5 025 943</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES.... <u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Programme des affaires francophones.... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES.... <u>0</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 003 531
Avantages sociaux.....	225 564
Transports et communications.....	55 560
Services.....	1 736 269
Fournitures et matériel.....	4 836
Paiements de transfert	
Programme d'appui à la francophonie ontarienne.	983 516
	<u>5 009 276</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu	
<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	<u>16 667</u>
	<u>16 667</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES AFFAIRES	
FRANCOPHONES.....	<u>5 025 943</u>

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
<i>Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....</i>	<u>1 437 500</u>	<u>1 437 500</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>81 085</u>	<u>147</u>
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u><u>1 518 585</u></u>	<u><u>1 437 647</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-14
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-15
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-18
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-20
PROGRAMME DE LOGEMENT	2-22
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-17, 2-25
ÉTAT DES RECETTES.....	2-26
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-27

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 795 350	Administration du ministère	22 333 387	21 500 822
	Services aux municipalités et		
32 549 653	réglementation du bâtiment	58 480 800	57 364 094
217 681 334	Administrations locales et politiques d'aménagement	26 789 600	23 048 374
901 620 097	Programme de logement	856 357 700	853 273 043
1 176 646 434	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	963 961 487	955 186 333
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Services aux municipalités et		
8 467 225	réglementation du bâtiment	22 791 600	21 236 032
364 025 834	Programme de logement	228 295 500	223 692 158
372 493 059	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	251 088 100	244 928 190
BIENS IMMOBILISÉS			
1 600 361	Programme de logement	1 396 500	1 256 032
1 600 361	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 396 500	1 256 032

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	23 920 200	(1 668 000)	22 252 200	Administration du ministère..... 21 418 187
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>24 001 387</u>	<u>(1 668 000)</u>	<u>22 333 387</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 21 500 822
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	10 519 560		Transports et communications.....	19 967	
Avantages sociaux.....	1 479 100		Services.....	4 955 691	
Transports et communications.....	190 837		Fournitures et matériel.....	14 300	
Services.....	9 187 152				4 989 958
Fournitures et matériel.....	41 538				
	<u>21 418 187</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 401 359		Services.....	2 204 785	
Avantages sociaux.....	356 571				2 204 785
Transports et communications.....	57 650				
Services.....	92 011				
Fournitures et matériel.....	1 696				
	<u>2 909 287</u>				
<i>Services de communication</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	3 069 081		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	396 475		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
Transports et communications.....	32 317		Traitement versé aux adjoints parlementaires en		
Services.....	391 479		<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		33 334
Fournitures et matériel.....	4 183				<u>82 635</u>
	<u>3 893 535</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 818 888		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux.....	510 566				<u><u>21 500 822</u></u>
Transports et communications.....	66 196				
Services.....	1 440 656				
Fournitures et matériel.....	17 541				
	<u>5 853 847</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 230 232				
Avantages sociaux.....	215 488				
Transports et communications.....	14 707				
Services.....	102 530				
Fournitures et matériel.....	3 818				
	<u>1 566 775</u>				

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

non vérifié

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)		
Traitements et salaires.....		7 833 156
Avantages sociaux.....		1 174 938
Transports et communications.....		90 291
Services.....		2 138 439
Fournitures et matériel.....		7 495
Paielements de transfert		
Subvention pour la recherche		
et l'anayse - données sur		
les municipalités.....	200 000	
Programme pour la		
modernisation au niveau.....		
municipal.....	7 652 933	
		7 852 933
		19 097 252
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires.....		2 715 013
Avantages sociaux.....		366 296
Transports et communications.....		33 676
Services.....		828 464
Fournitures et matériel.....		7 673
		3 951 122
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ADMINISTRATIONS LOCALES		
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....		23 048 374

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT
2	864 117 200	(9 779 100)	854 338 100	Logement communautaire et logement à but lucratif..... 851 527 449
3	1 418 600	600 000	2 018 600	Location à usage d'habitation..... 1 745 594
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>865 536 800</u>	<u>(9 179 100)</u>	<u>856 357 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LOGEMENT..... 853 273 043
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	218 728 400	9 129 100	227 857 500	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations..... 223 269 337
5	1 000		1 000	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	437 000		437 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 422 821
	<u>219 166 400</u>	<u>9 129 100</u>	<u>228 295 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LOGEMENT.. 223 692 158
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 396 500		1 396 500	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations..... 1 256 032
	<u>1 396 500</u>		<u>1 396 500</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE LOGEMENT.. 1 256 032

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions et financement des programmes de logement.

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$		\$		\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT							
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)				Location à usage d'habitation (Poste 3)			
Traitements et salaires.....		10 762 317		Traitements et salaires.....		1 277 489	
Avantages sociaux.....		1 561 126		Avantages sociaux.....		225 748	
Transports et communications.....		71 694		Transports et communications.....		27 301	
Services.....		4 867 721		Services.....		213 188	
Fournitures et matériel.....		13 885		Fournitures et matériel.....		1 868	
Paiements de transfert						1 745 594	
Paiements aux gestionnaires							
des services, y compris pour							
les activités sans but							
lucratif offertes dans les							
territoires non érigés							
en municipalité.....	340 936 169						
Paiements à la Société							
ontarienne d'hypothèques							
et de logement.....	60 360 467						
Programme de logement en							
milieu rural et autochtone.....	6 892 000						
Élimination de l'itinérance.....	72 641 482						
Programme de prévention							
de l'itinérance.....	323 707 142						
Investissement dans le							
logement abordable							
– aides au loyer							
– contribution provinciale.	22 379 935						
Initiative ontarienne de logement							
prioritaire – contribution							
provinciale.....	764 193						
Initiative ontarienne de logement							
prioritaire – contribution							
fédérale.....	1 623 909						
Initiative Canada-Ontario de							
logement communautaire –							
contribution fédérale.....	12 145 548						
		841 450 845					
		858 727 588					
Moins : Recouvrements.....		7 200 139					
		851 527 449					
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
				PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE. 853 273 043			
				CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
				Logement abordable – immobilisations (Poste 4)			
				Paiements de transfert			
				Dépenses en immobilisations –			
				Société ontarienne			
				d'hypothèques et de			
				logement.....			
				2 456 908			
				Programme de logement			
				abordable – contribution du			
				gouvernement provincial....			
				14 981 497			
				Investissement dans le			
				logement abordable –			
				contribution provinciale.....			
				56 825 989			
				Mettre fin à l'itinérance.....			
				7 125 694			
				Initiative ontarienne de logement			
				prioritaire – contribution			
				provinciale.....			
				38 105 207			
				Initiative ontarienne de logement			
				prioritaire – contribution			
				fédérale.....			
				82 760 391			
				Initiative Canada-Ontario de			
				logement communautaire –			
				contribution fédérale.....			
				21 013 651			
				223 269 337			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement –		
Loi sur l'administration financière.....		422 821
		<u>422 821</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE...		<u>223 692 158</u>
 BIENS IMMOBILISÉS		
Programme de logement abordable – immobilisations (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts		
relatifs aux immobilisations.....		1 256 032
		<u>1 256 032</u>
 TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME		
DE LOGEMENT ABORDABLE.....		<u>1 256 032</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans		
but lucratifs (S.C.H.L.).....	351 660 137	378 447 063
Financement de la stratégie nationale du logement.....	117 543 500	0
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.).....	0	80 130 000
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	18 514 658	14 916 881
	<u>487 718 295</u>	<u>473 493 944</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement		
de la dette de la SDLO.....	55 984 008	65 811 124
Intérêt sur la dette publique.....	6 037 943	7 127 491
Remboursement – SOHL – prêts et intérêts pour logements étudiants.....	87 315	134 520
Rénovation urbaine.....	51 205	43 792
Syndicat/Association.....	(1 984)	4 614
	<u>62 158 487</u>	<u>73 121 541</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 386 226	1 337 079
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement.....	145 100	126 595
Évaluation de matériaux de construction.....	100 648	97 264
Formation adm. code du bâtiment.....	60 341	91 025
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information et la		
protection de la vie privée.....	13 476	4 442
Clôtures de bornage - Frais de demande.....	1 316	1 932
Application de la Loi sur l'accès à l'information		
et la protection de la vie privée.....	268	215
Rental housing Enforcement Unit Fees.....	0	9 855
	<u>1 707 375</u>	<u>1 668 407</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>35</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
SOHL – conversion de bail.....	62 579	126 744
SOHL – revenus de location.....	25 003	28 668
	<u>87 582</u>	<u>155 412</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	5 505 836	6 759 441
DIVERS		
Pénalités – intérêts.....	1 755	1 634
Autres.....	27 911	24 096
	29 666	25 730
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	557 207 276	555 224 475

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles.....	4 200	3 900
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	4 200	3 900

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE, 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-30
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-31
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-33
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-35
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-32, 2-34, 2-37
ÉTAT DES RECETTES.....	2-41
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-41

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 431 733	Administration du ministère	22 414 514	22 294 287
73 412 210	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	79 281 200	77 210 854
465 937 634	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	413 391 600	404 774 804
16 983 530	Élaboration des politiques	16 646 700	16 345 205
581 765 107	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	531 734 014	520 625 150
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Administration du ministère	1 000	0
1 889 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	9 000 000	1 882 000
1 286 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	9 001 000	1 882 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
208 389 001	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	332 647 100	323 555 330
173 104 396	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	332 647 100	323 555 330

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 159 900	(809,400)	22 350 500	Administration du ministère..... 22 215 587
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 302
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif... 29 398
	<u>23 223 914</u>	<u>(809,400)</u>	<u>22 414 514</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>22 294 287</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>0</u>

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	12 951 217		Traitments et salaires.....	3 652 485	
Avantages sociaux.....	2 212 703		Avantages sociaux.....	520 200	
Transports et communications.....	284 463		Transports et communications.....	40 670	
Services.....	6 680 704		Services.....	776 440	
Fournitures et matériel.....	86 500		Fournitures et matériel.....	17 901	
	<u>22 215 587</u>			<u>5 007 696</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	2 370 332		Transports et communications.....	13 212	
Avantages sociaux.....	304 544		Services.....	2 952 857	
Transports et communications.....	68 654		Fournitures et matériel.....	5 599	
Services.....	271 693			<u>2 971 668</u>	
Fournitures et matériel.....	18 127				
	<u>3 033 350</u>				
<i>Services Opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	2 456 203		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	780 634		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		0
Transports et communications.....	126 589		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	2 406 969		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		0
Fournitures et matériel.....	30 448			<u>0</u>	
	<u>5 800 843</u>				
<i>Planification des activités et services financiers</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitments et salaires.....	2 895 498		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	408 461			<u><u>22 215 587</u></u>	
Transports et communications.....	18 055				
Services.....	168 294				
Fournitures et matériel.....	3 342				
	<u>3 493 650</u>				
<i>Ressources Humaines</i>					
Traitments et salaires.....	1 576 699				
Avantages sociaux.....	198 864				
Transports et communications.....	17 283				
Services.....	104 451				
Fournitures et matériel.....	11 083				
	<u>1 908 380</u>				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	79 515 200	(244 000)	79 271 200	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 77 210 650
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 204
	<u>79 525 200</u>	<u>(244 000)</u>	<u>79 281 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT..... 77 210 854
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	9 000 000		9 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 1 882 000
	<u>9 000 000</u>		<u>9 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 882 000

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la santé des sols, l'environnement et le changement climatique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	31 910 756		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	4 510 725		Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, Loi sur le	
Transports et communications.....	1 282 897		drainage au moyen de tuyaux.....	1 882 000
Services.....	11 503 750			<u>1 882 000</u>
Fournitures et matériel.....	240 853			
Paiements de transfert				
Programme d'infrastructure de drainage agricole.....	9 684 340		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Recherche sur les normes agro-environnementales.....	23 500		PROGRAMME D'AMÉLIORATION	
Partenariat canadien pour l'agriculture – contribution fédérale - Santé publique et environnement.....	17 149 607		DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET	
Programme pour la croissance communautaire.....	904 222		DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 882 000</u>
Partenariats agro- environnementaux pour le lac Simcoe.....	23 520			
	<u>27 785 189</u>			
	77 234 170			
Moins : Recouvrements.....	23 520			
	<u>77 210 650</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	204			
	<u>204</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME D'AMÉLIORATION				
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET				
DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>77 210 854</u>			

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	126 530 400	(14 086 100)	112 444 300	Développement économique..... 107 067 328
3	77 019 500		77 019 500	Recherche..... 76 903 811
4	231 797 000	(8 876 200)	222 920 800	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 220 703 164
				Paielements au titre des prêts bancaires garantis,
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	5 000		5 000	<i>sur l'administration financière.....</i> 0
				Paielements au titre des prêts bancaires garantis,
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	1 000 000		1 000 000	<i>sur l'administration financière.....</i> 100 501
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....
	<u>436 353 900</u>	<u>(22 962 300)</u>	<u>413 391 600</u>	<u>404 774 804</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
7	196 025 200	136 621 900	332 647 100	Développement économique..... 323 555 330
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET
				COLLECTIVITÉS RURALES
	<u>196 025 200</u>	<u>136 621 900</u>	<u>332 647 100</u>	FORTES..... 323 555 330

Program Description

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

[illegible]

non vérifié

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire.....	500 000	
Infrastructure municipale.....	222 059 368	
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada – Contribution fédérale.....	10 668 930	
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada – Contribution provinciale.....	5 707 219	
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche...	4 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation.....	2 500 000	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – contribution provincial.....	61 755 020	
Nouveau Fonds Chantiers Canada – contribution fédéral.....	15 864 793	
		<u>323 555 330</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
ET DES BIOPRODUITS ET		
COLLECTIVITÉS RURALES FORTE		
		<u><u>323 555 330</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	17 634 400	(987 700)	16 646 700	Élaboration des politiques..... 16 345 205
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>17 634 400</u>	<u>(987 700)</u>	<u>16 646 700</u>	– PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 16 345 205

Description du programme :

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	11 725 085
Avantages sociaux.....	1 454 649
Transports et communications.....	181 724
Services.....	2 953 333
Fournitures et matériel.....	30 414
	<u>16 345 205</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ÉLABORATION	
DES POLITIQUES.....	<u>16 345 205</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	44 745 406	37 754 552
Nouveau Fonds Chantiers Canada.....	26 533 724	39 038 858
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	673 312	701 842
AgAgri-Stabilité – Administration.....	456 000	381 387
	<u>72 408 442</u>	<u>77 876 639</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>47 197</u>	<u>53 799</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>483 567</u>	<u>561 190</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>29 000 000</u>	<u>25 024 465</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>6 498 121</u>	<u>17 898 985</u>
DIVERS.....	<u>5 096 918</u>	<u>22 088 848</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>113 534 245</u>	<u>143 503 926</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	3 375 729	3 497 150
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	<u>14 768</u>	<u>22 671</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET		
DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	<u>3 390 497</u>	<u>3 519 821</u>

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-44
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-45
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-46

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 001 358	Bureau de la vérificatrice générale	26 318 100	26 101 091
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
20 001 358	DU MINISTÈRE	26 318 100	26 101 091

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	25 796 000		25 796 000	Bureau de la vérificatrice générale..... 25 592 020
L	522 100		522 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 509 071
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU
				DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL....
	26 318 100		26 318 100	26 101 091

Description du programme :

La vérificatrice générale, qui est un haut fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et ouvrages faisant autorité. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	14 849 914
Avantages sociaux.....	3 601 813
Transports et communications.....	548 747
Services.....	6 097 679
Fournitures et matériel.....	481 867
Paiements de transfert	
CCAF-FVCI Inc.....	12 000
	12 000
	<u>25 580 020</u>
Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitments et salaires.....	424 961
Services.....	84 110
	<u>509 071</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	<u><u>26 089 091</u></u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-49
COMMISSAIRES.....	2-52
ÉTAT DES RECETTES.....	2-54

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
145 242 420	Bureau de l'Assemblée législative	156 921 600	139 874 701
46 216 101	Commissaires	30 172 600	28 890 471
191 458 521	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	187 094 200	168 765 172

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	319 900		319 900	Présidence..... 271 339
2	917 500		917 500	Bureau du greffier..... 728 321
3	13 664 100	(157 500)	13 506 600	Services parlementaires..... 12 309 400
4	12 982 700	142 500	13 125 200	Services d'information et de technologie 11 729 850
5	8 656 700	22 500	8 679 200	Services administratifs..... 7 900 473
6	22 403 600	(7 500)	22 396 100	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 21 115 488
8	11 375 500	8 000	11 383 500	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 11 382 830
9	25 947 800		25 947 800	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés..... 24 241 015
10	50 215 500	(8 000)	50 207 500	Services de soutien aux bureaux des députés..... 45 364 867
11	309 800		309 800	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 307 827
13	10 128 500		10 128 500	Modernisation des installations 4 523 291
	156 921 600		156 921 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 139 874 701

Description du programme

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaires.....	67 892	Traitments et salaires.....	4 860 480
Avantages sociaux.....	192 500	Avantages sociaux.....	1 032 356
Transports et communications.....	10 947	Transports et communications.....	640 683
Services.....	271 339	Services.....	1 266 189
	<u>542 678</u>	Fournitures et matériel.....	143 749
			<u>7 943 457</u>
		Moins : Recouvrements.....	42 984
			<u>7 900 473</u>
Bureau du greffier (Poste 2)			
Traitments et salaires.....	545 356	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Avantages sociaux.....	96 316	Traitments et salaires.....	8 906 400
Transports et communications.....	6 552	Avantages sociaux.....	2 020 793
Services.....	65 826	Transports et communications.....	61 473
Fournitures et matériel.....	14 271	Services.....	7 751 882
	<u>728 321</u>	Fournitures et matériel.....	2 522 585
			<u>21 263 133</u>
Services parlementaires (Poste 3)		Moins : Recouvrements.....	147 645
Traitments et salaires.....	8 261 254		<u>21 115 488</u>
Avantages sociaux.....	1 845 848		
Transports et communications.....	512 032	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Services.....	1 311 783	Traitments et salaires.....	7 087 958
Fournitures et matériel.....	500 368	Avantages sociaux.....	1 496 225
	<u>12 431 285</u>	Transports et communications.....	290 544
Moins : Recouvrements.....	121 885	Services.....	1 782 540
	<u>12 309 400</u>	Fournitures et matériel.....	725 563
			<u>11 382 830</u>
Services d'information et de technologie (Poste 4)			
Traitments et salaires.....	7 768 207	Indemnités et allocations de déplacement	
Avantages sociaux.....	1 595 947	versées aux députés (Poste 9)	
Transports et communications.....	72 576	Traitments et salaires.....	14 905 593
Services.....	1 602 932	Avantages sociaux.....	6 041 181
Fournitures et matériel.....	690 275	Transports et communications.....	1 341 507
	<u>11 729 937</u>	Services.....	1 939 040
Moins : Recouvrements.....	87	Fournitures et matériel.....	13 496
	<u>11 729 850</u>		<u>24 240 817</u>
		Recouvrements.....	198
			<u>24 241 015</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)		
Traitments et salaires.....	23 746 124	
Avantages sociaux.....	5 306 764	
Transports et communications.....	2 747 611	
Services.....	10 834 405	
Fournitures et matériel.....	2 729 963	
	<u>45 364 867</u>	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)		
Paiements de transfert		
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	307 827	
	<u>307 827</u>	
Modernisation des installations (Poste 13)		
Services.....	4 442 679	
Fournitures et matériel.....	80 612	
	<u>4 523 291</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	<u>140 146 040</u>	

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES COMMISSAIRES	
2	19 706 000		19 706 000	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée..... 19 317 466
3	4 667 500		4 667 500	Bureau du commissaire à l'intégrité..... 3 857 559
4	1 543 300	(16 800)	1 526 500	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes..... 1 452 644
5	544 800		544 800	Commissariat aux services en français.... 535 011
6	3 711 000	16 800	3 727 800	Directeur de la responsabilité financière 3 727 791
	<u>30 172 600</u>		<u>30 172 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				COMMISSAIRES..... 28 890 471

Nota : Les transferts représentent les coûts associés à la réorganisation des commissions.

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)		Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitments et salaires.....	13 544 340	Traitments et salaires.....	379 349
Avantages sociaux.....	2 724 788	Avantages sociaux.....	85 689
Transports et communications.....	154 332	Transports et communications.....	4 285
Services.....	2 673 657	Services.....	64 302
Fournitures et matériel.....	220 349	Fournitures et matériel.....	1 386
	<u>19 317 466</u>		<u>535 011</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Item 3)		Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	2 391 376	Traitments et salaires.....	2 383 145
Avantages sociaux.....	502 745	Avantages sociaux.....	397 639
Transports et communications.....	74 984	Transports et communications.....	17 076
Services.....	824 543	Services.....	873 536
Fournitures et matériel.....	63 911	Fournitures et matériel.....	56 395
	<u>3 857 559</u>		<u>3 727 791</u>
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitments et salaires.....	942 759	PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	<u>28 890 471</u>
Avantages sociaux.....	142 682		
Transports et communications.....	36 898		
Services.....	329 364		
Fournitures et matériel.....	941		
	<u>1 452 644</u>		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS.....	73 314	69 337
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	218 504	207 466
DIVERS.....	628 466	421 410
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	920 284	698 213

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-56
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-57
ÉTAT DES RECETTES.....	2-59

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 300 041	Ombudsman Ontario	32 644 800	23 325 671
15 300 041	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	32 644 800	23 325 671

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO
1	32 644 800		32 644 800	Ombudsman..... 23 325 671
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	32 644 800		32 644 800	– OMBUDSMAN ONTARIO..... 23 325 671

Description du programme:

"L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est prévu dans la Loi sur l'ombudsman. Il promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en menant des enquêtes sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en faisant des recommandations pour améliorer l'administration de la politique, des programmes et des services publics.

Le 1er mai 2019, le mandat de l'ombudsman a été élargi et comprend maintenant le traitement des plaintes relatives aux enfants et aux jeunes pris en charge (sociétés d'aide à l'enfance, foyers de groupe et familles d'accueil) ainsi qu'aux services en français. Ce changement découle d'une loi adoptée en décembre 2018 qui faisait passer à l'ombudsman les responsabilités de l'ancien Commissariat aux services en français, un organisme indépendant, ainsi que la fonction d'enquête de l'ancien Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, aussi un organisme indépendant.

Au cours de l'exercice 2019-2020, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 26 423 plaintes. En avril 2019, le Bureau de régie interne a approuvé un financement supplémentaire de 12 206 300 \$ et 43 EPT pour appuyer la compétence supplémentaire de l'Ombudsman sur les services aux enfants et aux jeunes et en français. Ces postes étaient en grande partie occupés par des employés de l'ancien FLSC et PACY. L'effectif total du Bureau en 2019-2020 était de 186 EPT.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitments et salaries.....	14 093 869
Avantages sociaux.....	4 151 890
Transports et communications.....	357 541
Services.....	4 116 704
Fournitures et matériel.....	641 330
	<u>23 361 334</u>
Moins : Recouvrements.....	35 663
	<u>23 325 671</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	<u><u>23 325 671</u></u>

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	41 078	4 973
DIVERS.....	80 095	69 505
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	121 173	74 478

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-62
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-64
ÉTAT DES RECETTES.....	2-65

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 415 339	Bureau du conseil des ministres	31 573 114	30 203 975
38 415 339	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	31 573 114	30 203 975

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	35 589 200	(4 408 100)	31 181 100	Bureau principal..... 29 845 907
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement 323 934
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841		47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 17 467
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173		16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
				CONSEIL DES MINISTRES... 30 203 975
	35 981 214	(4 408 100)	31 573 114	

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres soutient la réalisation des priorités gouvernementales. Le Bureau et le ministère des Affaires intergouvernementales travaillent avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et ils soutiennent et surveillent la mise en œuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Le ministère assure également le leadership et la mise en œuvre des nouvelles priorités gouvernementales, comme la Réduction des formalités administratives et des fardeaux réglementaires et le Bureau du renouvellement. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Bureau principal (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	22 597 706		Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	2 789 614		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	17 467
Transports et communications.....	353 070		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	3 903 020		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
Fournitures et matériel.....	202 497			<u>34 134</u>
	<u>29 845 907</u>			
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitments et salaires.....	17 589 954		PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL	
Avantages sociaux.....	2 120 418		DES MINISTRES	<u><u>30 203 975</u></u>
Transports et communications.....	293 287			
Services.....	3 349 823			
Fournitures et matériel.....	118 794			
	<u>23 472 276</u>			
<i>Affaires intergouvernementales</i>				
Traitments et salaires.....	5 007 752			
Avantages sociaux.....	669 197			
Transports et communications.....	59 783			
Services.....	553 196			
Fournitures et matériel.....	83 703			
	<u>6 373 631</u>			
<i>Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)</i>				
Traitments et salaires.....	271 445			
Avantages sociaux.....	42 321			
Transports et communications.....	1 303			
Services.....	8 865			
	<u>323 934</u>			

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	5 653	3 045
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	1 124	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	0	25 785
DIVERS.....	13	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES .	6 790	28 830

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-69
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-70
ÉTAT DES RECETTES.....	2-71

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
159 948 022	Bureau du directeur général des élections	41 059 600	54 704 688
159 948 022	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	41 059 600	54 704 688

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	14 572 100		14 572 100	Administration des élections..... 11 549 851
				Administration du
2	26 487 500		26 487 500	financement des élections..... 24 428 573
L	0		0	Loi électorale..... 18 726 264
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				DU BUREAU DU DIRECTEUR
	41 059 600		41 059 600	GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 54 704 688

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 122 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 640 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	9 510 413
Avantages sociaux.....	2 039 438
	<u>11 549 851</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	1 363 094
Avantages sociaux.....	318 475
Transports et communications.....	41 921
Services.....	2 232 465
Fournitures et matériel.....	6 076
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la Loi sur le	
financement des élections.....	20 549 890
	<u>24 511 921</u>
Moins : Recouvrements.....	83 348
	<u>24 428 573</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	18 726 264
	<u>18 726 264</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..	<u><u>54 704 688</u></u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS.....	436 790	1 578 481
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>436 790</u>	<u>1 578 481</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-74
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-75

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>1 759 036</u>	Bureau du lieutenant-gouverneur	<u>2 003 500</u>	<u>1 957 011</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR			
<u>1 759 036</u>	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	<u>2 003 500</u>	<u>1 957 011</u>

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 903 500	100 000	2 003 500	
				Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 957 011
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DU BUREAU DU
				LIEUTENANT-GOUVERNEUR. 1 957 011
	<u>1 903 500</u>	<u>100 000</u>	<u>2 003 500</u>	

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenant-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, représentatives et communautaires. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenant-gouverneure représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, la lieutenant-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officiel de la province et accueille les membres des familles royales, des chefs d'État, des dirigeants mondiaux et des membres des corps diplomatiques. La lieutenant-gouverneure fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Elle met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 271 145	
Avantages sociaux.....	129 616	
Transports et communications.....	55 971	
Services.....	275 366	
Fournitures et matériel.....	69 113	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	155 800	
	<u>1 957 011</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	<u>1 957 011</u>	

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-78
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-79
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-80

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 422 850	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 424 827
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
2 422 850	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 432 661	2 424 827

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 326 800		2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 319 671
				Traitement versé au premier ministre
				en vertu de la
L	89 688		89 688	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173		16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 12 732
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DU CABINET DU PREMIER
				MINISTRE 2 424 827
	2 432 661		2 432 661	

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE
PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 905 031	
Avantages sociaux.....	240 069	
Transports et communications.....	116 516	
Services.....	40 648	
Fournitures et matériel.....	17 407	
	<u>2 319 671</u>	
Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>	12 732	
	<u>105 156</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	<u>2 424 827</u>	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-82
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-83
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-85
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	
ÉTAT DES RECETTES.....	2-90
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-91

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 944 330	Administration du ministère	22 250 787	21 770 109
	Développement économique, de création		
866 525 295	d'emplois et de commerce	717 703 300	683 417 964
894 469 625	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	739 954 087	705 188 073
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Développement économique, de création		
5 166 247	d'emplois et de commerce	10 000 000	8 307 026
5 166 247	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	10 001 000	8 307 026
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Développement économique, de création		
101 140 727	d'emplois et de commerce	93 404 000	83 400 000
101 140 727	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	93 404 000	83 400 000
BIENS IMMOBILISÉS			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	2 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 169 600		22 169 600	Administration du ministère..... 21 670 007
L	47 841		47 841	Traitements versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 66 768
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>22 250 787</u>		<u>22 250 787</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 21 770 109
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	13 426 845		Traitements et salaires.....	3 103 842	
Avantages sociaux.....	2 316 328		Avantages sociaux.....	505 946	
Transports et communications.....	235 059		Transports et communications.....	22 194	
Services.....	5 489 382		Services.....	433 675	
Fournitures et matériel.....	202 393		Fournitures et matériel.....	15 987	
	<u>21 670 007</u>			<u>4 081 644</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	3 964 451		Transports et communications.....	24 284	
Avantages sociaux.....	897 663		Services.....	2 558 862	
Transports et communications.....	227 475		Fournitures et matériel.....	20 298	
Services.....	1 029 705			<u>2 603 444</u>	
Fournitures et matériel.....	14 654				
	<u>6 133 948</u>				
<i>Planification et finances</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	4 809 560		Traitement versé au ministres en vertu de la		
Avantages sociaux.....	699 214		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	66 768	
Transports et communications.....	(48 889)		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services.....	1 190 171		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334	
Fournitures et matériel.....	149 797			<u>100 102</u>	
	<u>6,799,853</u>				
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	1 548 992		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	213 505			<u><u>21 770 109</u></u>	
Transports et communications.....	9 995				
Services.....	276 969				
Fournitures et matériel.....	1 657				
	<u>2 051 118</u>				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
13	730 310 300	(13 033 000)	717 277 300	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 683 238 839
L	426 000		426 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 179 125
	730 736 300	(13 033 000)	717 703 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION
				D'EMPLOIS ET DE COMMERCE 683 417 964
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
14	10 000 000		10 000 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 8 307 026
	10 000 000		10 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION
				D'EMPLOIS ET DE COMMERCE 8 307 026
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
21	93 403 000		93 403 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 83 400 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	93 404 000		93 404 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION
				D'EMPLOIS ET DE COMMERCE 83 400 000

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE
LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
22	2 000		2 000	
				Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
	2 000		2 000	0

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux, élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international et propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités en Ontario; il établit des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement, fait progresser les investissements directs provenant de l'étranger et élabore des stratégies pour étendre et assurer des opportunités, en établissant des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il renforce la sensibilisation à l'égard des programmes et des services pour aider les entreprises à se développer et à passer à l'échelle supérieure et fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent afin d'établir des partenariats mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'innovation; il stimule les économies régionales, œuvre pour assurer une amélioration de l'emploi dans toute la province par la formation professionnelle et en cours d'emploi, et exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois et de développement des talents; il soutient des activités de recherche de calibre mondial dans tout l'Ontario, tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent accélérer la croissance de leurs activités et créer des emplois, et il renforce la capacité de l'Ontario à innover et à améliorer l'avenir économique, scientifique et technologique de la province; il procure des conseils, des services et des soutiens aux entreprises pour réduire les obstacles et optimiser leur réussite en Ontario et dans le reste du monde.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE- CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13)			Initiative Next Generation of Baycrest.....		
Traitements et salaires.....		56 738 325		4 700 000	
Avantages sociaux.....		8 043 534	Société ontarienne de		
Transports et communications.....		1 085 068	financement de la croissance -		
Services.....		29 501 231	Investissements dans		
Fournitures et matériel.....		403 222	des fonds.....	25 000 000	
Paiements de transfert			Société ontarienne de		
Développement de réseaux			financement de la croissance -		
5G et de nouvelle génération.....	15 000 000		Fonctionnement.....	1 640 000	
Consortium de la fabrication			Crédit d'impôt à l'innovation		
de pointe.....	6 999 999		de l'Ontario.....	150 334 472	
Investissements dans le secteur ...			Ontario Institute for Regenerative		
des assembleurs de			Medicine.....	3 750 000	
véhicules automobiles.....	41 600 000		Fonds pour la recherche		
Plan pour le secteur automobile....	2 991 072		en Ontario.....	60 299 239	
Innovation bioindustrielle.....	204 625		Fonds ontarien d'aide aux		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			jeunes entrepreneurs.....	8 000	
les entreprises parrainant les			Institut Perimeter.....	10 000 000	
instituts de recherche.....	20 995 500		Programmes de développement		
Consortium de recherche et			des talents en recherche.....	7 824 261	
d'innovation en transport urbain			Subventions de soutien aux		
Canada.....	1 082 834		secteurs.....	7 845 488	
Centre pour l'innovation dans la			Centres d'encadrement des		
gouvernance internationale.....	408 321		petits entrepreneurs.....	5 038 132	
Accélérateurs - Technologies			Fonds pour les projets pilotes		
propres.....	135 864		d'entrepreneuriat social.....	349 409	
Soutien aux réseaux d'innovation			Mesures de soutien à		
et de commercialisation.....	30 703 008		l'entrepreneuriat social.....	341 550	
Communité Hub.....	3 900 000		Expérience d'entrepreneuriat		
Projet des véhicules connectés			pour les étudiants -		
et autonomes.....	10 000 000		Entreprise d'été.....	2 153 333	
Programmes pour			Toronto Global.....	2 500 000	
l'entrepreneuriat.....	4 870 733		Réseau Trillium pour la		
Visées mondiales.....	1 911 728		fabrication de pointe.....	500 000	
Subventions à l'appui de la					582 767 459
recherche et de l'innovation.....	7 241 416				678 538 839
Institute for Competitiveness					
and Prosperity.....	148 924				
Institut des finances publiques					
et de la démocratie.....	186 732				
Institute for Quantum Computing...	250 000				
Collaborations internationales.....	120 600				
Site certifié - Prêt					
à l'investissement.....	15 904				
Fonds pour l'emploi et					
la prospérité.....	152 312 565				
Programme de neurotraumatologie	4 103 750				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE- CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Développement économique et investissements</i>			<i>Démarrage et expansion</i>		
Traitements et salaires.....		20 953 103	Traitements et salaires.....		6 248 518
Avantages sociaux.....		3 145 268	Avantages sociaux.....		1 015 381
Transports et communications.....		251 199	Transports et communications.....		72 590
Services.....		6 400 456	Services.....		1 566 295
Fournitures et matériel.....		191 731	Fournitures et matériel.....		11 737
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Investissements dans le secteur			Programmes pour		
des assembleurs de			l'entrepreneuriat.....	4 870 733	
véhicules automobiles.....	41 600 000		Institute for Competitiveness		
Plan pour le secteur automobile.....	2 991 072		and Prosperity.....	148 924	
Consortium de recherche et			Fonds ontarien d'aide aux		
d'innovation en transport urbain	1 082 834		jeunes entrepreneurs.....	8 000	
Canada.....			Centres d'encadrement des		
Site certifié – Prêt			petits entrepreneurs.....	5 038 132	
à l'investissement.....	15 904		Fonds pour les projets pilotes		
Fonds pour l'emploi et			d'entrepreneuriat social.....	349 409	
la prospérité.....	152 312 565		Mesures de soutien à	341 550	
Subventions de soutien aux			l'entrepreneuriat social.....		
secteurs.....	7 845 488		Expérience d'entrepreneuriat		
Toronto Global.....	2 500 000		pour les étudiants –		
Réseau Trillium pour la			Entreprise d'été.....	2 153 333	
fabrication de pointe.....	500 000				12 910 081
		208 847 863			21 824 602
		239 789 620			
<i>Stratégies et politiques</i>			<i>Commerce et immigration</i>		
Traitements et salaires.....		11 187 524	Traitements et salaires.....		18 349 180
Avantages sociaux.....		1 125 661	Avantages sociaux.....		2 757 224
Transports et communications.....		102 255	Transports et communications.....		659 024
Services.....		2 208 607	Services.....		19 325 873
Fournitures et matériel.....		89 948	Fournitures et matériel.....		109 806
		14 713 995	Paiements de transfert		
			Visées mondiales.....	1 911 728	
					1 911 728
					43 112 835

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE- CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		
Recherche, Innovation et Sciences			Crédits législatifs	
Paiements de transfert			Autres opérations	
Développement de réseaux			Créances irrécouvrables, Loi sur	
5G et de nouvelle génération.....	15 000 000		l'administration financière.....	179 125
Consortium de la fabrication				179 125
de pointe.....	6 999 999			
Innovation bioindustrielle.....	204 625			
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
les entreprises parrainant les			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
instituts de recherche.....	20 995 500		ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE..... 678 717 964	
Centre pour l'innovation dans la				
gouvernance internationale.....	408 321			
Accélérateurs - Technologies			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
propres.....	135 864			
Soutien aux réseaux d'innovation			Développement économique, Création d'emplois	
et de commercialisation	30 703 008		et Commerce (Poste 14)	
Communitech Hub	3 900 000			
Projet des véhicules connectés			Prêts et investissements	
et autonomes	10 000 000		Fonds pour l'emploi	
Subventions à l'appui de la			et la prospérité 6 679 447	
recherche et de l'innovation	7 241 416		Fonds de développement du	
Institut des finances publiques			Sud-Ouest de l'Ontario..... 1 627 579	
et de la démocratie.....	186 732			8 307 026
Institute for Quantum Computing...	250 000			8 307 026
Collaborations internationales.....	120 600			
Programme de neurotraumatologie	4 103 750		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Initiative Next Generation			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
of Baycrest.....	4 700 000		ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE..... 8 307 026	
Société ontarienne de				
financement de la croissance -			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Investissements dans				
des fonds.....	25 000 000		Développement économique, Création d'emplois	
Société ontarienne de			et Commerce (Poste 21)	
financement de la croissance -				
Fonctionnement.....	1 640 000		Paiements de transfert	
Crédit d'impôt à l'innovation			Fonds pour la recherche en Ontario..... 83 400 000	
de l'Ontario.....	150 334 472		83 400 000	
Ontario Institute for Regenerative				
Medicine.....	3 750 000			
Fonds pour la recherche			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
en Ontario.....	60 299 239		PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
Institut Perimeter.....	10 000 000		ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE..... 83 400 000	
Programmes de développement				
des talents en recherche.....	7 824 261			
		363 797 787		

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme des candidats des provinces.....	13 699 008	10 505 950
Frais de mission commerciale.....	631 431	973 285
Autres.....	7 780	1 119
	<u>14 338 219</u>	<u>11 480 354</u>
 REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	702 418	760 841
Divers.....	230 833	150 771
	<u>933 251</u>	<u>911 612</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	119 886	96 695
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	44 882 025	(52 525 193)
	<u>45 001 911</u>	<u>(52 428 498)</u>
 DIVERS		
Intérêt.....	5 410 719	7 728 875
Autres.....	65 171	298 294
	<u>5 475 890</u>	<u>8 027 169</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>65 749 271</u>	<u>(32 009 363)</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	2020	2019
	\$	\$
MaRS Phase 2.....	3 225 112	3 739 372
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	11 405 991	7 620 558
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	4 240 660	4 639 720
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	198 222	33 335 824
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	1 073 666	325 659
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	20 143 651	49 661 133

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-94
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-95
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-97
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-101
GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	2-103
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-96, 2-100, 2-102, 2-105
ÉTAT DES RECETTES.....	2-106

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 426 815	Administration du ministère	24 807 492	24 167 623
26 951 074 087	Éducation élémentaire et secondaire	27 438 294 800	27 256 077 966
	Groupement de l'information et de la technologie		
51 654 735	de l'information pour les services à la collectivité	56 151 900	53 311 177
1 936 216 583	Garde d'enfants et la petite enfance	2 425 057 100	2 423 252 172
28 959 372 220	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	29 944 311 292	29 756 808 938
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 874 704	Éducation élémentaire et secondaire	3 060 000	1 680 319
	Groupement de l'information et de la technologie		
0	de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
1 874 704	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	3 062 000	1 680 319
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 516 697 365	Éducation élémentaire et secondaire	1 457 300 000	1 457 211 509
95 823 923	Garde d'enfants et la petite enfance	7 814 000	7 560 237
1 612 521 288	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 465 114 000	1 464 771 746
BIENS IMMOBILISÉS			
1 410 853	Éducation élémentaire et secondaire	2 637 500	1 797 284
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
1 410 853	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 637 500	1 797 284

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	20 015 000	4 705 100	24 720 100	Administration du ministère..... 24 101 655
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	22 378		22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le</i> <i>Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	<u>20 102 392</u>	<u>4 705 100</u>	<u>24 807 492</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 24 167 623
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	14 662 980		Traitments et salaires.....	3 156 924	
Avantages sociaux.....	2 670 720		Avantages sociaux.....	483 214	
Transports et communications.....	280 075		Transports et communications.....	52 021	
Services.....	13 096 471		Services.....	7 716 104	
Fournitures et matériel.....	62 909		Fournitures et matériel.....	10 779	
	30 773 155				11 419 042
Moins : Recouvrements.....	6 671 500				
	<u>24 101 655</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	3 090 304		Transports et communications.....	25 092	
Avantages sociaux.....	369 832		Services.....	4 122 261	
Transports et communications.....	61 771		Fournitures et matériel.....	8 929	
Services.....	124 320			4 156 282	
Fournitures et matériel.....	9 393		Moins : Recouvrements.....	1 223 000	
		3 655 620			2 933 282
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitments et salaires.....	6 755 720		Fournitures et matériel.....	508	
Avantages sociaux.....	1 471 106				508
Transports et communications.....	131 396				
Services.....	835 676				
Fournitures et matériel.....	32 389				
	9 226 287				
Moins : Recouvrements.....	4 157 800				
		5 068 487			
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	1 660 032		Traitement versé au ministre en vertu de		
Avantages sociaux.....	346 568		la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	9 287		Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Services.....	298 110		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		
Fournitures et matériel.....	1 419		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	2 315 416		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Moins : Recouvrements.....	1 290 700				65 968
		1 024 716			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
			- L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.		
			24 167 623		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1	25 098 837 300	464 344 800	25 563 182 100	Politiques et prestation des programmes..... 25 544 808 569
2	148 720 900	(5 609 200)	143 111 700	Activités éducatives..... 141 081 899
L	1 732 000 000		1 732 000 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario..... 1 570 072 635
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 114 863
	<u>26 979 559 200</u>	<u>458 735 600</u>	<u>27 438 294 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 27 256 077 966
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	3 060 000		3 060 000	Politiques et prestation des programmes..... 1 680 319
	<u>3 060 000</u>		<u>3 060 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 1 680 319
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 749 908 500	(293 808 100)	1 456 100 400	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire..... 1 456 100 127
5	1 000	(1 000)	0	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisations..... 0
L	1 199 600		1 199 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 1 111 382
	<u>1 751 109 100</u>	<u>(293 809 100)</u>	<u>1 457 300 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 1 457 211 509

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
BIENS IMMOBILISÉS				
6	2 637 500		2 637 500	
				Éducation élémentaire et secondaire..... 1 797 284
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
	<u>2 637 500</u>		<u>2 637 500</u>	<u>1 797 284</u>

Description du programme :

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le renforcement pour tous les élèves de la province d'un système d'éducation de qualité qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie, en particulier dans le contexte d'un marché du travail en pleine évolution. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Activités éducatives (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	68 451 207		Traitments et salaires.....	44 363 841
Avantages sociaux.....	9 163 648		Avantages sociaux.....	6 963 514
Transports et communications.....	993 189		Transports et communications.....	1 156 627
Services.....	59 621 696		Services.....	17 670 420
Fournitures et matériel.....	181 357		Fournitures et matériel.....	3 268 957
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires.....	234 734 167		Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités.....	44 250
Financement des priorités et des partenariats - tiers.....	682 983 137		Programme de soutien pour le élèves des écoles provinciales.....	34087
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.....	17 036 540 376		Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario.....	24 793 700
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire.....	7 362 939 107		Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.....	42 906 800
Fiducies provinciales d'avantages sociaux.....	24 705 944			67 778 837
Projets des langues officielles....	41 212 617			141 202 196
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation....	31 562 100		Moins : Recouvrements.....	120 297
Subventions diverses.....	1 625 172			141 081 899
	25 416 302 619			
	25 554 713 717		Crédits législatifs	
Moins : Recouvrements.....	9 905 148		Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
	25 544 808 569			
			Paiements de transfert	
			Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	1 570 072 635
				1 570 072 635
			Crédits législatifs	
			Autres opérations	
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	114 863
				114 863
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	27 256 077 966

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....
1	56 013 600	138 300	56 151 900	53 311 177
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...
	<u>56 013 600</u>	<u>138 300</u>	<u>56 151 900</u>	<u>53 311 177</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....
2	1 000		1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Formation et Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	34 500 613
Avantages sociaux.....	4 368 599
Transports et communications.....	273 030
Services.....	55 653 161
Fournitures et matériel.....	95 459
	94 890 862
Moins : Recouvrements.....	41 579 685
	<u>53 311 177</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR	
LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...	
	<u><u>53 311 177</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme

La vision du gouvernement : veiller à ce que tous les enfants et toutes les familles aient accès à une vaste gamme de programmes et de services de haute qualité, inclusifs et abordables pour la garde d'enfants et la petite enfance, qui sont axés sur les enfants et les familles et qui contribuent à l'apprentissage, au développement et au bien-être des enfants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	14 948 941
Avantages sociaux.....	2 421 812
Transports et communications.....	390 340
Services.....	4 655 312
Fournitures et matériel.....	15 434
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses.....	487 500 000
Garde d'enfants et petite enfance	1 913 320 333
	<u>2 423 252 172</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	<u><u>2 423 252 172</u></u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance.....	6 015 899
	<u>6 015 899</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 544 338
	<u>1 544 338</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	<u><u>7 560 237</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	145 159 307	160 168 271
Langues officielles dans l'enseignement.....	72 932 476	68 285 622
Entente sur les services sociaux dispensés aux Indiens.....	11 473 835	11 274 744
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	600 000	200 000
	<u>230 165 618</u>	<u>239 928 637</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inspection des écoles privées.....	1 408 135	1 465 412
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter	45 600	45 900
Demande d'accès à l'information.....	3 961	3 056
Permis – Garderies.....	995 600	977 583
Frais pour chèques refusés.....	210	420
	<u>2 453 506</u>	<u>2 492 371</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	132 250	16 000
	<u>132 250</u>	<u>16 000</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	13 808 272	6 650 833
Autres.....	67 417 785	36 972 591
	<u>81 226 057</u>	<u>43 623 424</u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires.....	2 460	27 141
Règlements dans des instances de procédure civile.....	0	11 924
	<u>2 460</u>	<u>39 065</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>313 979 891</u></u>	<u><u>286 099 497</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-108
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-110
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-114
MINES ET MINÉRAUX.....	2-118
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-121
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-124
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-113, 2-116, 2-120
ÉTAT DES RECETTES.....	2-126

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 585 129	Administration du ministère	27 446 787	26 328 987
271 691 084	Développement du Nord	282 874 000	258 013 008
41 786 881	Mines et minéraux	52 051 400	41 179 119
256 680 630	Développement et gestion des sources d'énergie	67 416 000	52 512 296
4 242 224 720	Atténuation du prix de l'électricité	5 572 872 000	5 448 874 758
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
4 839 968 444	DU MINISTÈRE	6 002 660 187	5 826 908 168
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
30,000,000	Développement du Nord	30 051 000	30 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	Développement et gestion des sources d'énergie	280 001 000	80,400,000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
30 000 000	DU MINISTÈRE	310 055 000	110 400 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2019-2020	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
489 729 638	DU MINISTÈRE	472 475 800	439 815 969
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
489 729 638	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	472 475 800	439 815 969

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	14 067 700	(350 000)	13 717 700	Administration du ministère..... 12 805 796
5	13 830 600	(182 700)	13 647 900	Programme d'administration du ministère de l'Énergie..... 13 440 033
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 66 768
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 390
	<u>27 979 487</u>	<u>(532 700)</u>	<u>27 446 787</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 26 328 987
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Programme d'administration du ministère..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires.....	6 962 009		Traitements et salaires.....	919 414	
Avantages sociaux.....	971 154		Avantages sociaux.....	183 597	
Transports et communications.....	261 916		Transports et communications.....	9 121	
Services.....	9 960 000		Services.....	10 113	
Fournitures et matériel.....	46 040		Fournitures et matériel.....	1 080	
	18 201 119				1 123 325
Moins : Recouvrements.....	5 395 323				
	12 805 796		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	17 506	
Traitements et salaires.....	1 639 368		Services.....	2 319 456	
Avantages sociaux.....	174 214		Fournitures et matériel.....	6 033	
Transports et communications.....	93 914				2 342 995
Services.....	118 427		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel.....	9 650		Transports et communications.....	(50 457) *	
	2 035 573		Services.....	1 065 899	
<i>Services financiers et administratifs</i>				1 015 442	
Traitements et salaires.....	1 746 760		Moins : Recouvrements.....	322 107	
Avantages sociaux.....	210 185				693 335
Transports et communications.....	151 860		<i>Crédits législatifs</i>		
Services.....	6 193 894		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	19 267		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		66 768
	8 321 966		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
Moins : Recouvrements.....	5 073 216		<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 390
	3 248 750				83 158
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	937 916				
Avantages sociaux.....	181 486				
Transports et communications.....	22 238				
Services.....	47 427				
Fournitures et matériel.....	2 926				
	1 191 993				
<i>Services de communications</i>					
Traitements et salaires.....	1 718 551				
Avantages sociaux.....	221 672				
Transports et communications.....	17 734				
Services.....	204 784				
Fournitures et matériel.....	7 084				
	2 169 825				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	312 191 700	(29 418 700)	282 773 000	Développement économique du Nord..... 258 062 264
L	101 000		101 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> (49 256)
	<u>312 292 700</u>	<u>(29 418 700)</u>	<u>282 874 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 258 013 008
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	30 051 000		30 051 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... 30 000 000
	<u>30 051 000</u>		<u>30 051 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 30 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	131 750 100	9,800,000	141 550 100	Développement économique du Nord..... 122 620 954
L	324 918 700		324 918 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 315 481 200
	<u>456 668 800</u>	<u>9,800,000</u>	<u>466 468 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 438 102 154

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
				Développement du Nord –
4	598 095 300		598 095 300	biens immobilisés..... 545 289 138
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME DE
	598 095 300		598 095 300	DÉVELOPPEMENT DU NORD.... 545 289 138

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de favoriser le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

[illegible]

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	546 120 138
Moins : Recouvrements.....	831 000
	<u>545 289 138</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	<u>545 289 138</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2203				PROGRAMME DES MINES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ET DES MINÉRAUX	
1	48 957 600	2,692,800	51 650 400	Compétitivité du secteur des minéraux....	41 332 000
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	(152 881)
	<u>49 358 600</u>	<u>2,692,800</u>	<u>52 051 400</u>	TOTAL (CHARGES DE	
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME	
				DES MINES ET DES MINÉRAUX	<u>41 179 119</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES MINES ET	
				DES MINÉRAUX.....	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	21 731 000	(16 000 000)	5 731 000	Compétitivité du secteur des minéraux....	1 595 029
5	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement.....	0
L	271 000		271 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	118 786
	<u>22 003 000</u>	<u>(16 000 000)</u>	<u>6 003 000</u>	TOTAL (CHARGES	
				D'IMMOBILISATIONS) -	
				PROGRAMME DES MINES ET	
				DES MINÉRAUX.....	<u>1 713 815</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
				Mines et minéraux –
4	901 000		901 000	Biens Immobilisés..... 896 246
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME DES MINES ET
	901 000		901 000	DES MINÉRAUX..... 896 246

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements dans le secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	20 665 668		Transports et communications.....	1 914
Avantages sociaux.....	3 400 485		Services.....	1 003 335
Transports et communications.....	744 422		Fournitures et matériel.....	589 780
Services.....	9 868 084			<u>1 595 029</u>
Fournitures et matériel.....	768 423			
Paiements de transfert				
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario.....	50 000		Crédits législatifs	
Rapports sur les activités minières en Ontario.....	142 136		Autres opérations	
Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées.....	<u>5 692 782</u>		Amortissement,	
		5 884 918	<i>Loi sur l'administration financière</i>	69 292
		<u>41 332 000</u>		<u>69 292</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	<u>1 664 321</u>
			BIENS IMMOBILISÉS	
			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 4)	
			Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations.....	896 246
				<u>896 246</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	<u>41 179 119</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	<u>896 246</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2205				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	25 415 000	42 000 000	67 415 000	Politiques et programmes..... 52 512 296
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>25 416 000</u>	<u>42 000 000</u>	<u>67 416 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE. 52 512 296
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	186 001 000	94 000 000	280 001 000	Développement et gestion des sources d'énergie - actifs de fonctionnement 80 400 000
	<u>186 001 000</u>	<u>94 000 000</u>	<u>280 001 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 80 400 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE. 0

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**Description du programme :**

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que la modernisation et la planification du réseau d'électricité. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones à ce secteur.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2205

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et Programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		11 858 416
Avantages sociaux.....		1 733 123
Transports et communications.....		117 289
Services.....		3 691 181
Fournitures et matériel.....		18 184
Paiements de transfert		
Programmes de soutien,		
de participation et de		
partenariat avec les		
Autochtones dans le		
secteur de l'énergie.....	35 094 103	
		35,094,103
		52 512 296
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET		
GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..		52 512 296
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 3)		
Prêts et investissements.....		80 400 000
		80 400 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET		
ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..		80 400 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2206				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	49 154 700	(4 271 900)	44 882 800	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité..... 41 332 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 41 332 000
	<u>49 154 700</u>	<u>(4 271 900)</u>	<u>44 882 800</u>	

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit relatif à la livraison	
dans les réserves pour les	
Premières Nations.....	24 386 136
Programme ontarien d'aide	
relative aux frais	
d'électricité.....	184 762 847
remboursement d'électricité	
de l'Ontario.....	1 809 310 650
Protection contre les frais	
de distribution.....	285 248 684
Programme de protection des	
tarifs dans les régions	
rurales ou éloignées.....	255 920 882
Remise de l'Ontario pour les	
consommateurs d'électricité..	497 970 921
Crédit pour les coûts d'énergie	
dans le Nord de l'Ontario.....	27 253 938
Atténuation des tarifs	
d'électricité.....	2 364 020 700
	<u>5 448 874 758</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE	
L'ÉLECTRICITÉ.....	<u>5 448 874 758</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – Loi sur les mines.....	1 523 220	2 034 727
REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Ontario Power Generation Inc.....	297 919 760	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (Loi sur les mines).....	3 439 820	4 666 302
Droits de demande – Accès à l'information.....	6 772	725
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	1 085	251
Frais pour chèques refusés.....	35	(15 765)
	3 447 712	4 651 513
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	20	340
VENTES ET LOCATIONS.....	133 062	148 130
REDEVANCES.....	25 209 870	21 300 611
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	(127 295 702)	5 653 857
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	1 642 678	44 136
Autres.....	23 168 804	1 380
	24 811 482	45 516
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	225 749 424	33 834 694

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-130
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-132
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-134
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-136
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-139
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-141
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-143
PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION.....	2-145
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-131, 2-,138, 2-140, 2-146
ÉTAT DES RECETTES.....	2-147

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
76 416 231	Administration du ministère	74 505 714	71 941 665
77 641 655	Politiques environnementales	31 671 100	31 153 144
50 047 927	Normes et sciences de l'environnement	43 632 800	43 539 752
116 356 557	Conformité environnementale et opérations	103 803 000	103 334 322
28 673 832	Évaluations et permissions environnementales	28 016 400	27 415 762
3 863 003	Action en matière de changement climatique et résilience	17 431 400	16 259 062
35 104 147	Gestion des terres et des eaux	30 820 600	30 014 944
381 393 301	Compte de plafonnement et de liquidation	3 211 400	2 471 152
769 496 653	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	333 092 414	326 129 803
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
7 693 000	Administration du ministère	1 000	0
7 693 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	66 413 200	7 966 100	74 379 300	Administration du ministère..... 71 875 697
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000	61 400	62 400	Créances irrécouvrables Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>66 478 214</u>	<u>8 027 500</u>	<u>74 505 714</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 71 941 665
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	19 273 677		Traitments et salaires.....	4 532 186	
Avantages sociaux.....	3 817 170		Avantages sociaux.....	740 858	
Transports et communications.....	232 809		Transports et communications.....	32 652	
Services.....	48 322 649		Services.....	257 534	
Fournitures et matériel.....	263 392		Fournitures et matériel.....	68 490	
	71 909 697				5 631 719
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	<u>71 875 697</u>		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	63 138	
Traitments et salaires.....	3 077 287		Services.....	12 623 292	
Avantages sociaux.....	354 340		Fournitures et matériel.....	46 042	
Transports et communications.....	42 356				12 732 472
Services.....	53 509		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel.....	6 774		Traitments et salaires.....	4 296 272	
	<u>3 534 266</u>		Avantages sociaux.....	572 924	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications.....	30089.7	
Traitments et salaires.....	5 484 039		Services.....	10 445 916	
Avantages sociaux.....	1 412 049		Fournitures et matériel.....	19 209	
Transports et communications.....	56 475				15 364 411
Services.....	24 593 111		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel.....	117 986		Traitement versé au ministre en vertu		
	31 663 661		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Moins : Recouvrements.....	34 000		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	<u>31 629 661</u>		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
<i>Ressources humaines</i>					65 968
Traitments et salaires.....	1 883 894		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	736 999		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	8 098				<u><u>71 941 665</u></u>
Services.....	349 286				
Fournitures et matériel.....	4 891				
	<u>2 983 168</u>				

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1112				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES
3	28 742 300	2 928 800	31 671 100	Politiques et programmes environnementaux..... 31 153 144
	<u>28 742 300</u>	<u>2 928 800</u>	<u>31 671 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES 31 153 144

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitments et salaires.....		12 961 805
Avantages sociaux.....		1 831 913
Transports et communications.....		103 445
Services.....		9 014 002
Fournitures et matériel.....		21 203
Paielements de transfert		
Planification et action en		
protection environnementale	4 000 000	
Participation des Autochtones		
et collaboration.....	220 776	
Centre de Walkerton pour		
l'assainissement de l'eau.....	3 000 000	
		7 220 776
		<u>31 153 144</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....		<u>31 153 144</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1114				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT
1	40 798 700	2 834 100	43 632 800	Normes et sciences de l'environnement..... 43 539 752
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	40 798 700	2 834 100	43 632 800	- NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 43 539 752
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 371 000	(113 400)	1 257 600	Sciences de l'environnement – immobilisations..... 1 078 008
L	1 160 200	(86 100)	1 074 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 058 066
	2 531 200	(199 500)	2 331 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 2 136 074
BIENS IMMOBILISÉS				
2	50 177 300	(48 997 300)	1 180 000	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure..... 1 176 138
	50 177 300	(48 997 300)	1 180 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 176 138

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité de fournir des travaux de recherche et de l'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que de surveiller l'état de l'environnement en Ontario et de faire rapport à ce sujet.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)			Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	30 769 022			
Avantages sociaux.....	4 916 700		Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement.....	168 100
Transports et communications.....	669 823		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	1 008 038
Services.....	4 516 275			<u>1 176 138</u>
Fournitures et matériel.....	2 436 595			
Sciences de l'environnement et recherche technique.....	<u>231 337</u>			
	231 337			
	<u>43 539 752</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 176 138</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>43 539 752</u>			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sciences de l'environnement – Immobilisation (Poste 2)				
Autres opérations.....	1 078 008			
	<u>1 078 008</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement				
Loi sur l'administration financière.....	1 058 066			
	<u>1 058 066</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>2 136 074</u>			

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
1	40 034 400	(3 135 400)	36 899 000	Conformité environnementale et application des lois..... 36 770 027
2	67 185 500	(1 110 700)	66 074 800	Opérations régionales..... 65 877 851
3	865 800	(38 900)	826 900	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones..... 686 444
L	1 000		1 000	Fiducie <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon</i> 0
L	1 300		1 300	Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>108 088 000</u>	<u>(4 285 000)</u>	<u>103 803 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 103 334 322
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	3 000		3 000	Assainissement de l'environnement – immobilisations..... 0
L	14 600	(4 900)	9 700	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 9 711
	<u>17 600</u>	<u>(4 900)</u>	<u>12 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 9 711

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
BIENS IMMOBILISÉS				
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité environnementale et opérations
6	5 167 100	(1 347 100)	3 820 000	- Infrastructure..... 3 734 216
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE
	<u>5 167 100</u>	<u>(1 347 100)</u>	<u>3 820 000</u>	ET OPÉRATIONS..... 3 734 216

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et d'intégrer des approches novatrices fondées sur les risques afin d'améliorer la conformité et la performance environnementale de la communauté réglementée, d'enquêter sur les infractions environnementales alléguées et d'assurer la conformité avec le droit environnemental, de protéger et soutenir la pureté de l'air, de l'eau et des sols, d'améliorer l'environnement naturel et la santé humaine et de faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario, de faire rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	23 609 026		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 346 402		Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	410 327		financière.....	9 711
Services.....	5 712 745			<u>9 711</u>
Fournitures et matériel.....	99 600			
Paiements de transfert				
Grands Lacs.....	3 591 927		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Fonds ontarien de protection			CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
de l'environnement à			ET OPÉRATIONS.....	<u>9 711</u>
l'échelle communautaire.....	46 833			
	<u>3 638 760</u>			
	36 816 860			
Moins : Recouvrements.....	46 833			
	<u>36 770 027</u>			
			BIENS IMMOBILISÉS	
Opérations régionales (Poste 2)			Conformité environnementale et opérations - Infrastructure	
Traitments et salaires.....	54 760 700		(Poste 6)	
Avantages sociaux.....	7 579 073		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
Transports et communications.....	837 633		relatifs aux immobilisations.....	2 025
Services.....	1 361 009		Logiciels d'application de gestion -	
Fournitures et matériel.....	691 602		coûts relatifs aux immobilisations.....	3 732 191
Paiements de transfert				<u>3 734 216</u>
Lac Simcoe	647,834			
	<u>647 834</u>			
	65 877 851		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés			ET OPÉRATIONS.....	<u>3 734 216</u>
autochtones (Poste 3)				
Traitments et salaires.....	503 850			
Avantages sociaux.....	63 506			
Transports et communications.....	41 646			
Services.....	28 725			
Fournitures et matériel.....	6 304			
Paiements de transfert				
Projets de gestion de l'eau				
potable pour les	42 413			
communautés Autochtones	<u>686 444</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE				
ET OPÉRATIONS.....	<u>103 334 322</u>			

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1118				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
1	25 988 400	2 028 000	28 016 400	Évaluations et permissions environnementales.....
				27 415 762
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS
	<u>25 988 400</u>	<u>2 028 000</u>	<u>28 016 400</u>	ENVIRONNEMENTALES.....
				<u>27 415 762</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Évaluations et des permissions
3	1000		1000	environnementales – immobilisations.....
				0
L	3 851 000		3 851 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i>
				3 851 036
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS
	<u>3 852 000</u>		<u>3 852 000</u>	ENVIRONNEMENTALES.....
				<u>3 851 036</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Évaluations et permissions
2	1 000		1 000	environnementales - Infrastructure.....
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	ENVIRONNEMENTALES.....
				<u>0</u>

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique et une direction pour la transformation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Il veille à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1118

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	21 176 848
Avantages sociaux.....	2 730 280
Transports et communications.....	235 431
Services.....	3 244 867
Fournitures et matériel.....	28 336
	<u>27 415 762</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	
	<u>27 415 762</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i>	3 851 036
	<u>3 851 036</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	
	<u>3 851 036</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1119				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
L	18 885 100	(1 453 700)	17 431 400	Action en matière de changement climatique et résilience..... 16 259 062
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....
	<u>18 885 100</u>	<u>(1 453 700)</u>	<u>17 431 400</u>	<u>16 259 062</u>

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la résilience, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et détritux urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Action en matière de changement climatique et résilience (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	10 117 687
Avantages sociaux.....	1 440 915
Transports et communications.....	95 840
Services.....	4 483 464
Fournitures et matériel.....	34 156
Paielements de transfert	
Changement climatique.....	2 558 152
	<u>18 730 214</u>
Moins : Recouvrements.....	2 471 152
	<u>16 259 062</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT	
CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	<u>16 259 062</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
1	9 691 500		9 691 500	Parcs Ontario..... 9 691 500
2	24 177 000	(3 048 900)	21 128 100	Conservation et protection de l'eau..... 20 323 444
				Créances irrécouvrables,
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>33 869 500</u>	<u>(3 048 900)</u>	<u>30 820 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 30 014 944
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 467 700		2 467 700	Parcs Ontario – immobilisations..... 2 464 237
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	6 376 700	(813 300)	5 563 400	<i>financière</i> 5 563 621
	<u>6 376 700</u>	<u>(813 300)</u>	<u>5 563 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 8 027 858
BIENS IMMOBILISÉS				
4	14 793 400	(10 568 300)	4 225 100	Infrastructure de Parcs Ontario..... 3 207 355
	<u>14 793 400</u>	<u>(10 568 300)</u>	<u>4 225 100</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 3 207 355

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

	\$	\$			\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Parcs Ontario (Poste 1)			Parcs Ontario – Immobilisations (Poste 3)		
Traitments et salaires.....	57 184 194		Transports et communications.....	54 130	
Avantages sociaux.....	7 627 359		Services.....	2 235 801	
Transports et communications.....	1 691 333		Fournitures et matériel.....	174 306	
Services.....	23 608 725			<u>2 464 237</u>	
Fournitures et matériel.....	17 211 341				
Paiements de transfert					
Parcs Ontario - intendance des ressources.....	70 000		Crédits législatifs		
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario.....	20 000				
	<u>90 000</u>		Autres opérations		
	107 412 952		Amortissement - Loi sur l'administration financière.....	5 563 621	
Moins : Recouvrements.....	97 721 452			<u>5 563 621</u>	
	<u>9 691 500</u>				
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	<u><u>5 563 621</u></u>	
			BIENS IMMOBILISÉS		
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)			Infrastructure de Parcs Ontario (Poste 4)		
Traitments et salaires.....	9 096 738		Immeubles - traitements et salaires.....	149 304	
Avantages sociaux.....	1 243 580		Immeubles - avantages sociaux.....	21 642	
Transports et communications.....	111 650		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 553 272	
Services.....	294 317		Infrastructure des transports - traitements et salaires.....	10 181	
Fournitures et matériel.....	15 114		Infrastructure des transports - avantages sociaux.....	1 425	
Intendance des espèces en péril en Ontario.....	3 999 573		Infrastructure des transports - coûts relatifs aux immobilisations.....	940 639	
Protection des sources d'eau....	<u>5 562 472</u>		Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires	45 614	
	<u>9 562 045</u>		Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux.....	6 614	
	<u>20 323 444</u>		Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux immobilisations.....	164 246	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX	<u><u>30 014 944</u></u>		Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations.....	314 418	
				<u>3 207 355</u>	
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	<u><u>3,207,355</u></u>	

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION
L	0	3 211 400	3 211 400	<i>Programme de plafonnement et d'échange.....</i> 2 471 152
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION..... 2 471 152
	<u>0</u>	<u>3 211 400</u>	<u>3 211 400</u>	<u>2 471 152</u>

Description du programme :

Le Compte de plafonnement et de liquidation, auparavant Le Compte de réduction des gaz à effet de serre permet de rendre des comptes sur les sommes devant être consignées dans le Compte y compris sur l'engagement d'investir les recettes du Programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario dans des initiatives pouvant vraisemblablement réduire les émissions de gaz à effet de serre ou contribuer à leur réduction.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION- CRÉDITS LÉGISLATIFS

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
<i>Programme de plafonnement et d'échange</i>	
Autres opérations	
Transferts du Compte de réduction gaz à effet de serre.....	2 471 152
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION.....	2 471 152

Nota: le sommaire des activités relatives au Compte de
plafonnement et de liquidation se trouve à la page 2-465

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres.....	168 797 200	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	91 860	120 458
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux.....	9 387 985	11 369 181
Programme Air pur.....	1 397 608	2 821 958
Autorisation environnementale.....	3 991 690	4 038 911
Autres.....	6 538 516	6 112 672
	21 315 799	24 342 722
Compte de réduction des gaz à effet de serre :		
produits du Programme plafonnement et échange.....	0	472 138 014
	0	472 138 014
VENTES ET LOCATIONS.....	2 674	1 782
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	3 881 731	14 434 572
DIVERS.....	28 457	25 540
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	194 117 721	511 063 088

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-150
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-152
ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU	
REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE.....	2-154
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-158
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-161
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	
ET DE RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	2-162
TRÉSOR.....	2-167
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2153, 2-160, 2-164, 2-168
ÉTAT DES RECETTES.....	2-169
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-170

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
35,694,479	Administration du ministère	39 998 114	39 641 316
	Politiques de réglementation et relations		
113,942,889	avec les organismes	20 565 000	17 171 929
	Politiques économiques, budgétaires		
37,382,288	et financières	344 140 400	173 791 923
	Réglementation de l'industrie des		
1 285 647	services financiers	621 900	0
	Administration des taxes et des avantages		
1,006,276,156	fiscaux et prestations	983,290,300	995 597 642
11 419 283 525	Trésor	12 675 446 400	11 610 130 672
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
12 613 864 984	DU MINISTÈRE	14 064 062 114	12 836 333 482
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
23 412 000	Politiques de réglementation et relations	52 500 000	6 853 000
	avec les organismes		
0	Politiques économiques, budgétaires	0	0
	et financières		
0	Réglementation de l'industrie des	1 000	0
	services financiers		
	Administration des taxes et des avantages		
29 933 112	fiscaux et prestations	33 150 000	30 236 248
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
53 345 112	DU MINISTÈRE	85 652 000	37 089 248

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
244 042 959	Fonds Trillium	0	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
246 680 568	DU MINISTÈRE	2 642 600	2 637 609
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
683 076	Réglementation de l'industrie des services financiers	550 000	0
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		552 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	41 623 400	(1,690,300)	39,933,100	Administration du ministère..... 39,575,626
L	47,841		47,841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires au vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16,389
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>41 688 414</u>	<u>(1690 300)</u>	<u>39 998 114</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 39 641 316
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	13 329 939		Transports et communications.....	123 379	
Avantages sociaux.....	1 897 380		Services.....	9 054 490	
Transports et communications.....	386 886		Fournitures et matériel.....	49 871	
Services.....	23 740 632				9 227 740
Fournitures et matériel.....	220 789				
	<u>39 575 626</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	2 811 096		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	324 152		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	106 191		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services.....	299 845		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 289
Fournitures et matériel.....	20 671				<u>65 590</u>
	<u>3 561 955</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	5 705 394		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	772 828				<u>39 641 216</u>
Transports et communications.....	76 385				
Services.....	4 793 529				
Fournitures et matériel.....	61 646				
	<u>11 409 782</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 461 281				
Avantages sociaux.....	229 361				
Transports et communications.....	11 723				
Services.....	191 527				
Fournitures et matériel.....	822				
	<u>1 894 714</u>				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	3 352 168				
Avantages sociaux.....	571 039				
Transports et communications.....	69 208				
Services.....	9 401 241				
Fournitures et matériel.....	87 779				
	<u>13 481 435</u>				

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
6	7 855 500	(1 776 500)	6 079 000	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite..... 4 771 035
7	9 380 200	(793 000)	8 587 200	Entreprises publiques 6 848 299
8	6 015 900	(118 100)	5 897 800	Redressement de consolidation - Science Nord 5 552 595
12	1 000		1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	<u>23 252 600</u>	<u>(2 687 600)</u>	<u>20 565 000</u>	<u>17 171 929</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Prêts et investissements – Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers.....
17	52 500 000		52 500 000	6 853 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	<u>52 500 000</u>		<u>52 500 000</u>	<u>6 853 000</u>

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Ce programme assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique.

Ce programme fournit des analyses et des conseils concernant les intérêts de l'Ontario dans le secteur provincial des services financiers et la réglementation connexe, par exemple les assurances, les institutions de dépôts, les coopératives, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la mise en œuvre et la surveillance continue des organismes de réglementation, comme la Commission des services financiers de l'Ontario, la Société ontarienne d'assurance-dépôts, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Office de réglementation des services financiers de l'Ontario et le régime coopératif proposé en matière de réglementation des marchés des capitaux.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à diverses initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, selon les besoins. Il inclut également la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux, la vente au détail du cannabis et la surveillance. Ce programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (y compris le secteur des courses hippiques) ainsi que de la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le Tribunal des services financiers est un tribunal décisionnel qui examine, à la demande des personnes touchées, des décisions proposées de la Société ontarienne d'assurance-dépôts et du surintendant des services financiers et qui entend les appels des décisions prises par ces deux instances.

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

non vérifié

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES,

À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Prêts et investissements - <i>Loi de</i>		
2016 sur l'Office ontarien de réglementation		
des services financiers.....	6 853 000	
	<u>6 853 000</u>	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET		
RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	<u>6 853 000</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	12 622 300	(413 300)	12 209 000	Politiques économiques..... 11 995 453
8	4 577 100	(306 600)	4 270 500	Bureau du budget..... 4 033 270
				Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario..... 131 563 200
12	327 658 900		327 658 900	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i> 26 200 000
L	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	
	344 860 300	(719 900)	344 140 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES..... 173 791 923

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
14	1 000		1 000	
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0 Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0 TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 0				
BIENS IMMOBILISÉS				
13	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0 TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 0				

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique et les revenus de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise financière et économique, des analyses et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'examen de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux; il réalise les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il prépare et assure la surveillance stratégique et la prestation de conseils relativement au plan financier du gouvernement; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme a également comme responsabilité de faciliter la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Le programme réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources, dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques économiques (Poste 1)		Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	9 274 883	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 097 542	Revenu réservé du secteur de l'électricité.....	131 563 200
Transports et communications.....	49 531		<u>131 563 200</u>
Services.....	1 351 161		
Fournitures et matériel.....	222 336		
	<u>11 995 453</u>		
		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
Bureau du budget (Poste 8)		Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial sur les sociétés.....	26 200 000
Traitements et salaires.....	3 211 593		<u>26 200 000</u>
Avantages sociaux.....	465 118		
Transports et communications.....	24 809		
Services.....	320 147		
Fournitures et matériel.....	11 603		
	<u>4 033 270</u>		
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
		ET FINANCIÈRES.....	<u>173 791 923</u>

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	0		0	Perte due à l'aliénation des actifs, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
3	550,000		550,000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
	<u>550 000</u>		<u>550 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 0

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Elle est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Administration des taxes, des avantages
1	400 931 700	(38 124 200)	362 807 500	fiscaux et des prestations..... 351 046 160
5	10 377 700	(1 621 400)	8 756 300	Tribunal des services financiers..... 8 654 130
6	25 672 100	(1 708 300)	23 963 800	Politiques fiscales..... 23 004 272
				Relations provinciales-municipales
7	521,693,100	15,353,700	537,046,800	en matière de finances 535 341 027
				Créances irrécouvrables, Loi
L	45 215 900		45 215 900	sur l'administration financière..... 72 376 410
				Paiements versés à des agences de
				recouvrement du secteur privé en
				vertu de la Loi sur
L	5 500 000		5 500 000	l'administration financière..... 5 175 643
				Paiements en vertu de la Loi de 2006 sur
L	0		0	le financement par surcroît d'impôts.. 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
	<u>1 009 390 500</u>	<u>(26 100 200)</u>	<u>983 290 300</u>	<u>995 597 642</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	450 000		450 000	Actifs..... 450 000
L	20 300 000		20 300 000	Avances, Loi sur l'éducation..... 18 784 163
				Avances, <i>Loi sur les régies</i>
L	6 200 000		6 200 000	<i>des services publics du Nord</i> 5 192 669
				Avances, <i>Loi sur les régies des</i>
L	6 200 000		6 200 000	<i>routes locales</i> 5 809 416
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES
				AVANTAGES FISCAUX ET DES
				RELATIONS MUNICIPALES EN
				MATIÈRE DE FINANCES
	33 150 000		33 150 000	30 236 248
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	2 637 600		2 637 600	<i>l'administration financière</i> 2 637 609
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES
				AVANTAGES FISCAUX ET DES
				RELATIONS MUNICIPALES EN
				MATIÈRE DE FINANCES
	2 638 600		2 638 600	2 637 609

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Tribunal des services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	63 184 095		Traitements et salaires.....	6 062 841
Avantages sociaux.....	10 105 061		Avantages sociaux.....	689 387
Transports et communications.....	2 663 520		Transports et communications.....	42 651
Services.....	133 898 831		Services.....	1 766 707
Fournitures et matériel.....	1 303 364		Fournitures et matériel.....	92 544
Paiements de transfert				<u>8 654 130</u>
Régime de revenu				
annuel garanti.....	142 239 483		Politiques fiscales (Poste 6)	
Accords de partenariat relatifs			Traitements et salaires.....	6 167 477
à l'observation fiscale.....	<u>126 367</u>		Avantages sociaux.....	732 764
		142 365 850	Transports et communications.....	46 204
		<u>353 520 721</u>	Services.....	16 049 275
Moins : Recouvrements.....		2 474 561	Fournitures et matériel.....	8 552
		<u>351 046 160</u>		<u>23 004 272</u>
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>				
Traitements et salaires.....	9 057 785		Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 7)	
Avantages sociaux.....	1 122 522		Paiements de transfert	
Transports et communications.....	64 594		Fonds de partenariat avec les municipalités	
Services.....	116 158 170		de l'Ontario.....	503 294 375
Fournitures et matériel.....	50 472		Paiements spéciaux aux municipalités.....	16 692 996
		126 453 543	Paiement d'atténuation transitoire.....	8 628 544
			Fonds ontarien de préparation à la	
<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			législation du cannabis.....	6 725 112
Traitements et salaires.....	54 126 310			<u>535 341 027</u>
Avantages sociaux.....	8 982 539			
Transports et communications.....	2 598 926			
Services.....	17 740 661			
Fournitures et matériel.....	1 252 892			
Paiements de transfert				
Accords de partenariat relatifs				
à l'observation fiscale.....	126 367			
Régime de revenu				
annuel garanti.....	142 239 483			
	<u>227 067 178</u>			
Moins : Recouvrements.....	2 474 561			
		<u>224 592 617</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$		\$
	Crédits législatifs	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
		Crédits législatifs
Autres opérations		Autres opérations
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
<i>l'administration financière</i>	72 376 410	2 637 609
Services		<u>2 637 609</u>
Paievements versés à des agences de		
recouvrement du secteur privé en vertu de la		
<i>Loi sur l'administration financière</i>	5 175 643	
	<u>77 552 053</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES		PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES
FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES		FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES
EN MATIÈRE DE FINANCES	<u><u>995 597 642</u></u>	EN MATIÈRE DE FINANCES
		<u><u>2 637 609</u></u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenue annuel garanti.....	450 000	
	<u>450 000</u>	
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18,784,163	
Avances, <i>Loi sur les régies</i>		
<i>des services publics du Nord</i>	5,192,669	
Avances, <i>Loi sur les régies</i>		
<i>des routes locales</i>	5,809,416	
	<u>29 786 248</u>	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES		
FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES		
EN MATIÈRE DE FINANCES	<u><u>30 236 248</u></u>	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU TRÉSOR
L	12 675 446 400		12 675 446 400	Intérêts sur la dette,
				<i>Loi sur l'administration financière</i>
				11 610 130 672
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU TRÉSOR..
	<u>12 675 446 400</u>		<u>12 675 446 400</u>	<u>11 610 130 672</u>

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	11,719,250,191	
Office d'investissement		
du régime de pensions du		
Canada.....	469,604,295	
Société canadienne		
d'hypothèques et de logement	592,177	
Société ontarienne de		
gestion des fonds des		
investisseurs immigrants.....	411,743	
		12 189 858 406
Autres paiements à titre d'intérêts,		
de déports, d'escomptes et de commissions.....	249 037 451	
Moins: Intérêts capitalisés dans		
les crédits des ministériels.....	40 393 858	
Moins: Intérêts sur les investissements.....	1 192 949 170	
	<u>11 205 552 829</u>	
Intérêts sur la dette payable à		
la Société financière de l'industrie		
de l'électricité de l'Ontario.....	404 577 843	
	<u>11 610 130 672</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU TRÉSOR.....	<u>11 610 130 672</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	895 000 000	903 000 000
OSIFA.....	0	0
Office ontarien de financement – Prêts.....	278 800 895	1 796 804 380
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	400 000 000	300 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables.....	101 001 493	78 459 665
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	0	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	1 685 802 388	3 089 264 045

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	37 744 707 534	35 382 664 678
Taxe de vente harmonisée.....	25 642 961 453	24 994 529 086
Impôt sur les sociétés.....	15 414 316 336	16 605 997 246
Impôt-santé des employeurs.....	6 731 084 884	6 543 571 404
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6 179 154 482	6 171 415 951
Contributions – santé de l'Ontario.....	4 059 193 559	3 819 428 268
Droits de cession immobilière.....	3 067 143 373	2 761 475 545
Taxe de vente au détail.....	2 975 797 412	2 809 630 179
Taxe sur l'essence.....	2 414 474 097	2 340 927 809
Taxe sur le tabac.....	1 117 575 631	1 241 273 992
Taxe sur les carburants.....	806 776 278	774 364 160
Taxe sur la bière et le vin.....	577 911 641	603 028 260
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	289 419 939	337 765 187
Impôt sur l'administration des successions.....	214 507 699	207 126 700
Impôt sur les bénéfices miniers.....	71 863 938	65 348 009
Taxe sur le cannabis.....	47 628 350	65 348 009
Impôt foncier provincial.....	37 166 944	31 448 647
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier.....	4 363 048	4 432 510
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux.....	4 284 668	3 778 596
Taxe sur le pari mutuel	3 933 231	4 245 599
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	17 665	(205 709)
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(1 632 748)	(1 197 527)
	<u>107 402 649 414</u>	<u>104 766 396 599</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	15 639 873 000	14 851 943 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 650 306 000	5 450 733 000
Services de soins à domicile et soins de santé mentale.....	193 721 000	0
Paiement de péréquation.....	0	963 165 000
Subvention annuelle par personne – Loi de 1907	0	0
<i>sur l'Amérique du Nord Britannique.....</i>	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	83 479	83 479
	<u>21 492 807 866</u>	<u>21 274 748 866</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	2 640 309 723	2 564 522 000
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	2 375 000 000	2 370 000 000
	<u>5 015 309 723</u>	<u>4 934 522 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 040 163	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements.....	0	868 493
Généraux.....	1 959 541	2 074 823
	<u>143 999 704</u>	<u>145 271 260</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	94 376 415	95 821 395
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc re :		
Canadian Nuclear Safety Commission.....	0	0
Droits d'administration.....	56 997	405 033
Droits de garantie – autres.....	260 808	293 598
Autres.....	1 204 584	1 280 424
	<u>95 898 804</u>	<u>97 800 450</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>6 091 968</u>	<u>3 922 998</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	44 972 220	41 415 505
	<u>44 972 220</u>	<u>41 415 505</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	18 674 537	36 059 886
	<u>18 674 537</u>	<u>36 059 886</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	23 907 625	22 369 914
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	13 539 180	8 433 826
Autre revenu – Toronto.....	742	21 106
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	112 831	103 509
	<u>37 560 378</u>	<u>30 928 355</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>134 257 964 614</u>	<u>131 331 065 919</u>

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-176
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-177
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-179
EMPLOI ONTARIO.....	2-184
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-178, 2-182, 2-186
ÉTAT DES RECETTES.....	2-187
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-188

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 759 521	Administration du ministère	25 711 814	24 811 524
7 507 132 302	Éducation postsecondaire	6 633 746 000	6 596 612 922
1 240 670 606	Emploi Ontario	1 215 484 000	1 187 309 858
8 770 562 429	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	7 874 941 814	7 808 734 304
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
149 521 516	Éducation postsecondaire	440 000 000	363 009 836
747 500	Emploi Ontario	2 000 000	533 324
150 269 016	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	442 001 000	363 543 160
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
396 209 181	Éducation postsecondaire	103 322 200	102 698 472
15 203 265	Emploi Ontario	15 190 000	15 156 255
411 412 446	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	118 512 200	117 854 727
BIENS IMMOBILISÉS			
5 170 805	Éducation postsecondaire	1 000	0
5 170 805	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 991 100	8 655 700	25 646 800	Administration du ministère..... 24 745 556
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>17 056 114</u>	<u>8 655 700</u>	<u>25 711 814</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 24 811 524
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Program Description

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitments et salaires.....	5 479 799		Transports et communications.....	4 982	
Avantages sociaux.....	907 186		Services.....	3 228 290	
Transports et communications.....	(15 651)				3 233 272
Services.....	18 353 573				
Fournitures et matériel.....	20 649				
	<u>24 745 556</u>				
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre en vertu de la		
Traitments et salaires.....	2 481 191		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Avantages sociaux.....	262 110		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Transports et communications.....	80 601		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Services.....	59 166				<u>65 968</u>
Fournitures et matériel.....	8 360				
	<u>2 891 429</u>				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Services financiers et administratifs</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitments et salaires.....	176 729				<u>24 811 524</u>
Avantages sociaux.....	238 618				
Transports et communications.....	(120 640)				
Services.....	8 028 044				
Fournitures et matériel.....	6 049				
	<u>8 328 800</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitments et salaires.....	23 013				
Services.....	1 290 700				
	<u>1 313 713</u>				
<i>Services de communication</i>					
Traitments et salaires.....	2 798 866				
Avantages sociaux.....	406 458				
Transports et communications.....	19 406				
Services.....	4 524 373				
Fournitures et matériel.....	6 240				
	<u>7 755 343</u>				
<i>Services juridiques</i>					
Services.....	1 223 000				
	<u>1 223 000</u>				

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	6 680 779 600	(102 074 600)	6 578 705 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 541 042 418
L	54 540 000		54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 54 540 000
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 500 000
L	1 000		1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel.....</i> 530 504
	6 735 820 600	(102 074 600)	6 633 746 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 6 596 612 922
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	440 000 000		440 000 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants 363 009 836
	440 000 000		440 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 363 009 836
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	91 756 700	4 505 000	96 261 700	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 95 929 089
L	7 060 500		7 060 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 6 769 383
	98 817 200	4 505 000	103 322 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 102 698 472

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020[illegible]

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'élaboration de cadres stratégiques, législatives et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert (PT); la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de la province; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins qui est proposé avec le gouvernement fédéral pour offrir aux étudiants une expérience d'éducation postsecondaire uniformisée et accessible, fondée sur la capacité à apprendre et non sur la capacité à payer; en plus du RAFEO, la DSANP propose d'autres bourses d'entretien et d'études. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques d'enseignement postsecondaire intégrant la technologie et administre également les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Traitments et salaires.....	23 402 772		Prêts et investissements		
Avantages sociaux.....	3 531 144		Prêts aux étudiants.....	362 603 316	
Transports et communications.....	612 931		Prêts aux étudiants - impayés.....	406 520	
Services.....	14 365 007			<u>363 009 836</u>	
Fournitures et matériel.....	59 145				
Paiements de transfert					
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges.....	1 455 767 542		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>363 009 836</u>	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités.....	3 733 452 851				
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	758 217		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	13 600 000		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants....	<u>1 296 188 645</u>		Paiements de transfert		
	6 499 767 255		Fonds d'investissement stratégique		
	<u>6 541 738 254</u>		– contribution fédérale.....	2 488 905	
Moins : Recouvrements.....	695 836		Subventions d'immobilisations		
	<u>6 541 042 418</u>		– collèges.....	40 027 000	
			Subventions d'immobilisations		
			– universités.....	<u>53 413 184</u>	
				95 929 089	
Crédits législatifs					
Autres opérations			Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – Loi sur l'administration financière.....	54 540 000		Autres opérations		
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, Loi sur l'administration financière.....	500 000		Amortissement –		
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel.....	<u>530 504</u>		Loi sur l'administration financière.....	<u>6 769 383</u>	
	<u>55 570 504</u>			<u>6 769 383</u>	
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>102 698 472</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>6 596 612 922</u>				

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	5 170 805
	<u>5 170 805</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>5 170 805</u>

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
7	1 269 225 200	(60 241 200)	1 208 984 000	Système Emploi Ontario..... 1 177 895 769
				Créances irrécouvrables – Prêts pour
				l'acquisition d'outils de travail –
L	503 600		503 600	Loi sur l'administration financière... 8 721 279
				Créances irrécouvrables – autres,
L	5 996 400		5 996 400	Loi sur l'administration financière..... 692 810
	<u>1 275 725 200</u>	<u>(60 241 200)</u>	<u>1 215 484 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 1 187 309 858
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	2 000 000		2 000 000	Système Emploi Ontario..... 533 324
	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 533 324

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME EMPLOI ONTARIO
10	14 001 000	2 000	14 003 000	Système Emploi Ontario..... 13 970 621
				Amortissement –
L	1 187 000		1 187 000	Loi sur l'administration financière..... 1 185 634
	15 188 000	2 000	15 190 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 15 156 255

Description du programme :

Emploi Ontario (EO), le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans cinq grandes catégories :

1. Apprentissage
2. Soutiens et services à l'emploi
3. Formation professionnelle
4. Éducation des adultes
5. Développement du marché du travail et fonctions du système

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe, des agents responsables de la formation et autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

Au sein d'EO, la Division des politiques et des innovations relatives à la main-d'œuvre s'attache à diriger l'élaboration des politiques et stratégies de développement du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi, ainsi qu'à diffuser l'information sur le marché du travail.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (Poste 7)			Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Traitments et salaires.....	72 546 886		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	11 271 907		Fonds pour l'amélioration des	
Transports et communications.....	1 350 969		installations d'apprentissage.....	13 970 621
Services.....	19 169 371			<u>13 970 621</u>
Fournitures et matériel.....	254 883			
Paiements de transfert				
Emploi et formation.....	921 528 653		Crédits législatifs	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour				
la formation en apprentissage	64 514 200		Autres opérations	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour			Amortissement,	
l'éducation coopérative.....	<u>87 258 900</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 185 634
	1 073 301 753			<u>1 185 634</u>
	<u>1 177 895 769</u>			
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Crédits législatifs			PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>15 156 255</u>
Autres opérations				
Créances irrécouvrables – Prêts pour				
l'acquisition d'outils de travail –				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	8 721 279			
Créances irrécouvrables – autres,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	<u>692 810</u>			
	<u>9 414 089</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 187 309 858</u>			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Système Emploi Ontario (Poste 10)				
Prêts et investissements				
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	<u>533 324</u>			
	<u>533 324</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>533 324</u>			

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	718 988 259	714 976 135
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	246 740 091	231 309 049
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	17 601 958	21 006 960
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire.....	14 784 484	13 041 892
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	6 865 058	7 591 267
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	4 274 082	4 274 082
Université de langue française.....	3 424 000	0
Fonds d'investissement stratégique*.....	(325 653)	167 545 545
	<u>1 012 352 279</u>	<u>1 159 744 930</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>769 507</u>	<u>838 142</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 446 370	1 256 193
Droits, permis et autorisations.....	483 737	436 642
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	389 840	55 000
Frais pour chèques refusés.....	4 515	4 585
Gens de métiers et apprentis**.....	0	(100)
	<u>2 324 462</u>	<u>1 752 320</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>882 730</u>	<u>352 382</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>259 536 472</u>	<u>90 872 182</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt.....	8 809 177	7 675 043
Autres.....	472 593	205 740
	<u>9 281 770</u>	<u>7 880 783</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>1 285 147 219</u></u>	<u><u>1 261 440 739</u></u>

*le fonds d'investissement stratégique a été sur-accumulé

**Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Remboursement – Principal des emprunts.....	274 106 251	341 182 186
Remboursement – Prêts aux étudiants.....	64 433 734	72 461 964
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	646 319	1 206 538
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	<u>339 186 304</u>	<u>414 850 688</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-191
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	2-193
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-191
ÉTAT DES RECETTES.....	2-197
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-198

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
8 432 178	Administration du ministère	6 939 814	6 740 962
13 165 252	Politiques et planification infrastructurelles	11 989 100	11 930 440
21 597 430	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	DU MINISTÈRE.....	18 928 914	18 671 402
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
12 000 000	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
12 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)		
	DU MINISTÈRE.....	2 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
361 534 866	Politiques et planification infrastructurelles	291 645 700	285 607 442
361 534 866	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
	DU MINISTÈRE.....	291 645 700	285 607 442
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
	DU MINISTÈRE.....	1 000	0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	6 767 900	107 900	6 875 800	Administration du ministère..... 6 675 272
				Traitements versés aux ministres
				en vertu de la <i>Loi sur le</i>
L	47 841		47 841	<i>Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173		16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 389
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				D'ADMINISTRATION DU
				MINISTÈRE 6 740 962
	6 831 914	107 900	6 939 814	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	1 000		1 000	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	3 312 794		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	435 150		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Transports et communications.....	58 729		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	2 850 492		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 389	
Fournitures et matériel.....	18 107			65 690	
	<u>6 675 272</u>				
<i>Bureau principal</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	1 835 786		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	236 783		DU MINISTÈRE		
Transports et communications.....	52 170			<u><u>6 740 962</u></u>	
Services.....	111 151				
Fournitures et matériel.....	3 908				
	<u>2 239 798</u>				
<i>Planification et finances</i>					
Traitements et salaires.....	332 534				
Avantages sociaux.....	44 051				
Transports et communications.....	(748)				
Services.....	1 787 821				
Fournitures et matériel.....	2 311				
	<u>2 165 969</u>				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	1 144 022				
Avantages sociaux.....	154 316				
Transports et communications.....	5 626				
Services.....	160 966				
Fournitures et matériel.....	11 838				
	<u>1 476 768</u>				
<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires.....	452				
Transports et communications.....	1 681				
Services.....	790 554				
Fournitures et matériel.....	50				
	<u>792 737</u>				

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES
1	12 288 100	(300 000)	11 988 100	Politiques et planification infrastructurelles..... 11 930 440
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES. 11 930 440
	<u>12 289 100</u>	<u>(300 000)</u>	<u>11 989 100</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000		1 000	Infrastructure communautaire..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	444 567 600	(152 921 900)	291 645 700	Programmes d'infrastructure..... 285 607 442
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 285 607 442
	<u>444 567 600</u>	<u>(152 921 900)</u>	<u>291 645 700</u>	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	
				Programmes d'infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION
	1 000		1 000	INFRASTRUCTURELLES..... 0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable du soutien de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels, autres édifices gouvernementaux et infrastructure à large bande).

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'élaboration d'une approche stratégique en matière de planification de l'infrastructure à partir de données probantes. Dans ce contexte, il gère la mise en œuvre de la Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, l'établissement d'un inventaire des actifs, la définition des besoins en infrastructure ainsi que l'élaboration d'une stratégie pour prioriser ces besoins.

Le secteur assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux, notamment en élaborant des outils et des analyses pour suivre de manière uniforme les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, en vertu de la Loi, le secteur a également pour responsabilité l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Ce secteur dirige des initiatives de recherche sur les infrastructures, avec notamment la coordination, la commande ou l'exécution d'études visant à comprendre et élaborer des pratiques exemplaires dans la planification infrastructurelle, et le soutien aux améliorations des pratiques gouvernementales dans les domaines connexes, comme la gestion des actifs et la productivité de l'infrastructure. Le secteur assure également la promotion et le soutien de l'intégration des considérations liées au changement climatique (p. ex., l'évaluation de la durée de vie) à la planification infrastructurelle et au processus décisionnel.

Le secteur gère les relations du gouvernement avec le gouvernement fédéral en collaborant avec les administrations fédérale et municipales pour négocier et mettre en œuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure. De plus, le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale, en surveillant leur mise en œuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Il surveille également la réussite soutenue d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution de projets d'infrastructure.

Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés, un programme de prêts, des projets commerciaux et des services immobiliers pour des biens ne relevant pas du portefeuille immobilier général, et il soutient une transparence accrue par la présentation au public de données et de profils sur les investissements dans l'infrastructure.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES- CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)			Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	7 839 807		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 018 106		Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
Transports et communications.....	57 504		eaux usées – contributions fédérales.....	115 254 746
Services.....	2 095 229		Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
Fournitures et matériel.....	24 595		eaux usées – contributions provinciales.....	45 189 564
Paiements de transfert			Accès au gaz naturel.....	2 586 705
Gestion des biens.....	895 199		Programme d'immobilisations pour les	
		895 199	carrefours communautaires.....	6 136 227
		11 930 440	Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	116 440 200
				285 607 442
<i>Politiques infrastructurelles</i>				
Traitements et salaires.....	4 235 550		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Avantages sociaux.....	560 325		PROGRAMME DES POLITIQUES	
Transports et communications.....	37 906		ET DE LA PLANIFICATION	
Services.....	1 040 951		INFRASTRUCTURELLES.....	285 607 442
Fournitures et matériel.....	17 903			
		5 892 635		
<i>Recherche et financement en</i>				
<i> matière d'infrastructure</i>				
Traitements et salaires.....	3 604 258			
Avantages sociaux.....	457 781			
Transports et communications.....	19 598			
Services.....	1 054 277			
Fournitures et matériel.....	6 692			
Paiements de transfert				
Gestion des biens.....	895 199			
		6 037 805		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA				
PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.		11 930 440		

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Paielement du gouvernement fédéral.....	127 412 745	161 241 901
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	375	32 993
REMBOURSEMENT ET DÉPENSES.....	0	6 845 700
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes, locations – Projet Prov.....	0	94 985 095
Ventes, locations – biens locatifs et autres	0	37 264 828
Gain.....	0	0
Ventes - autres.....	0	64 922
	0	132 314 845
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	0	0
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	497 688	27 440 083
	497 688	27 440 083
DIVERS		
Intêrêt.....	462 383	3 945 071
Paiements por services rendus.....	0	182 864
Autres revenus non spécifiés.....	0	187 991 214
	462 383	192 119 149
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	128 373 191	519 994 671

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Société foncière de l'Ontario.....	0	158 250
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	0	158 250

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-200
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-202
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-206
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	2-208
SERVICES JURIDIQUES.....	2-214
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-216
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-219
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-222
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-204,2-207,2-213,2-215,2-218
ÉTAT DES RECETTES.....	2-224

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
228 443 031	Administration du ministère	220 799 914	219 415 076
287 451 234	Poursuites contre les criminels	287 019 500	286 808 389
	Politiques, programmes de justice et		
678 233 738	programme relatif aux organismes	617 954 200	616 159 123
57 286 664	Services juridiques	35 996 800	227 264 707
454 393 693	Services aux tribunaux	469 816 100	472 035 305
180 541 035	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	182 122 800	179 687 630
14 368 600	Crédit d'impôt pour contributions politiques	11 641 200	11 641 200
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
1 900 717 995	DU MINISTÈRE	1 825 350 514	2 013 011 430
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
18 158	Administration du ministère	18 100	15 979
1 562 864	Poursuites contre les criminels	1 469 100	1 404 885
	Politiques, programmes de justice et		
126 558	programme relatif aux organismes	119 000	96 133
265 596	Services juridiques	249 700	234 827
87 481	Services aux tribunaux	82 200	79 537
101 682	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	95 600	94 956
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
2 162 339	DU MINISTÈRE	2 033 700	1 926 317

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
64 242 276	Administration du ministère	65 767 200	58 494 160
	Politiques, programmes de justice et		
366 549	programme relatif aux organismes	388 100	369 576
43 196 926	Services aux tribunaux	44 475 200	44 468 207
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
107 805 751	DU MINISTÈRE	110 630 500	103 331 943
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 695 700	2 457 349
	Politiques, programmes de justice et		
5 109 986	programme relatif aux organismes	4 087 700	3 977 919
105 083 999	Services aux tribunaux	121 452 700	90 733 967
110 193 985	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	128 236 100	97 169 235

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	198 520 400	9 068 800	207 589 200	Administration du ministère..... 206 712 085
6	23 351 100	(10 204 400)	13 146 700	Modernisation..... 12 637 023
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>221 935 514</u>	<u>(1 135 600)</u>	<u>220 799 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 219 415 076
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	16 100	17 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 15 979
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>	<u>16 100</u>	<u>18 100</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 15 979
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	81 923 800	(17 850 000)	64 073 800	Renouvellement des installations..... 58 494 160
L	1 693 400		1 693 400	Amortissement - Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>83 617 200</u>	<u>(17 850 000)</u>	<u>65 767 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 58 494 160

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	16 710 100	(14 014 400)	2 695 700	
				Projet de modernisation..... 2 457 349
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				D'ADMINISTRATION
	16 710 100	(14 014 400)	2 695 700	DU MINISTÈRE..... 2 457 349

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français. De plus, la DGSM se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

De plus, la Division de la modernisation dirige le changement transformationnel et travaille en collaboration avec toutes les divisions pour aider le ministère à moderniser ses services, au public et internes, et à renforcer leur efficience. Elle fournit des services d'élaboration, de mise en œuvre et d'intégration stratégiques d'initiatives essentielles soutenant la vision du ministère, et centre ses activités sur l'optimisation de la prestation des services ministériels.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 1)			Modernisation (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	18 358 839		Traitments et salaires.....	6 516 121
Avantages sociaux.....	2 450 635		Avantages sociaux.....	846 215
Transports et communications.....	87 241		Transports et communications.....	178 401
Services.....	185 830 144		Services.....	4 836 237
Fournitures et matériel.....	76 257		Fournitures et matériel.....	15 649
	206 803 116		Paiements de transfert	
Moins : Recouvrements.....	91 031		Projets liés à l'innovation.....	244 400
	206 712 085			12 637 023
<i>Bureau principal</i>				
Traitments et salaires.....	3 156 791		Crédits législatifs	
Avantages sociaux.....	304 613		Traitement versé au ministre en vertu de la	
Transports et communications.....	56 811		Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
Services.....	177 647		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Fournitures et matériel.....	5 659		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
	3 701 521			65 968
<i>Services de communication</i>				
Traitments et salaires.....	2 552 825		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Avantages sociaux.....	339 532		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	219 415 076
Transports et communications.....	22 346			
Services.....	281 617		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Fournitures et matériel.....	3 334			
	3 199 654		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)	
<i>Locaux - Frais de location</i>			Dépôts et charges payées d'avance.....	15 979
Services.....	179 968 703			15 979
	179 968 703		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
<i>Services ministériels</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	15 979
Traitments et salaires.....	12 649 223			
Avantages sociaux.....	1 806 490			
Transports et communications.....	8 084			
Services.....	5 402 177			
Fournitures et matériel.....	67 264			
	19 933 238			
Moins : Recouvrements.....	91 031			
	19 842 207			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs...	43 727 598	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement.....	14 766 562	
		58 494 160
		<u>58 494 160</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>58 494 160</u>
BIENS IMMOBILISÉS		
Projet de modernisation (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information.....		402 126
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations.....		2 055 223
		<u>2 457 349</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>2 457 349</u>

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	277 075 500	9 943 000	287 018 500	Droit criminel..... 286 495 961
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur l'administration financière..... 312 428
	<u>277 076 500</u>	<u>9 943 000</u>	<u>287 019 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS..... 286 808 389
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	1 468 100	1 469 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 1 404 885
	<u>1 000</u>	<u>1 468 100</u>	<u>1 469 100</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS..... 1 404 885

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitments et salaires.....		226 975 566
Avantages sociaux.....		23 624 965
Transports et communications.....		3 388 229
Services.....		22 047 115
Fournitures et matériel.....		2 950 445
Paiements de transfert		
Programme de sécurité en		
matière de mise en liberté		
sous caution.....	1 332 639	
Comités de justice pour la		
jeunesse.....	1 717 831	
Programmes de		
responsabilisation directe.....	3 538 052	
Indemnisation des victimes		
à partir de la confiscation		
des actifs criminels.....	881 119	
Centres de justice - Partenariats		
communautaires.....	40 000	
		7 509 641
		<u>286 495 961</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		312 428
		<u>312 428</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE POURSUITES		
 CONTRE LES CRIMINELS.....		<u>286 808 389</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance.....		1 404 885
		<u>1 404 885</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE POURSUITES		
 CONTRE LES CRIMINELS.....		<u>1 404 885</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	323 323 500	33 907 000	357 230 500	Aide juridique Ontario..... 357 200 797
4	185 641 300	32 634 600	218 275 900	Relations avec les organismes et les tribunaux..... 217 907 666
8	6 695 000	914 700	7 609 700	Politiques..... 7 595 893
13	32 125 000	2 711 100	34 836 100	Justice pour les Autochtones..... 32 875 218
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 54 688
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>les services policiers</i> 524 861
	<u>547 786 800</u>	<u>70 167 400</u>	<u>617 954 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... <u>616 159 123</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
12	3 000	116 000	119 000	Paieement anticipé des cotisations au Barreau..... 96 133
	<u>3 000</u>	<u>116 000</u>	<u>119 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... <u>96 133</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
5	1 000	(1 000)	0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>
L	388 100		388 100	<i>financière</i> 369 576
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....
	<u>389 100</u>	<u>(1 000)</u>	<u>388 100</u>	<u>369 576</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
6	4 636 400	(548 700)	4 087 700	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 3 977 919
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES....
	<u>4 636 400</u>	<u>(548 700)</u>	<u>4 087 700</u>	<u>3 977 919</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Ce programme inclut la Division des politiques, qui est organisée autour de deux fonctions principales –les relations avec les organismes et les tribunaux et l'élaboration des politiques de la justice, et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Direction des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les programmes, les tribunaux décisionnels et les organismes réglementaires et opérationnels du ministère, notamment: Tribunaux décisionnels Ontario, Aide juridique Ontario, Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Commission ontarienne des droits de la personne, Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, Unité des enquêtes spéciales, Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, Conseil des experts-comptables et Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. La Direction assure le soutien stratégique, établit les cadres des modifications apportées aux politiques opérationnelles à l'échelle du gouvernement qui influent sur les organismes et les tribunaux et contribue à ces modifications.

La Direction de la modernisation des programmes et des nominations, surveille le travail des comités consultatifs sur les nominations à la magistrature et la nomination des juges de paix des juges de paix ainsi que les nominations par décret pour tous les organismes au sein du ministère.

La Direction des politiques de justice est responsable du programme de politiques et de législation du ministère, en centrant notamment son travail sur les questions juridiques et stratégiques touchant le droit civil, le droit de la famille et le droit public. Elle fournit des conseils stratégiques, juridiques et organisationnels sur les politiques, supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Parmi ses autres responsabilités figurent l'établissement et la surveillance des renseignements au public et l'élaboration des stratégies fédérales-provinciales-territoriales, en liaison avec la Commission du droit de l'Ontario, ainsi que la supervision de quatre professions autoréglées –avocats, comptables, ingénieurs et architectes.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres ministères et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			Vérification et supervision des libérations sous caution		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Aide juridique Ontario.....	357 200 797		Vérification et supervision des libérations sous caution.....	14 200 858	
		357 200 797			14 200 858
		357 200 797			
Relations avec les organismes et les tribunaux (Poste 4)			Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitments et salaires.....	136 852 666		Traitments et salaires.....	4 001 313	
Avantages sociaux.....	23 657 600		Avantages sociaux.....	446 099	
Transports et communications.....	5 694 969		Transports et communications.....	123 569	
Services.....	31 240 228		Services.....	515 324	
Fournitures et matériel.....	1 483 338		Fournitures et matériel.....	19 109	
Paiements de transfert					5 105 414
Indemnisation des victimes d'actes criminels.....	48 669 519		Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Vérification et supervision des libérations sous caution.....	14 200 858		Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 122 700		Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 122 700	
		67 993 077			5 122 700
		266 921 878			
Moins : Recouvrements.....	49 014 212		Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
		217 907 666	Traitments et salaires.....	5 585 259	
Relations avec les organismes et gestion des programmes			Avantages sociaux.....	642 988	
Traitments et salaires.....	2 968 553		Transports et communications.....	81 486	
Avantages sociaux.....	438 404		Services.....	585 512	
Transports et communications.....	129 810		Fournitures et matériel.....	36 505	
Services.....	729 262				6 931 750
Fournitures et matériel.....	7 335		Unité des enquêtes spéciales		
		4 273 364	Traitments et salaires.....	6 549 042	
Moins : Recouvrements.....	180 000		Avantages sociaux.....	883 734	
		4 093 364	Transports et communications.....	402 070	
			Services.....	931 430	
			Fournitures et matériel.....	63 863	
					8 830 139

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Politiques</i>		
Traitments et salaires.....	60 388 424		Traitments et salaires.....	6 018 951	
Avantages sociaux.....	12 985 038		Avantages sociaux.....	672 713	
Transports et communications.....	1 640 231		Transports et communications.....	91 013	
Services.....	10 100 050		Services.....	786 243	
Fournitures et matériel.....	720 108		Fournitures et matériel.....	26 973	
	85 833 851				7 595 893
Moins : Recouvrements.....	48 490 961				
		37 342 890			
<i>Tribunaux décisionnels Ontario</i>			<i>Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)</i>		
Traitments et salaires.....	57 142 608		Traitments et salaires.....	2 942 139	
Avantages sociaux.....	8 247 600		Avantages sociaux.....	323 374	
Transports et communications.....	3 305 645		Transports et communications.....	306 559	
Services.....	17 500 623		Services.....	279 959	
Fournitures et matériel.....	593 828		Fournitures et matériel.....	14 596	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes			Programme d'assistance		
d'actes criminels.....	48 669 519		parajudiciaire aux Autochtones		
	135 459 823		de l'Ontario.....	4 378 865	
Moins : Recouvrements.....	343 251		Projets de la justice applicable		
		135 116 572	aux Autochtones.....	14 238 547	
			Services aux victimes		
<i>Renseignements au public</i>			autochtones.....	10 311 179	
Traitments et salaires.....	217 467		Liste des jurés.....	80 000	
Avantages sociaux.....	13 737				29 008 591
Transports et communications.....	12 160				32 875 218
Services.....	878 026				
Fournitures et matériel.....	42 590				
		1 163 980			
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Politiques (Poste 8)</i>			<i>Autres opérations</i>		
Traitments et salaires.....	6 018 951		Créances irrécouvrables,		
Avantages sociaux.....	672 713		<i>Loi sur l'administration financière</i>		54 688
Transports et communications.....	91 013		Audiences tenues en vertu de la		
Services.....	786 243		<i>Loi sur les services policiers</i>	524 861	
Fournitures et matériel.....	26 973				579 549
		7 595 893			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES POLITIQUES		
			PROGRAMMES DE JUSTICE ET		
			PROGRAMME RELATIF AUX		
			ORGANISMES.....		616 159 123

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paielement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	96 133
	<u>96 133</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES	
PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
PROGRAMME RELATIF AUX	
ORGANISMES.....	<u>96 133</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement –	
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	369 576
	<u>369 576</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES	
PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
PROGRAMME RELATIF AUX	
ORGANISMES.....	<u>369 576</u>
BIENS IMMOBILISÉS	
Politiques, programmes de justice et	
programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Matériel de technologie de l'information.....	269 146
Logiciels d'application de gestion.....	3 708 773
	<u>3 977 919</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES	
PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
PROGRAMME RELATIF AUX	
ORGANISMES.....	<u>3 977 919</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	25 223 400	5 484 700	30 708 100	Droit civil..... 30 527 956
3	5 451 200	(163 500)	5 287 700	Services des conseillers législatifs.... 4 414 182
				<i>Loi sur les actions contre</i>
L	1 000		1 000	<i>la Couronne..... 192 322 569</i>
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES 227 264 707
	30 675 600	5 321 200	35 996 800	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	248 700	249 700	Paiement anticipé des cotisations
				au Barreau..... 234 827
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES 234 827
	1 000	248 700	249 700	

Description du programme:

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	240 745 000	36 238 100	276 983 100	Administration de la justice..... 276 368 008
2	180 720 800	6 812 200	187 533 000	Services judiciaires..... 185 471 834
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	5 300 000		5 300 000	<i>l'administration financière</i> 10 195 463
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 472 035 305
	<u>426 765 800</u>	<u>43 050 300</u>	<u>469 816 100</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	81 200	82 200	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 79 537
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 79 537
	<u>1 000</u>	<u>81 200</u>	<u>82 200</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX
3	44 822 800	(893,000)	43 929 800	Construction de tribunaux..... 43 929 631
4	1 000	(1,000)	0	Services aux tribunaux..... 0
				Amortissement – Loi sur
L	545 400		545 400	<i>l'administration financière</i> 538 576
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 44 468 207
	45 369 200	(894,000)	44 475 200	
BIENS IMMOBILISÉS				
5	157 436 800	(35 984 100)	121 452 700	Services aux tribunaux..... 90 733 967
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 90 733 967
	157 436 800	(35 984 100)	121 452 700	

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	ACTIF DE FONCTIONNEMENT
Administration de la justice (Poste 1)	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)
Traitments et salaires..... 164 493 469	Dépôts et charges payées d'avance..... 79 537
Avantages sociaux..... 28 651 494	<u>79 537</u>
Transports et communications..... 9 281 605	
Services..... 67 068 087	
Fournitures et matériel..... 5 604 463	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
Paiements de transfert	PROGRAMME DES SERVICES
<i>Loi fédérale sur les contraventions -</i>	AUX TRIBUNAUX..... 79 537
soutien aux services en français..... 1 268 890	
<u>276 368 008</u>	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Services judiciaires (Poste 2)	Construction de tribunaux (Poste 3)
Traitments et salaires..... 150 808 334	Paiements de transfert
Avantages sociaux..... 11 203 757	Cessions immobilières..... 33 830
Transports et communications..... 2 739 651	Autres opérations
Services..... 20 023 890	Projets d'infrastructure de grande
Fournitures et matériel..... 464 252	envergure- paiements..... 43 895 801
Paiements de transfert	<u>43 929 631</u>
Subventions - Institut national de la	
magistrature/Conférence des juges..... 231 950	
<u>185 471 834</u>	Crédits législatifs
	Autres opérations
Crédits législatifs	Amortissement – 538 576
Autres opérations	<i>Loi sur l'administration financière..... 538 576</i>
Créances irrécouvrables	
<i>Loi sur l'administration financière..... 10 195 463</i>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
<u>10 195 463</u>	PROGRAMME DES SERVICES
	AUX TRIBUNAUX..... 44 468 207
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES	BIENS IMMOBILISÉS
AUX TRIBUNAUX..... 472 035 305	Services aux tribunaux (Poste 5)
	Immeubles - partenariats publics-privés..... 90 733 967
	<u>90 733 967</u>
	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	PROGRAMME DES SERVICES
	AUX TRIBUNAUX..... 90 733 967

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitments et salaires.....		7 109 912	Traitments et salaires.....		42 668 002
Avantages sociaux.....		930 616	Avantages sociaux.....		5 863 038
Transports et communications.....		222 132	Transports et communications.....		904 530
Services.....		5 877 797	Services.....		34 046 730
Fournitures et matériel.....		42 751	Fournitures et matériel.....		363 051
Paiements de transfert					83 845 351
Tribunaux de traitement de			Moins : Recouvrements.....		134 834
la toxicomanie.....	1 000 000				83 710 517
Subventions pour les					
Programmes d'intervention			<i>Avocat des enfants</i>		
auprès des partenaires			Traitments et salaires.....	8 585 239	
violents.....		10 376 652	Avantages sociaux.....	934 896	
Projets spéciaux d'aide			Transports et communications.....	124 018	
aux victimes.....		6 026 983	Services.....	29 609 753	
Subventions pour les			Fournitures et matériel.....	68 250	
initiatives de lutte contre				39 322 156	
l'agression sexuelle.....		15 824 291	Moins : Recouvrements.....	134 834	
Programme d'aide aux					39 187 322
enfants victimes.....		1 630 000			
Services spécialisés.....		716 001			
Programme d'aide			<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la</i>		
immédiate aux victimes.....		16 253 916	<i>Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
Visites surveillées.....		7 939 700	Traitments et salaires.....	34 082 763	
		59 767 543	Avantages sociaux.....	4 928 142	
		73 950 751	Transports et communications.....	780 512	
			Services.....	4 436 977	
			Fournitures et matériel.....	294 801	
					44 523 195
Programme d'aide aux victimes					
et aux témoins (Poste 2)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitments et salaires.....		17 027 220	PROGRAMME DES SERVICES		
Avantages sociaux.....		2 911 108	AUX VICTIMES ET AUX		
Transports et communications.....		697 781	PERSONNES VULNÉRABLES.....		
Services.....		1 284 016			179 687 630
Fournitures et matériel.....		106 237			
		22 026 362			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	94 956
	<u>94 956</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
AUX VICTIMES ET AUX	
PERSONNES VULNÉRABLES.....	<u>94 956</u>

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	7 940 600	3 700 600	11 641 200	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....
				11 641 200
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....
	7 940 600	3 700 600	11 641 200	11 641 200

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	11 641 200
	<u>11 641 200</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT	
POUR CONTRIBUTIONS	
POLITIQUES.....	<u>11 641 200</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel.....	89 764 168	64 330 657
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 429	4 260 458
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 837 909	2 441 077
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i>	1 541 130	1 977 556
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 000 000	1 000 000
Langue française.....	231 919	2 542
Bandes criminalisées et armes à feu.....	3 905 898	378 700
Autres.....	1 727 910	764 328
	<u>104 124 363</u>	<u>75 155 318</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	24 806 098	22 000 659
Remboursement par les municipalités qui		
n'administrent pas la Loi sur les infractions provinciales.....	17 603 658	15 512 840
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	15 563 023	16 493 533
Avocat des enfants.....	74 000	88 612
Autres.....	0	908 241
	<u>58 046 779</u>	<u>55 003 885</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	0	57 818 572
Frais judiciaires.....	94 618 600	21 814 287
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	13 005 098	13 203 266
Procédure/Recherche/Shérifs.....	8 043 894	8 409 960
Jeux – Droits d'inscription.....	8 203 807	7 950 400
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	1 485 614	4 251 023
Permis de vente d'alcool.....	4 168 476	4 219 239
Jeux – Licences des loterie.....	3 816 900	3 616 508
Permis pour occasions spéciales.....	5 728 150	5 877 050
Autorisations relatives à l'alcool – épicerie.....	2 590 457	2 035 285
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	382 712	903 196
Droits de cession de permis.....	1 263 015	1 388 685
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 478 910	1 394 300
Tribunal d'appel de l'aménagement local - Droits.....	326 992	295 957

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Permis – Brasseurs provinciaux.....	623 319	545 406
Permis – Vineries ontariennes.....	263 066	145 703
Permis – Fabricants de spiritueux.....	111 615	51 135
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	12 308	5 510
Frais pour chèques refusés.....	5 380	20 550
Cannabis.....	915 138	1 344 831
Autres.....	5 386	322 233
	<u>147 048 836</u>	<u>135 613 096</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	36 445 772	35 783 917
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	116 846	377 751
Amendes – Paiements en trop.....	193	1 341
	<u>36 562 811</u>	<u>36 163 009</u>
VENTES ET LOCATIONS.....		
	<u>351 956</u>	<u>348 366</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....		
	<u>2 217 814</u>	<u>17 384 310</u>
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes.....	52 439 530	50 340 934
Division du droit civil – Règlements.....	382 276	636 048
CRIA – Loi sur les recours civils.....	5 297 540	4 929 349
Confiscations – Produits de la criminalité.....	3 134 221	2 703 012
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	4 256 677	6 544 224
Autres.....	229 074	975 994
	<u>65 739 319</u>	<u>66 129 561</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>414 091 878</u>	<u>385 797 545</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-228
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-229
GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-231
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-236
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION –	
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-240
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-230, 2-234, 2-235, 2-238
ÉTAT DES RECETTES.....	2-243

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
45 319 561	Administration du ministère	42 519 914	41 489 881
317 436 617	Gestion des richesses naturelles	296 766 400	287 380 498
235 377 866	Protection du public	167 410 800	166 483 719
	Information et technologie de l'information –		
28 808 325	Groupement pour les terres et les ressources	27 889 800	27 546 998
626 942 369	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	534 586 914	522 901 096
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
4 228 100	Gestion des richesses naturelles	2 912 000	2 912 000
43 476	Protection du public	49 600	49 557
4 271 576	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	2 961 600	2 961 557
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
26 337 200	Gestion des richesses naturelles	33 834 600	31 499 344
7 012 124	Protection du public	8 071 700	5 387 050
33 349 324	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	41 906 300	36 886 394
BIENS IMMOBILISÉS			
17 339 848	Gestion des richesses naturelles	28 311 700	25 918 606
12 676 515	Protection du public	20 588 100	12 635 850
30 016 363	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	48 899 800	38 554 456

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	37 815 400	4 639 500	42 454 900	Administration du ministère..... 41 423 913
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>37 880 414</u>	<u>4 639 500</u>	<u>42 519 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 41 489 881
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	17 454 483		Traitments et salaires.....	2 898 393	
Avantages sociaux.....	5 301 278		Avantages sociaux.....	489 906	
Transports et communications.....	325 428		Transports et communications.....	27 683	
Services.....	19 019 615		Services.....	702 261	
Fournitures et matériel.....	108 965		Fournitures et matériel.....	16 383	
Paiements de transfert					4 134 626
Programmes d'emploi					
des jeunes.....	190 499				
		190 499			
		42 400 268			
Moins : Recouvrements.....		976 355			
		41 423 913			
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	4 126 204		Traitments et salaires.....	62 066	
Avantages sociaux.....	518 122		Transports et communications.....	35 096	
Transports et communications.....	145 139		Services.....	7 216 430	
Services.....	3 174 767		Fournitures et matériel.....	23 516	
Fournitures et matériel.....	16 880				7 337 108
		7 981 112			
<i>Finances et administration</i>			<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Traitments et salaires.....	3 774 345		Traitments et salaires.....	2 110 596	
Avantages sociaux.....	674 513		Avantages sociaux.....	363 837	
Transports et communications.....	39 729		Transports et communications.....	38 097	
Services.....	7 295 039		Services.....	153 738	
Fournitures et matériel.....	18 874		Fournitures et matériel.....	20 877	
		11 802 500			2 687 145
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	4 482 879		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	3 254 900		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	39 684		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	477 380		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	12 435				65 968
Paiements de transfert					
Programmes d'emploi					
des jeunes.....	190 499				
		8 457 777			
Moins : Recouvrements.....		976 355			
		7 481 422			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		41 489 881

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	307 025 000	(15 350 600)	291 674 400	Gestion durable des ressources..... 285 431 283
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 1 949 215
L	1 000		1 000	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne..... 0
	<u>312 117 000</u>	<u>(15 350 600)</u>	<u>296 766 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 287 380 498
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	2 883 000	29 000	2 912 000	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement..... 2 912 000
	<u>2 883 000</u>	<u>29 000</u>	<u>2 912 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 2 912 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	12 177 500	10 512 800	22 690 300	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 21 665 619
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
L	11 144 300		11 144 300	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 9 833 725
	<u>23 322 800</u>	<u>10 511 800</u>	<u>33 834 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 31 499 344

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
4	27 835 100	476 600	28 311 700	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés.....
				25 918 606
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	27 835 100	476 600	28 311 700	DES RICHESSES NATURELLES...
				25 918 606

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Opérations régionales</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	57 843 816		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	10 324 717		Créances irrécouvrables		
Transports et communications.....	2 303 825		Loi sur l'administration financière.....	1 949 215	
Services.....	23 991 367		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel.....	2 416 803		Fonds de reboisement, Loi de		
Paiements de transfert			1994 sur la durabilité des		
Programmes de soutien aux			forêts de la Couronne.....	67 719 356	
opérations régionales.....	18 143 821		Moins : Recouvrements.....	67 719 356	
Programme du Grand Nord.....	392 176				0
	115 416 525				1 949 215
Moins : Recouvrements.....	829 711				
		114 586 814	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DE GESTION DES		
<i>Fonds spéciaux pour la protection</i>			RICHESSES NATURELLES.....	287 380 498	
<i>du poisson et de la faune</i>					
Traitments et salaires.....	41 010 761		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux.....	6 477 787		Gestion des richesses naturelles –		
Transports et communications.....	3 348 945		actif de fonctionnement (Poste 5)		
Services.....	15 599 483		Dépôts et charges payées d'avance.....	2 912 000	
Fournitures et matériel.....	4 482 438			2 912 000	
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Services provinciaux –			PROGRAMME DE GESTION DES		
intendance des ressources....	100 000		RICHESSES NATURELLES.....	2 912 000	
Protection du poisson et de la					
faune – intendance des			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
ressources.....	202 500		Infrastructure pour la gestion		
	71 221 914		des richesses naturelles (Poste 3)		
Moins : Recouvrements.....	71 221 914		Transports et communications.....	56 101	
		0	Services.....	18 758 544	
<i>Administration du programme</i>			Fournitures et matériel.....	1 274 711	
Services.....	18 763 200		Paiements de transfert		
		18 763 200	Infrastructure des offices de		
			protection de la nature.....	4 179 263	
				24 268 619	
			Moins : Recouvrements.....	2 603 000	
				21 665 619	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			BIENS IMMOBILISÉS		
Transports et communications.....	15 754		Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Services.....	641 611				
Fournitures et matériel.....	863 463				
		1 520 828	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....		671 754
<i>Opérations régionales</i>			Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....		6 608 454
Transports et communications.....	16 653		Améliorations locatives.....		4 005 805
Services.....	12 955 619		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....		11 003 539
Fournitures et matériel.....	361 050		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....		1 092 630
Paiements de transfert			Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....		2 536 424
Infrastructure des offices					25 918 606
de protection de la nature.....	4 179 263				
	17 512 585		<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
Moins : Recouvrements.....	2 603 000		Immeubles – coûts		
		14 909 585	relatifs aux immobilisations.....	130 482	
<i>Industrie forestière</i>			Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	252 804	
Services.....	155 269	155 269	Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations.....	429 220	
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations.....	2 536 424	3 348 930
Transports et communications.....	23 694				
Services.....	5 006 045		<i>Opérations régionales</i>		
Fournitures et matériel.....	50 198	5 079 937	Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	608 454	
<i>Crédits législatifs</i>			Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	10 750 735	11 359 189
Autres opérations					
Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>			<i>Industrie forestière</i>		
<i>financière</i>	9 833 725		Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	6 000 000	
	9 833 725		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	258 974	6 258 974
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....		31 499 344			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Immeubles - coûts relatifs		
relatifs aux immobilisations.....	541 272	
Améliorations locatives.....	4 005 805	
Machines et équipement – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	404 436	
		4 951 513
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
PROGRAMME DE GESTION DES		
RICHESSSES NATURELLES.....		25 918 606

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROTECTION DU PUBLIC
1	100 596 000	66 804 800	167 400 800	Protection du public..... 166 483 719
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables
				<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>100 606 000</u>	<u>66 804 800</u>	<u>167 410 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC <u>166 483 719</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	40 800	8 800	49 600	Sécurité publique et intervention en cas
				d'urgence – actifs de fonctionnement..... 49 557
	<u>40 800</u>	<u>8 800</u>	<u>49 600</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC <u>49 557</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 904 200	(511 500)	1 392 700	Infrastructure pour la sécurité publique
L	6 679 000		6 679 000	et l'intervention en cas d'urgence..... 1 321 451
				Amortissement –
				<i>Loi sur l'administration financière</i> 4 065 599
	<u>8 583 200</u>	<u>(511 500)</u>	<u>8 071 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC <u>5 387 050</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
4	21 100 500	(512 400)	20 588 100	
	<u>21 100 500</u>	<u>(512 400)</u>	<u>20 588 100</u>	
PROTECTION DU PUBLIC				
				Sécurité publique et intervention en cas
				d'urgence – biens immobilisés.....
				<u>12 635 850</u>
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
				<u><u>12 635 850</u></u>

Description du programme :

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)			Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	72 319 258		Dépôts et charges payées d'avance.....	49 557
Avantages sociaux.....	9 580 085			49 557
Transports et communications.....	4 329 997			
Services.....	103 147 481			
Fournitures et matériel.....	13 419 769			
Paielements de transfert				
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu.....	30 000			
	202 826 590			
Moins : Recouvrements.....	36 342 871			
	166 483 719			
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	49 557
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Traitments et salaires.....	29 624 238		Transports et communications.....	501 927
Avantages sociaux.....	4 591 842		Services.....	761 526
Transports et communications.....	1 604 493		Fournitures et matériel.....	57 998
Services.....	26 813 237			1 321 451
Fournitures et matériel.....	2 058 033			
Paielements de transfert				
Initiative ontarienne Collectivés				
Intelli-feu.....	30 000			
	64 721 843			
Moins : Recouvrements.....	34 277 716			
	30 444 127			
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>				
Traitments et salaires.....	42 695 020			
Avantages sociaux.....	4 988 243			
Transports et communications.....	2 725 504			
Services.....	76 334 244			
Fournitures et matériel.....	11 361 736			
	138 104 747			
Moins : Recouvrements.....	2 065 155			
	136 039 592			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC...	166 483 719		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	5 387 050

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	11 045 907
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	14 210
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	314 923
Machines et équipement - coûts relatifs relatifs aux immobilisations.....	213 005
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	290 000
Avions – coûts relatifs aux immobilisations.....	757 805
	<u>12 635 850</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC...	<u><u>12 635 850</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
				Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....
1	30 709 500	(2 819 700)	27 889 800	27 546 998
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>30 709 500</u>	<u>(2 819 700)</u>	<u>27 889 800</u>	<u>27 546 998</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement ITI pour les terres et les ressources.....
2	1 000	(1 000)	0	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, de la Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	20 080 781
Avantages sociaux.....	2 672 899
Transports et communications.....	833 063
Services.....	49 667 513
Fournitures et matériel.....	68 541
	73 322 797
Moins : Recouvrements.....	45 775 799
	27 546 998
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	27 546 998

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	2 457 221	2 773 453
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 884	195 539
	<u>2 498 105</u>	<u>2 968 992</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>10 612 849</u>	<u>11 958 847</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats.....	8 801 992	6 176 897
Autres.....	640 463	744 703
	<u>9 442 455</u>	<u>6 921 600</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>574 493</u>	<u>597 726</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	302 116	724 051
Autres.....	14 372 103	10 795 188
	<u>14 674 219</u>	<u>11 519 239</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	119 740 737	119 024 919
Droits de la Couronne.....	40 480 789	61 156 862
Ressources pétrolières en mer.....	1 604 678	2 351 019
Agrégats.....	1 591 177	1 606 716
Autres.....	1 754	1 176
	<u>163 419 135</u>	<u>184 140 692</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>674 511</u>	<u>7 487 054</u>
DIVERS.....	<u>5 903 360</u>	<u>2 455 137</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>207 799 127</u>	<u>228 049 287</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-246
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-248
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-251
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION.....	2-253
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-255
SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE.....	2-258
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-261
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-274
SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	2-277
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-279
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-250, 2-254, 2-257, 2-276
ÉTAT DES RECETTES.....	2-281

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
106 994 304	Administration du ministère	102 168 987	96 560 548
761 567 064	Politiques de santé et recherche	760 223 700	754 341 518
439 236 877	Cybersanté et gestion de l'information	417 839 700	411 818 878
20 629 097 114	Assurance-santé de l'Ontario	21 748 743 200	21 577 644 287
1 288 119 210	Santé de la Population et santé publique	1 319 752 900	1 315 163 881
	Réseaux locaux d'intégration des services de santé		
28 754 971 337	et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	29 459 707 800	29 400 543 072
4 426 402 480	Programmes provinciaux et intendance	4 654 097 600	4 634 940 812
148 652 868	Systèmes informatiques	130 518 300	129 990 104
56 555 041 254	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	58 593 052 187	58 321 003 100
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	1 000 000
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
750 000	Santé de la Population et santé publique	750 000	0
	Réseaux locaux d'intégration des services de santé		
58 537 559	et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 559
5 329 400	Programmes provinciaux et intendance	5 730 400	5 729 400
82 116 959	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	82 519 000	78 266 959

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
13 758 315	Cybersanté et gestion de l'information	16 770 300	16 292 915
20 057 664	Systèmes informatiques	14 126 500	14 687 861
1 516 605 104	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 805 025 000	1 490 852 401
1 550 421 083	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 835 921 800	1 521 833 177
BIENS IMMOBILISÉS			
3 393 559	Systèmes informatiques	18 357 400	7 919 090
3 393 559	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	18 357 400	7 919 090

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1401				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	110 073 000	(14 913 800)	95 159 200	Administration du ministère.....	89 855 896
2	7 375 400	(445 800)	6 929 600	Commission ontarienne d'examen.....	6 566 068
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	105 250
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en Vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334
	<u>117 528 587</u>	<u>(15 359 600)</u>	<u>102 168 987</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	<u>96 560 548</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	<u>0</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; gestion des contrats et de la chaîne d'approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications et marketing; innovation organisationnelle et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, les règlements et la présentation de rapports internes sur les prévisions générales du ministère en matière de dépenses et de revenus, conformément aux normes de contrôle financier.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins, au Comité d'admissibilité médicale et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	47 362 621		Transportation and communication..	40 946	
Avantages sociaux.....	10 743 122		Services.....	2 183 970	
Transports et communications.....	2 313 542		Supplies and equipment.....	36 121	
Services.....	29 187 575				2 261 037
Fournitures et matériel.....	286 977				
	89 893 837				
Moins : Recouvrements.....	37 941		Crédits législatifs		
	89 855 896		Traitement versé au ministre en vertu de la		
			<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
			105 250		
<i>Bureau principal</i>			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Traitements et salaires.....	7 050 870		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		
Avantages sociaux.....	810 682		33 334		
Transports et communications.....	205 464		138 584		
Services.....	1 192 209				
Fournitures et matériel.....	26 418				
	9 285 643		Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
			Traitements et salaires.....		
<i>Services financiers et administratifs</i>			1 286 209		
Traitements et salaires.....	30 391 522		Avantages sociaux.....		
Avantages sociaux.....	8 399 668		171 030		
Transports et communications.....	1 976 252		Transports et communications.....		
Services.....	22 469 646		577 489		
Fournitures et matériel.....	210 658		Services.....		
	63 447 746		4 511 324		
Moins : Recouvrements.....	37 941		Fournitures et matériel.....		
	63 409 805		20 016		
			6 566 068		
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	2 632 724		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	348 526		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	24 624		96 560 548		
Services.....	1 299 615				
Fournitures et matériel.....	2 970				
	4 308 459				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	7 287 505				
Avantages sociaux.....	1 184 245				
Transports et communications.....	66 256				
Services.....	2 042 135				
Fournitures et matériel.....	10 810				
	10 590 951				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	793 072 900	(32 980 700)	760 092 200	Politiques de santé et recherche..... 754 210 018
				Créances irrécouvrables,
L	131 500		131 500	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 131 500
	<u>793 204 400</u>	<u>(32 980 700)</u>	<u>760 223 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 754 341 518
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche..... 1 000 000
	<u>4 500 000</u>		<u>4 500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 1 000 000

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques, de stimuler l'innovation dans le système de santé en s'appuyant sur de nouvelles technologies et de nouveaux processus dans ce domaine et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Autochtones en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, la collaboration et la recherche participative, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)			Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		15 294 970	Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux.....		1 971 624	Formation clinique.....		1 000 000
Transports et communications.....		162 480			<u>1 000 000</u>
Services.....		2 848 928			
Fournitures et matériel.....		23 902			
Paiements de transfert					
Formation clinique.....	707 759 375		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fonds de recherche sur le			PROGRAMME DES POLITIQUES DE		
système de santé.....	<u>26 148 739</u>		SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		<u><u>1 000 000</u></u>
		<u>733 908 114</u>			
		<u>754 210 018</u>			
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables					
Loi sur l'administration financière.....		131 500			
		<u>131 500</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES DE					
SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		<u><u>754 341 518</u></u>			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION
1	421 238 700	(3 399 000)	417 839 700	Cybersanté et gestion de l'information..... 411 818 878
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET
	<u>421 238 700</u>	<u>(3 399 000)</u>	<u>417 839 700</u>	L'INFORMATION 411 818 878
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	26 716 100	(10 358 800)	16 357 300	Cybersanté et gestion de l'information..... 15 934 600
L	413 000		413 000	Amortissement –
				<i>Loi sur l'administration financière..... 358 315</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET
	<u>27 129 100</u>	<u>(10 358 800)</u>	<u>16 770 300</u>	L'INFORMATION 16 292 915

Program Description

Le programme de cybersanté et de gestion de l'information transforme le système de santé de l'Ontario en un système plus moderne, intégré et réellement axé sur le patient. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme des solutions numériques pour la santé s'appuie sur les fondements numériques en matière de santé de l'Ontario et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients, plus d'outils aux fournisseurs pour donner les meilleurs soins possible et, en ce qui concerne le système de santé, plus de transparence et de reddition des comptes à l'heure actuelle et plus de viabilité pour l'avenir.

Le Bureau de la gestion de l'information, des données et de l'analytique soutient l'élaboration des politiques, la conception des programmes, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)			Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	16 931 820		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	2 232 999		Cybersanté Ontario – immobilisations.....	15 934 600	
Transports et communications.....	172 411			<u>15 934 600</u>	
Services.....	15 500 940				
Fournitures et matériel.....	26 045				
Paiements de transfert					
Cybersanté Ontario.....	206 950 900				
Programmes de technologie de l'information.....	156 313 582		Crédits législatifs		
Gestion de l'information sur le système de santé.....	<u>13 690 181</u>				
	<u>376 954 663</u>		Autres opérations		
	<u>411 818 878</u>		Amortissement –		
			<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	358 315	
				<u>358 315</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....	<u>411 818 878</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....	<u>16 292 915</u>	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 461 652 900	(65 674 900)	16 395 978 000	Assurance-santé de l'Ontario..... 16 229 761 231
2	4 749 211 500	68 376 200	4 817 587 700	Programmes de médicaments..... 4 814 863 464
4	529 095 800	5 579 700	534 675 500	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels..... 532 518 592
L	501 000		501 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 501 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>21 740 462 200</u>	<u>8 281 000</u>	<u>21 748 743 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 21 577 644 287
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	13 000 000		13 000 000	Programme d'assurance- santé de l'Ontario..... 13 000 000
	<u>13 000 000</u>		<u>13 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 13 000 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

L'examen du Programme de médicaments de l'Ontario se poursuit en vue de créer un programme plus facile à comprendre, plus uniforme et durable.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

Qualité des services de santé Ontario (QSSO) est un organisme de la province de l'Ontario et un conseiller provincial du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en matière de qualité des soins de santé. QSSO travaille avec des fournisseurs de soins de santé de première ligne et des organismes voués aux soins de santé et consulte directement les patients et les soignants pour contribuer à amorcer des changements durables au sein du système de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	46 727 281		Traitements et salaires.....	3 047 752	
Avantages sociaux.....	7 531 158		Avantages sociaux.....	541 004	
Transports et communications.....	1 983 966		Transports et communications.....	257 324	
Services.....	21 842 781		Services.....	2 277 549	
Fournitures et matériel.....	171 525		Fournitures et matériel.....	16 990	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre			Programme de fournitures et d'appareils		
des services et soins			et accessoires fonctionnels.....	526 377 973	
fournis par des médecins				<u>532 518 592</u>	
et autres praticiens.....	15 773 053 646				
Établissements de					
santé autonomes.....	51 105 979				
Programme des services					
aux régions insuffisamment					
desservies.....	32 249 725				
Programme de subventions					
aux résidents du Nord					
de l'Ontario pour frais de					
transport à des fins					
médicales.....	60 433 603				
Services de télétriage.....	27 997 979				
Programme de gestion de					
la qualité – Services					
de laboratoire.....	4 598 900				
Services de sages-femmes...	165 670 271				
Stratégie de prévention					
des maladies.....	2 513 314				
Qualité des services					
de santé Ontario.....	<u>33 881 103</u>				
	<u>16 151 504 520</u>				
	<u>16 229 761 231</u>				
Programmes de médicaments (Poste 2)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	10 982 959				
Avantages sociaux.....	1 548 114				
Transports et communications.....	665 343				
Services.....	10 213 237				
Fournitures et matériel.....	74 541				
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	<u>4 791 379 270</u>				
	<u>4 814 863 464</u>				
			Autres opérations		
			Créances irrécouvrables,		
			<i>Loi sur l'administration financière</i>		
				<u>501 000</u>	
				<u>501 000</u>	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO.....		
				<u><u>21 577 644 287</u></u>	
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
			Avances et montants récupérables		
			Paiements effectués au		
			titre des services et soins		
			fournis par les médecins		
			et autres praticiens.....		
				10 000 000	
			Services de sages-femmes....		
				<u>3 000 000</u>	
				<u>13 000 000</u>	
				<u>13 000 000</u>	
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO.....		
				<u><u>13 000 000</u></u>	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	<u>1 289 059 000</u>	<u>30 693 900</u>	<u>1 319 752 900</u>	Santé de la population et santé publique..... <u>1 315 163 881</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET PUBLIQUE
	<u><u>1 289 059 000</u></u>	<u><u>30 693 900</u></u>	<u><u>1 319 752 900</u></u>	<u><u>1 315 163 881</u></u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Santé de la population et santé publique..... <u>0</u>
6	<u>750 000</u>	<u></u>	<u>750 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET PUBLIQUE
	<u><u>750 000</u></u>	<u><u></u></u>	<u><u>750 000</u></u>	<u><u>0</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan et l'engagement du ministère en matière de santé publique d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé de la population et santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		13 619 513
Avantages sociaux.....		1 809 283
Transports et communications.....		343 256
Services.....		22 033 421
Fournitures et matériel.....		470 022
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	778 401 870	
Épidémies.....	213 639 271	
Prévention de la tuberculose.	10 185 618	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement	32 246 153	
Prévention des infections.....	19 752 923	
Agence ontarienne de		
protection et de promotion		
de la santé.....	154 717 900	
Nutrition et alimentation		
santé.....	8 899 175	
Prévention des maladies, des		
traumatismes et des		
dépendances.....	19 737 292	
Fonds pour les communautés		
en santé.....	839 354	
Ontario sans fumée.....	38 468 830	
		<u>1 276 888 386</u>
		<u>1 315 163 881</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA		
 POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE		<u><u>1 315 163 881</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant....
1	29 580 708 000	(121 250 200)	29 459 457 800	29 400 543 072
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière.....</i>
L	<u>250 000</u>	<u></u>	<u>250 000</u>	<u>0</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DE SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....
	<u>29 580 958 000</u>	<u>(121 250 200)</u>	<u>29 459 707 800</u>	<u>29 400 543 072</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant....
2	<u>58 537 600</u>	<u></u>	<u>58 537 600</u>	<u>58 537 559</u>
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....
	<u>58 537 600</u>	<u></u>	<u>58 537 600</u>	<u>58 537 559</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme

Le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont actuellement responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux, de la prestation et la gestion des soins à domicile et de la planification des soins primaires. De plus, les Services communs pour la santé Ontario sont chargés de fournir du soutien d'arrière-guichet aux 14 RLISS, notamment dans les domaines de la TI, des finances, des ressources humaines, de l'approvisionnement et de la base de données sur les soins à domicile.

Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans l'entente de responsabilité conclue entre chaque RLISS et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Actuellement, les RLISS gèrent les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les soins à domicile et les services fournis par les RLISS (auparavant appelés centres d'accès aux soins communautaires), les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

Le programme de santé mentale des enfants et des jeunes propose divers programmes communautaires de santé mentale à l'intention des enfants et des jeunes, notamment la prévention du suicide et la promotion de la vie. Il contribue au bien-être et à la santé mentale en aidant les enfants et les jeunes à risque ou qui connaissent des difficultés d'ordre social, émotionnel ou comportemental.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			<i>Érié St-Clair</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Érié St-Clair.....	1 268 116 571		Fonctionnement des hôpitaux	727 324 437	
Sud-Ouest.....	2 499 775 911		Subventions versées en		
Waterloo Wellington.....	1 206 083 533		compensation des taxes		
Hamilton Niagara Haldimand Brant.....	3 317 561 880		municipales – hôpitaux		
Centre-Ouest.....	1 074 524 830		publics.....	156 975	
Mississauga Halton.....	1 781 241 018		Foyers de soins de		
Centre-Toronto.....	5 308 471 869		longue durée.....	237 055 771	
Centre.....	2 458 419 058		Traumatismes crâniens.....	1 519 837	
Centre-Est.....	2 517 803 172		Centres d'accès aux soins		
Sud-Est.....	1 248 907 490		communautaires.....	148 769 709	
Champlain.....	2 872 354 186		Services communautaires		
Simcoe-Nord Muskoka.....	999 976 317		de soutien.....	27 137 072	
Nord-Est.....	1 625 469 012		Logement avec		
Nord-Ouest.....	756 276 544		services de soutien.....	12 344 706	
Services communs pour la santé Ontario.....	38 710 200		Centres de santé		
Réseaux locaux d'intégration des services de			communautaire.....	39 246 019	
santé - investissements supplémentaires.....	0		Services communautaires		
Santé mentale des enfants et des jeunes.....	426 851 481		de santé mentale.....	45 930 798	
	<u>29 400 543 072</u>		Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	13 014 605	
			RLISS – Fonctionnement.....	13 616 642	
			Solutions numériques		
			pour la santé.....	<u>2 000 000</u>	
					<u>1 268 116 571</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Sud-Ouest</i>			<i>Waterloo Wellington</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 692 051 673		Fonctionnement des hôpitaux	661 825 259	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	381 225		publics.....	159 225	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	373 985 574		longue durée.....	217 283 935	
Centres d'accès aux soins			Soins à domicile/Services		
communautaires.....	216 014 886		fournis par le RLISS.....	144 957 263	
Services communautaires			Services d'hôpitaux		
de soutien.....	48 919 324		psychiatriques spécialisés..	33 132 550	
Logement avec			Services communautaires		
services de soutien.....	29 891 911		de soutien.....	29 645 297	
Centres de santé			Logement avec		
communautaire.....	26 327 400		services de soutien.....	6 467 204	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale.....	67 700 953		communautaire.....	26 382 911	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	15 635 527		de santé mentale.....	48 659 677	
Traumatismes crâniens.....	9 646 023		Programme de lutte		
RLISS – Fonctionnement.....	19 221 415		contre les dépendances.....	13 729 225	
		2 499 775 911	Traumatismes crâniens.....	2 939 034	
			RLISS – Fonctionnement.....	20 901 953	
					1 206 083 533

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Centre-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 150 788 000		Fonctionnement des hôpitaux	644 786 887	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	459 750		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	96 975	
Foyers de soins de longue durée.....	541 718 329		Foyers de soins de longue durée.....	179 730 171	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	360 328 704		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	144 337 080	
Services communautaires de soutien.....	60 249 103		Services communautaires de soutien.....	18 123 558	
Logement avec services de soutien.....	39 749 513		Logement avec services de soutien.....	11 959 405	
Centres de santé communautaire.....	33 026 262		Centres de santé communautaire.....	14 326 670	
Services communautaires de santé mentale.....	75 832 489		Services communautaires de santé mentale.....	38 663 046	
Programme de lutte contre les dépendances.....	24 783 246		Programme de lutte contre les dépendances.....	8 891 508	
Traumatismes crâniens.....	10 563 889		RLISS – Fonctionnement.....	12 589 530	
RLISS – Fonctionnement.....	20 062 595		Solutions numériques pour la santé.....	1 020 000	
		3 317 561 880			1 074 524 830

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre-Toronto</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 171 401 790		Fonctionnement des hôpitaux	3 914 180 656	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	168 675		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	715 275	
Foyers de soins de longue durée.....	221 160 709		Foyers de soins de longue durée.....	301 473 338	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	205 172 737		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	259 554 361	
Services communautaires de soutien.....	59 230 767		Services communautaires de soutien.....	140 448 957	
Logement avec services de soutien.....	41 958 710		Logement avec services de soutien.....	61 057 925	
Centres de santé communautaire.....	7 986 512		Centres de santé communautaire.....	109 967 136	
Services communautaires de santé mentale.....	39 215 957		Services communautaires de santé mentale.....	160 925 908	
Programme de lutte contre les dépendances.....	9 555 003		Programme de lutte contre les dépendances.....	42 348 079	
Traumatismes crâniens.....	6 415 617		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés..	287 158 493	
RLISS – Fonctionnement.....	18 974 541		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques.....	49 050	
		1 781 241 018	Traumatismes crâniens.....	3 029 309	
			RLISS – Fonctionnement.....	17 256 182	
			Solutions numériques pour la santé.....	755 000	
			Examen de l'efficacité.....	9 552 200	
					5 308 471 869

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 477 408 261		Fonctionnement des hôpitaux	1 338 070 703	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	275 250		publics.....	280 350	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	376 735 941		longue durée.....	489 730 533	
Soins à domicile/Services			Soins à domicile/Services		
fournis par le RLISS.....	365 899 967		fournis par le RLISS.....	337 354 663	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	60 671 823		de soutien.....	62 160 056	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien.....	38 508 153		services de soutien.....	15 929 844	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	17 395 710		communautaire.....	38 600 831	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	82 209 780		de santé mentale.....	61 420 243	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	10 247 295		contre les dépendances.....	12 715 846	
Traumatismes crâniens.....	11 599 442		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement.....	17 467 436		psychiatriques spécialisés..	134 430 942	
		2 458 419 058	Subventions versées en		
			compensation des taxes		
			municipales – hôpitaux		
			psychiatriques.....	26 325	
			Traumatismes crâniens.....	2 224 968	
			RLISS – Fonctionnement.....	24 857 868	
					2 517 803 172

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Sud-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	738 735 879		Fonctionnement des hôpitaux	1 809 227 259	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	177 375		publics.....	355 650	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	206 162 743		longue durée.....	389 519 083	
Soins à domicile/Services			Soins à domicile/Services		
fournis par le RLISS.....	125 790 044		fournis par le RLISS.....	274 772 023	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	37 133 707		de soutien.....	54 917 070	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien.....	2 299 255		services de soutien.....	26 677 936	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	36 911 026		communautaire.....	73 344 161	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	72 720 215		de santé mentale.....	81 891 596	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	11 016 541		contre les dépendances.....	29 130 891	
Traumatismes crâniens.....	6 507 416		Solutions numériques		
RLISS – Fonctionnement.....	11 453 289		pour la santé.....	1 020 000	
		1 248 907 490	Services d'hôpitaux		
			psychiatriques spécialisés..	110 680 163	
			Subventions versées en		
			compensation des taxes		
			municipales – hôpitaux		
			psychiatriques.....	27 975	
			Traumatismes crâniens.....	3 212 361	
			RLISS – Fonctionnement.....	17 578 018	
					2 872 354 186

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	505 619 188		Fonctionnement des hôpitaux	1 021 208 718	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	79 500		publics.....	211 500	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	159 303 718		longue durée.....	242 781 743	
Soins à domicile/Services			Soins à domicile/Services		
fournis par le RLISS.....	102 184 068		fournis par le RLISS.....	141 497 596	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	18 357 229		de soutien.....	46 756 253	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien.....	15 902 606		services de soutien.....	25 331 031	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	13 254 719		communautaire.....	24 958 134	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	32 475 858		de santé mentale.....	73 499 737	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	8 376 596		contre les dépendances.....	27 555 823	
Services d'hôpitaux			Traumatismes crâniens.....	4 303 283	
psychiatriques spécialisés..	132 007 664		RLISS – Fonctionnement.....	17 365 194	
Subventions versées en					1 625 469 012
compensation des taxes					
municipales – hôpitaux					
psychiatriques.....	23 400				
Traumatismes crâniens.....	1 209 812				
RLISS – Fonctionnement.....	11 181 959				
		999 976 317			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Nord-Ouest</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiements de transfert			Réseaux locaux d'intégration des services de santé et		
Fonctionnement des hôpitaux	499 521 822		fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Subventions versées en					
compensation des taxes			Paiements de transfert		
municipales – hôpitaux			Érié St-Clair.....	2 722 200	
publics.....	99 600		Sud-Ouest.....	5 361 500	
Foyers de soins de			Waterloo Wellington.....	2 158 600	
longue durée.....	86 782 997		Hamilton Niagara Haldimand Brant.....	6 167 363	
Soins à domicile/Services			Centre-Ouest.....	2 309 199	
fournis par le RLISS.....	52 202 478		Mississauga Halton.....	2 273 500	
Services communautaires			Centre-Toronto.....	12 517 600	
de soutien.....	17 135 472		Centre.....	3 721 200	
Logement avec			Centre-Est.....	5 785 200	
services de soutien.....	15 222 808		Sud-Est.....	2 616 500	
Centres de santé			Champlain.....	5 983 300	
communautaire.....	12 589 744		Simcoe-Nord Muskoka.....	1 325 700	
Services communautaires			Nord-Est.....	4 287 100	
de santé mentale.....	40 249 180		Nord-Ouest.....	1 308 597	
Programme de lutte				<u>58 537 559</u>	
contre les dépendances.....	22 316 507				
Traumatismes crâniens.....	1 038 082				
RLISS – Fonctionnement.....	9 117 854				
		756 276 544			
			<i>Érié St-Clair</i>		
<i>Organisme des services généraux</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux	1 023 600	
Services communs pour			Foyers de soins de		
la santé Ontario.....	38 710 200		longue durée.....	1 140 000	
		38 710 200	Services communautaires		
			de soutien.....	116 900	
<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>			Centres de santé		
Paiements de transfert			communautaire.....	206 100	
Santé mentale des enfants			Services communautaires		
et des jeunes.....	426 851 481		de santé mentale.....	192 500	
		426 851 481	Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	14 100	
			Logement avec		
			services de soutien.....	29 000	
				<u>2 722 200</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES RÉSEAUX					
LOCAUX D'INTÉGRATION DES					
SERVICES DE SANTÉ ET					
FOURNISSEURS DE SERVICES					
DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....		<u>29 400 543 072</u>			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Sud-Ouest</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 632 600		Fonctionnement des hôpitaux	2 099 700	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 790 000		longue durée.....	2 759 963	
Soins à domicile/Services			Soins à domicile/Services		
fournis par le RLISS.....	93 800		fournis par le RLISS.....	77 000	
Services communautaires			Logement avec		
de soutien.....	509 900		services de soutien.....	39 800	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	107 500		communautaire.....	214 000	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	180 400		de santé mentale.....	145 200	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	47 300		contre les dépendances.....	56 900	
		5 361 500	Traumatismes crâniens.....	165 900	
			Services communautaires		
<i>Waterloo Wellington</i>			de soutien.....	608 900	
Paiements de transfert					6 167 363
Fonctionnement des hôpitaux	797 600		<i>Centre-Ouest</i>		
Foyers de soins de			Paiements de transfert		
longue durée.....	980 000		Fonctionnement des hôpitaux	288 900	
Soins à domicile/Services			Foyers de soins de		
fournis par le RLISS.....	97 800		longue durée.....	999 999	
Services communautaires			Soins à domicile/Services		
de soutien.....	20 800		fournis par le RLISS.....	330 200	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale.....	31 100		communautaire.....	40 500	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	29 300		de santé mentale.....	646 600	
Centres de santé			Programme de lutte		
communautaire.....	198 200		contre les dépendances.....	3 000	
Logement avec					2 309 199
services de soutien.....	3 800				
		2 158 600			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	626 200		Fonctionnement des hôpitaux	1 260 200	
Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000		Foyers de soins de longue durée.....	2 001 000	
Services communautaires de soutien.....	149 300		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	1 000	
Logement avec services de soutien.....	43 200		Services communautaires de soutien.....	44 800	
Services communautaires de santé mentale.....	92 900		Centres de santé communautaire.....	54 900	
Programme de lutte contre les dépendances.....	117 400		Services communautaires de santé mentale.....	353 400	
Centres de santé communautaire.....	44 500		Programme de lutte contre les dépendances.....	5 900	
		2 273 500			3 721 200
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	7 914 000		Fonctionnement des hôpitaux	1 237 500	
Foyers de soins de longue durée.....	1 740 000		Foyers de soins de longue durée.....	2 600 000	
Services communautaires de soutien.....	274 300		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	7 500	
Logement avec services de soutien.....	673 900		Services communautaires de soutien.....	141 400	
Centres de santé communautaire.....	1 061 300		Centres de santé communautaire.....	524 800	
Services communautaires de santé mentale.....	526 600		Services communautaires de santé mentale.....	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances.....	247 100		Programme de lutte contre les dépendances.....	5 400	
Traumatismes crâniens.....	80 400				5 785 200
		12 517 600			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Sud-Est</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	503 400		Fonctionnement des hôpitaux	2 212 400	
Foyers de soins de longue durée.....	1 000 000		Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	48 200		Services communautaires de soutien.....	302 700	
Services communautaires de soutien.....	58 400		Logement avec services de soutien.....	3 800	
Centres de santé communautaire.....	181 800		Centres de santé communautaire.....	126 300	
Services communautaires de santé mentale.....	748 300		Services communautaires de santé mentale.....	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances.....	76 400		Programme de lutte contre les dépendances.....	142 600	
		2 616 500			4 287 100
<i>Champlain</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 882 100		Fonctionnement des hôpitaux	367 200	
Foyers de soins de longue durée.....	1 900 000		Foyers de soins de longue durée.....	409 997	
Services communautaires de soutien.....	245 500		Services communautaires de soutien.....	155 500	
Services communautaires de santé mentale.....	706 400		Centres de santé communautaire.....	32 200	
Programme de lutte contre les dépendances.....	53 700		Services communautaires de santé mentale.....	242 800	
Centres de santé communautaire.....	195 600		Programme de lutte contre les dépendances.....	100 900	
		5 983 300			1 308 597
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>					
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fonctionnement des hôpitaux	154 600		PROGRAMME DES RÉSEAUX		
Foyers de soins de longue durée.....	710 000		LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
Services communautaires de soutien.....	338 400		SERVICES DE SANTÉ ET		
Centres de santé communautaire.....	56 800		FOURNISSEURS DE SERVICES		
Services communautaires de santé mentale.....	65 900		DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....		58 537 559
		1 325 700			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	3 245 653 200	234 428 900	3 480 082 100	Programmes provinciaux..... 3 466 782 383
2	1 043 710 600	50 735 500	1 094 446 100	Services de santé d'urgence..... 1 092 658 300
4	85 084 300	(5 635 900)	79 448 400	Intendance..... 75 379 129
				Créances irrécouvrables,
L	121 000		121 000	<i>Loi sur l'administration financière....</i> 121 000
	<u>4 374 569 100</u>	<u>279 528 500</u>	<u>4 654 097 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 4 634 940 812
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	5 730 400		5 730 400	Programmes provinciaux et intendance 5 729 400
	<u>5 730 400</u>		<u>5 730 400</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 5 729 400

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les programmes de dépistage du cancer, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le ministère modernise ces services de santé d'urgence en mettant sur pied un système de répartition et de communication plus actuel, mieux intégré et plus efficient qui répond efficacement aux besoins des collectivités. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes provinciaux (Poste 1)			Crédits législatifs	
Paiements de transfert			Autres opérations	
Programmes de dépistage du cancer.....	78 310 800		Créances irrécouvrables,	
Fonctionnement des établissements connexes....	90 877 247		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	121 000
Action Cancer Ontario.....	1 891 284 570			<u>121 000</u>
Société canadienne du sang.....	578 507 429			
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	85 761 553			
Services communautaires et prioritaires.....	741 972 404			
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement				
axé sur le bien-être.....	68 380			
	<u>3 466 782 383</u>			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE.....	<u>4 634 940 812</u>
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Services de santé d'urgence (Poste 2)			Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	48 321 653		Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	10 561 886		Programmes de lutte contre le sida et	
Transports et communications.....	3 373 440		l'hépatite C.....	375 000
Services.....	10 253 289		Services communautaires et prioritaires.....	4 393 400
Fournitures et matériel.....	305 916		Services d'ambulance municipaux.....	500 000
Paiements de transfert			Autres services d'ambulance.....	461 000
Opérations municipales des				<u>5 729 400</u>
services ambulanciers.....	750 376 776			
Autres services d'ambulance....	73 881 940			
Ambulances aériennes.....	195 583 400			
	<u>1 019 842 116</u>			
	<u>1 092 658 300</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE.....	<u>5 729 400</u>
Intendance (Poste 4)				
Traitements et salaires.....	51 858 127			
Avantages sociaux.....	7 568 192			
Transports et communications.....	2 091 230			
Services.....	13 742 119			
Fournitures et matériel.....	119 461			
	<u>75 379 129</u>			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
				Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé.....
1	142 931 800	(12 413 500)	130 518 300	129 990 104
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	142 931 800	(12 413 500)	130 518 300	129 990 104
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques..... 0
				Amortissement -
L	14 125 500		14 125 500	Loi sur l'administration financière..... 14 687 861
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	14 126 500		14 126 500	14 687 861
BIENS IMMOBILISÉS				
4	18 357 400		18 357 400	Systèmes informatiques..... 7 919 090
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	18 357 400		18 357 400	7 919 090

Description du programme :

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	46 505 217	Matériel de technologie de l'information.....	7 919 090
Avantages sociaux.....	6 406 142		<u>7 919 090</u>
Transports et communications.....	946 723		
Services.....	74 363 639	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
Fournitures et matériel.....	1 768 383	– PROGRAMME DE SYSTÈMES	
	<u>129 990 104</u>	INFORMATION SYSTEMS PROGRAM....	<u><u>7 919 090</u></u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	<u><u>129 990 104</u></u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement –			
Loi sur l'administration financière.....	14 687 861		
	<u>14 687 861</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATION SYSTEMS PROGRAM.....	<u><u>14 687 861</u></u>		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux.....	1 173 162 871	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé.....	175 000 000	
Projets visant les		
petits hôpitaux.....	55 995 839	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé		
communautaire.....	31 645 525	
Programmes des soins de		
longue durée.....	1 167 200	
Laboratoires de santé publique.	11 930 000	
Programmes des		
établissements de services		
de santé intégrés.....	4 072 671	
		1 487 474 106
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux.....	1 602 291	
Systèmes informatiques pour		
l'infrastructure du système		
de santé.....	1 776 004	
		3 378 295
		<u>1 490 852 401</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	1 490 852 401	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Logement en milieu de soutien.....	5 269 789	5 665 967
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	7 629 390	7 443 458
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux.....	5 105 448	4 885 574
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale.....	426 270 716	328 513 712
Fonds de traitement d'urgence - Fonds pour le traitement de la dépendance aux opioïdes.....	24 100 000	26 997 478
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer.....	506 732	438 729
Soutien aux services de santé d'urgence - COVID 19.....	1 206 434	0
	<u>470 088 509</u>	<u>373 944 918</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation - Médecine / Hôpitaux.....	28 262 338	27 665 540
	<u>28 262 338</u>	<u>27 665 540</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	4 074 965	4 024 688
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	2 003 465	2 325 935
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 056 708	1 072 779
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires.....	263 491	250 146
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	264 738	290 481
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	234 130	263 977
Inspection des installations radiologiques.....	437 765	428 800
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	107 590	120 019
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	91 875	92 625
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	22 840	24 400
Autres.....	151 114	155 532
	<u>9 108 681</u>	<u>9 449 382</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>18 702 564</u>	<u>0</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>1 400</u>	<u>7 304 566</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>295 182 581</u>	<u>958 121 762</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	684 360	175 504
Autres.....	113 048	594 559
	<u>797 408</u>	<u>770 063</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>822 143 481</u>	<u>1 377 256 231</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-284
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-286
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-289
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE	
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-291
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-294
BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2-297
VÉRIFICATION.....	2-299
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-301
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-303
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	2-305
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-288, 2-293, 2-296
ÉTAT DES RECETTES.....	2-306

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 385 976	Administration du ministère	24 081 314	22 449 158
28 012 791	Relations de travail et rémunération	58 409 300	22 777 493
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
1 205 172 210	(Part prise en charge par l'employeur)	1 432 002 000	1 707 405 728
49 937 918	Soutien au conseil du trésor	225 481 800	45 641 440
36 902 238	Bureau de la Commission de la fonction publique	34 228 900	31 996 518
5 651 692	Vérification	29 094 700	28 231 856
50 494 975	Groupement des organismes centraux	45 687 800	45 113 361
947 385	Organismes, conseils et commissions	857 500	136 538
0	Achat groupé de services médiatiques	23 175 300	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU			
1 401 505 185	MINISTÈRE	1 873 018 614	1 903 752 092
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
571 826 042	Soutien au conseil du trésor	1 000	719 051 609
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU			
571 826 042	MINISTÈRE	2 000	719 051 609

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
483 377	Administration du ministère	802 000	294 489
0	Soutien au conseil du trésor	70 055 100	0
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU			
483 377	MINISTÈRE	70 859 100	294 489
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
3401				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	25 588 500	(1 572 200)	24 016 300	Administration du ministère.....	22 370 458
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	29 399
	<u>25 653 514</u>	<u>(1 572 200)</u>	<u>24 081 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>22 449 158</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	801 000		801 000	Administration du ministère.....	294 489
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	0
	<u>802 000</u>		<u>802 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>294 489</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- D'ADMINISTRATION
	1 000		1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	13 323 719		Traitements et salaires.....	3 230 304	
Avantages sociaux.....	2 010 403		Avantages sociaux.....	481 195	
Transports et communications.....	193 807		Transports et communications.....	33 907	
Services.....	9 154 675		Services.....	2 458 011	
Fournitures et matériel.....	80 854		Fournitures et matériel.....	9 293	
	24 763 458			6 212 710	
Moins: Recouvrements.....	2 393 000		Moins: Recouvrements.....	2 393 000	
	22 370 458			3 819 710	
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 765 242		Traitements et salaires.....	2 030 854	
Avantages sociaux.....	462 940		Avantages sociaux.....	182 243	
Transports et communications.....	65 224		Transports et communications.....	9 553	
Services.....	223 701		Services.....	173 386	
Fournitures et matériel.....	9 414		Fournitures et matériel.....	838	
	3 526 521			2 396 874	
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	5 291 419		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	883 284		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Transports et communications.....	47 768		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	1 336 629		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	29 399	
Fournitures et matériel.....	20 106			78 700	
	7 579 206				
<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	5 900		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	22 449 158	
Avantages sociaux.....	741				
Transports et communications.....	37 355		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services.....	4 962 948		<i>Administration du ministère (Poste 2)</i>		
Fournitures et matériel.....	41 203		Services.....	294 489	
	5 048 147			294 489	
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	294 489	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Relations de travail et rémunération (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	14 456 288	
Avantages sociaux.....	1 981 175	
Transports et communications.....	151 108	
Services.....	7 348 752	
Fournitures et matériel.....	60 717	
	<u>23 998 040</u>	
Moins: Recouvrements.....	1 220 547	
	<u>22 777 493</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL		
ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	<u><u>22 777 493</u></u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
				Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....
1	1 150 998 000		1 150 998 000	1 076 474 697
				Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
L	<u>281 004 000</u>		<u>281 004 000</u>	<u>630 931 031</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
	<u>1 432 002 000</u>		<u>1 432 002 000</u>	<u>1 707 405 728</u>

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE
PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Crédits législatifs		
Avantages sociaux			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Régime de pensions du Canada	190 662 437		Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des			Régime de retraite		
protonotaires chargés de			complémentaire des		
la gestion des causes.....	768 979		prontonotaires chargés de		
Régime de soins dentaires.....	57 803 768		la gestion des causes.....	2 414 810	
Impôt-santé des employeurs.....	118 630 922		Continuation des prestations		
Assurance-emploi.....	72 712 648		pour la CSPAAT et la		
Assurance-vie collective.....	7 964 730		protection du revenu à		
Régime de retraite			long terme.....	5 648 470	
complémentaire des			Assurance-vie collective.....	28 400 000	
juges de paix.....	1 066 679		Régime de retraite		
Indemnités légales de			complémentaire des		
cessation d'emploi.....	50 618 872		juges de paix.....	4 342 509	
Protection du revenu à			Indemnités légales de cessation		
long terme.....	107 910 172		d'emploi*.....	(2 108 106)	
Avantages sociaux -			Protection du revenu à		
Association de la Police			long terme.....	32 200 000	
provinciale de l'Ontario.....	37 542 552		Régime de retraite du Syndicat		
Régime de retraite du Syndicat			des employés de la fonction		
des employés de la fonction			publique de l'Ontario.....	31 729 234	
publique de l'Ontario.....	220 122 698		Fonds de prestations des		
Fonds de prestations des			juges provinciaux*.....	(1 631 210)	
juges provinciaux.....	52 508 529		Régime de retraite des		
Régime de retraite des			fonctionnaires.....	168 467 789	
fonctionnaires.....	514 885 654		Compte des avantages		
Compte des avantages			sociaux supplémentaires		
sociaux supplémentaires			des fonctionnaires.....	36 279 906	
des fonctionnaires.....	14 812 828		Prestations aux		
Prestations aux employés			employés retraités.....	162 328 601	
retraités.....	211 300 859		Absences et congés		
Régime d'assurance			Rémunérés.....	25 684 295	
complémentaire maladie et			Commission de la sécurité		
hospitalisation.....	152 582 921		professionnelle et de		
Autres avantages sociaux.....	13 027 065		l'assurance contre les		
		1 824 922 313	accidents du travail		
Moins : Recouvrements.....		748 447 616	(CSPAAT).....	121 200 000	
		1 076 474 697	Autre avantages.....	15 974 733	
					630 931 031
					630 931 031

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE
PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	<u><u>1 707 405 728</u></u>

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
1	64 181 500	(5 494 000)	58 687 500	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière..... 45 641 440
2	1 075 000 000	(908 205 700)	166 794 300	Fonds de prévoyance..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 45 641 440
	<u>1 139 181 500</u>	<u>(913 699 700)</u>	<u>225 481 800</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière..... 719 051 609
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 719 051 609
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	325 000 000	(254 944 900)	70 055 100	Fonds de prévoyance pour les immobilisations..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 0
	<u>325 000 000</u>	<u>(254 944 900)</u>	<u>70 055 100</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités, d'infrastructure et de technologie d'information des ministères, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses et les Comptes publics. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils et de l'orientation en matière de reddition des comptes, de surveillance, de comptabilité, de politiques de gestion financière et de contrôle financier.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	29 211 114	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	3 752 099	Taxe de vente harmonisée,	
Transports et communications.....	341 936	Loi sur l'administration financière.....	719 051 609
Services.....	12 263 355		719 051 609
Fournitures et matériel.....	72 936		
	45 641 440		
<i>Gestion des dépenses</i>		TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitements et salaires.....	13 087 902	PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL	
Avantages sociaux.....	1 605 368	DU TRÉSOR.....	
Transports et communications.....	232 134		719 051 609
Services.....	1 892 293		
Fournitures et matériel.....	22 569		
	16 840 266		
<i>Planification et performance</i>			
Traitements et salaires.....	6 798 232		
Avantages sociaux.....	839 282		
Transports et communications.....	41 473		
Services.....	2 991 118		
Fournitures et matériel.....	5 281		
	10 675 386		
<i>Bureau du contrôleur provincial</i>			
Traitements et salaires.....	9 324 980		
Avantages sociaux.....	1 307 449		
Transports et communications.....	68 329		
Services.....	7 379 944		
Fournitures et matériel.....	45 086		
	18 125 788		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL			
DU TRÉSOR.....			45 641 440

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
1	34 546 900	(318 000)	34 228 900	Bureau de la Commission de la fonction publique..... 31 996 518
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
	<u>34 546 900</u>	<u>(318 000)</u>	<u>34 228 900</u>	<u>31 996 518</u>

Description du programme:

Le programme du Bureau de la Commission de la fonction publique (BCFP) offre du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir l'excellence dans la fonction publique et à améliorer la surveillance et la reddition des comptes des organismes provinciaux. Le programme inclut la fonction de gouvernance des organismes et le Secrétariat des nominations.

En tant que programme général soutenant des stratégies liées à la main-d'œuvre, le BCFP propose également des services, par exemple : le soutien des services aux cadres dans les domaines du recrutement, du maintien en poste et de la planification de la relève, une aide pour renforcer les capacités en leadership dans les organismes, les conseils et les commissions, l'élaboration de politiques liées aux stratégies de ressources humaines, des analyses de la main-d'œuvre de la FPO et des solutions connexes, notamment les comptes rendus sur les ETP, le leadership sur l'éthique des fonctionnaires, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO, des services de conseils en gestion pour la transformation organisationnelle, la mise en œuvre d'une stratégie conçue pour attirer, recruter et conserver des jeunes et de nouveaux professionnels au sein de la FPO ainsi que l'élaboration et l'exécution d'une stratégie totalement intégrée pour l'ensemble des groupes et du personnel de la FPO.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE- CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Commission de la fonction publique (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		23 007 368
Avantages sociaux.....		3 334 137
Transports et communications.....		299 626
Services.....		5 094 041
Fournitures et matériel.....		60 267
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle.....	201 079	
		201 079
		<u>31 996 518</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DU BUREAU DE LA		
COMMISSION DE LA FONCTION		
PUBLIQUE.....		<u><u>31 996 518</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	23 712 580	
Avantages sociaux.....	2 797 847	
Transports et communications.....	265 771	
Services.....	4 688 380	
Fournitures et matériel.....	31 449	
	<u>31 496 027</u>	
Moins: Recouvrements.....	3 264 171	
	<u>28 231 856</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DE VÉRIFICATION.....	<u><u>28 231 856</u></u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	54 156 116
Avantages sociaux.....	7 922 509
Transports et communications.....	514 052
Services.....	164 463 919
Fournitures et matériel.....	82 533
	<u>227 139 129</u>
Moins: Recouvrements.....	182 025 768
	<u>45 113 361</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DU GROUPEMENT DES	
ORGANISMES CENTRAUX.....	<u><u>45 113 361</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	103 472	
Avantages sociaux.....	5 608	
Transports et communications.....	537	
Services.....	26 579	
Fournitures et matériel.....	342	
	<u>136 538</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	<u><u>136 538</u></u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....</i>	<u>88</u>	<u>1 097</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de la taxe de vente harmonisée.....	8 470 667	0
Autre.....	<u>229 600</u>	<u>107 688</u>
	<u>8 700 268</u>	<u>107 688</u>
DIVERS.....	<u>15</u>	<u>71</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>8 700 371</u>	<u>108 856</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-308
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-310
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-313
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	2-319
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....	2-321
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-312, 2-317, 2-318
ÉTAT DES RECETTES.....	2-324

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
133 721 172	Administration du ministère	127 415 187	122 869 517
16 960 913 477	Services aux enfants et aux adultes	17 445 240 000	17 193 478 381
	Programme de la Stratégie de réduction		
14 306 000	de la pauvreté	7 301 000	7 300 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
17 108 940 649	DU MINISTÈRE	17 579 956 187	17 323 647 898
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
44 022 410	Services aux enfants et aux adultes	46 507 000	38 740 114
	Programme de la Stratégie de réduction		
0	de la pauvreté		
	Services à l'enfance et Services sociaux	1 000	0
0	et communautaires	1 000	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
44 022 410	DU MINISTÈRE	46 510 000	38 740 114
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
76 738 758	et communautaires	70 051 400	67 274 421
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
76 738 758	DU MINISTÈRE	70 051 400	67 274 421

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET
COMMUNAUTAIRES**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
20 528 201	et communautaires	23 248 400	15 094 733
20 528 201	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	23 248 400	15 094 733

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	95 025 700	7 340 100	102 365 800	Administration du ministère..... 100 328 940
2	28 048 200	(3 080 000)	24 968 200	Politiques stratégiques..... 21 480 719
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 66 768
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 959 756
	<u>123 155 087</u>	<u>4 260 100</u>	<u>127 415 187</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 122 869 517
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise concernant les questions et les groupes démographiques qui sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	28 459 070		Traitments et salaires.....	8 522	
Avantages sociaux.....	3 974 586		Avantages sociaux.....	1,274	
Transports et communications.....	642 086		Transports et communications.....	50 224	
Services.....	66 945 798		Services.....	8 446 244	
Fournitures et matériel.....	307 400		Fournitures et matériel.....	20 652	
	<u>100 328 940</u>				<u>8 526 916</u>
<i>Bureau de la direction</i>			<i>Gestion des locaux</i>		
Traitments et salaires.....	3 731 967		Traitments et salaires.....	1 644 456	
Avantages sociaux.....	458 038		Avantages sociaux.....	261 818	
Transports et communications.....	135 593		Transports et communications.....	109 811	
Services.....	189 399		Services.....	54 477 462	
Fournitures et matériel.....	11 918		Fournitures et matériel.....	225 074	
	<u>4 526 915</u>				<u>56 718 621</u>
<i>Services opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	14 196 093		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	1 898 967		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		66 768
Transports et communications.....	242 718		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	1 923 550		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
Fournitures et matériel.....	43 340		Autres opérations		
	<u>18 304 668</u>		Créances irrécouvrables,		
<i>Ressources humaines</i>			<i>Loi sur l'administration financière</i>	959 756	
Traitments et salaires.....	2 586 778			<u>1 059 858</u>	
Avantages sociaux.....	473 380		<i>Politiques stratégiques (Poste 2)</i>		
Transports et communications.....	54 059		Traitments et salaires.....	16 338 220	
Services.....	535 573		Avantages sociaux.....	2 253 232	
Fournitures et matériel.....	2 325		Transports et communications.....	225 253	
	<u>3 652 115</u>		Services.....	2 634 804	
<i>Services de communication</i>			Fournitures et matériel.....	29 210	
Traitments et salaires.....	6 291 254			<u>21 480 719</u>	
Avantages sociaux.....	881 109		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	49 681		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Services.....	1 373 570		DU MINISTÈRE		
Fournitures et matériel.....	4 091			<u><u>122 869 517</u></u>	
	<u>8 599 705</u>				

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
702				PROGRAMME DES SERVICES AUX	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ENFANTS ET AUX ADULTES	
3	9 559 702 000	221 530 000	9 781 232 000	Soutien financier et soutien à l'emploi.....	9 729 281 083
7	41 650 600	2 700 000	44 350 600	Bureau des obligations familiales.....	43 140 470
20	1 880 928 300	133 493 300	2 014 421 600	Enfants et jeunes à risque.....	2 010 644 365
				Soutiens aux particuliers	
21	4 142 764 300	67 262 700	4 210 027 000	et aux familles	4 022 310 604
22	1 174 694 700	(14 800 000)	1 159 894 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 146 764 715
				Groupement de l'information et de la	
				technologie de l'information pour	
				les services sociaux et les	
				services à l'enfance et à	
26	107 912 800	(11 640 700)	96 272 100	la jeunesse.....	95 894 256
28	24 290 100	(3 800 000)	20 490 100	Condition féminine.....	20 022 215
				Soutiens à la formation linguistique et	
29	79 233 600	7 300 000	86 533 600	aux services d'établissement.....	85 548 719
				Créances irrécouvrables,	
L	32 018 300		32 018 300	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	39 871 954
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				ADULTES	
	17 043 194 700	402 045 300	17 445 240 000		17 193 478 381
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	43 707 000	2 800 000	46 507 000	Services aux enfants et aux adultes.....	38 740 114
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				ADULTES	
	43 707 000	2 800 000	46 507 000		38 740 114

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi, aux nouveaux arrivants et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint en vertu des ordonnances judiciaires et des contrats familiaux déposés auprès des tribunaux.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend des services de protection de l'enfance, de justice pour les jeunes et d'autres services à l'intention des enfants et des jeunes. Les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones de bien-être de l'enfance protègent les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence. Les services de justice pour les jeunes réduisent le taux de récidive, contribuent à la sécurité communautaire et responsabilisent les jeunes par la prévention, la rééducation et la réinsertion. Le programme propose également des services adaptés sur le plan culturel à l'intention des enfants et des jeunes francophones et autochtones et de leurs familles, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants, aux jeunes et aux adultes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes. La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour prévenir la violence contre les femmes. Les programmes d'établissement et d'intégration favorisent la bonne intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>		
Traitments et salaires.....	99 129 251		Traitments et salaires.....		9 160 892
Avantages sociaux.....	20 426 548		Avantages sociaux.....		1 203 420
Transports et communications.....	1 903 829		Transports et communications.....		237 092
Services.....	17 204 470		Services.....		1 764 045
Fournitures et matériel.....	3 182 940		Fournitures et matériel.....		13 359
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de justice pour la			Services de soutien.....	996 466 252	
jeunesse.....	149 269 654		Services en établissement....	1 679 662 124	
		291 116 692			2 676 128 376
					2 688 507 184
<i>Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste 21)</i>			<i>Populations vulnérables</i>		
Traitments et salaires.....	85 090 967		Traitments et salaires.....		2 604 530
Avantages sociaux.....	16 471 405		Avantages sociaux.....		434 450
Transports et communications.....	2 306 606		Transports et communications.....		67 243
Services.....	8 469 831		Services.....		399 877
Fournitures et matériel.....	1 553 077		Fournitures et matériel.....		2 612
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de soutien.....	996 466 252		Soutiens pour l'intégration		
Initiatives jeunesse.....	33 700 926		communautaire.....	51 727 369	
Soutiens pour l'intégration			Soutien aux victimes		
communautaire.....	51 727 369		de violence.....	167 569 824	
Soutien aux victimes			Stratégie de ressourcement		
de violence.....	167 569 824		pour le mieux - être des		
Stratégie de ressourcement			Autochtones.....	36 988 024	
pour le mieux - être des			Initiatives jeunesse.....	33 700 926	
Autochtones.....	36 988 024				289 986 143
Bébés en santé, enfants					293 494 855
en santé.....	83 803 286				
Soutien communautaire aux					
enfants et aux jeunes.....	178 755 953				
Autisme.....	434 287 333				
Services de traitement et de					
réadaptation pour enfants.....	120 920 487				
Besoins particuliers complexes.	124 529 455				
Crédit d'impôt pour les activités					
des enfants.....	7 685				
Services en établissement.....	1 679 662 124				
		3 908 418 718			
		4 022 310 604			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>			Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 26)		
Traitments et salaires.....		31 934 978	Traitments et salaires.....		37 909 568
Avantages sociaux.....		5 771 182	Avantages sociaux.....		5 201 755
Transports et communications.....		637 040	Transports et communications.....		780 575
Services.....		3 459 560	Services.....		63 567 232
Fournitures et matériel.....		1 363 643	Fournitures et matériel.....		54 319
Paiements de transfert					107 513 449
Soutien communautaire aux			Moins : Recouvrements.....		11 619 193
enfants et aux jeunes.....	178 755 953				95 894 256
Autisme.....	434 287 333		Condition féminine (Poste 28)		
Services de traitement et de			Traitments et salaires.....		2 248 401
réadaptation pour enfants.....	120 920 487		Avantages sociaux.....		351 891
Besoins particuliers complexes.	124 529 455		Transports et communications.....		43 984
Crédit d'impôt pour les activités			Services.....		317 184
des enfants.....	7 685		Fournitures et matériel.....		2 800
Bébés en santé, enfants			Paiements de transfert		
en santé.....	83 803 286		Initiatives d'autonomisation		
		942 304 199	économique.....	6 882 928	
		985 470 602	Initiatives de prévention de		
<i>Bureaux régionaux</i>			la violence.....	10 175 027	
Traitments et salaires.....		41 390 567			17 057 955
Avantages sociaux.....		9 062 353			20 022 215
Transports et communications.....		1 365 231	Soutiens à la formation linguistique et aux services		
Services.....		2 846 349	d'établissement (Poste 29)		
Fournitures et matériel.....		173 463	Salaries and wages.....		4 244 836
		54 837 963	Employee benefits.....		584 705
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)			Transportation and communication.....		68 623
Paiements de transfert			Services.....		347 561
Subvention équivalant à la			Supplies and equipment.....		6 909
Prestation ontarienne pour			Paiements de transfert		
enfants.....	11 431 804		Initiatives d'Affaires civiques		
Prestation ontarienne pour			et Immigration.....	80 296 085	
enfants.....	1 135 332 911				80 296 085
		1 146 764 715			85 548 719
		1 146 764 715	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES SERVICES AUX		
			ENFANTS ET AUX ADULTES.....		
			<u>17 193 478 381</u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)	
Avances et montants récupérables	
Soutien financier et soutien à l'emploi.....	38 740 114
	<u>38 740 114</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES AUX	
ENFANTS ET AUX ADULTES.....	<u><u>38 740 114</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ – CRÉDIT 703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonds pour la réduction		
de la pauvreté.....	7 300 000	
		7 300 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE		
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	7 300 000	

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs fonctionnement.....
9	1 000		1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION.
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure.....
1	37 458 500	(8 530 000)	28 928 500	28 730 551
				Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
L	41 121 900		41 121 900	38 543 870
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
L	1 000		1 000	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION.
	<u>78 581 400</u>	<u>(8 530 000)</u>	<u>70 051 400</u>	<u>67 274 421</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
				- biens immobilisés liés
3	1 000	300 000	301 000	à l'infrastructure..... 262 458
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
				- logiciels et applications de
4	23 247 400	(300 000)	22 947 400	gestion - biens immobilisés..... 14 832 275
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION.
	23 248 400		23 248 400	15 094 733

Description du programme

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME
D'IMMOBILISATION – CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires			Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	
infrastructure (Poste 1)			biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)	
Paiements de transfert			Investissements dans des immobilisations	
Renouvellement des installations			corporelles.....	262 458
des partenaires.....	13 826 707			<u>262 458</u>
Subventions d'immobilisations...	11 462 112			
Autres opérations			Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	
Investissements dans les			logiciels et applications de gestion biens immobilisés (Poste 4)	
immobilisations.....	3 441 732			
		28 730 551		
		<u>28 730 551</u>	Logiciels d'application de gestion -	
			traitements et salaires.....	3 785 557
Crédits législatifs			Logiciels d'application de gestion -	
			avantages sociaux.....	324 676
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	38 543 870		Logiciels d'application de gestion -	
			coûts relatifs aux immobilisations.....	10 722 042
		38 543 870		<u>14 832 275</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES			SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES	
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -			SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	
PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....	67 274 421		PROGRAMME D'IMMOBILISATION.	15 094 733

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	264 233 435	262 636 980
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	53 063 792	52 647 352
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	84 230 510	65 185 120
Logement en milieu de soutien.....	2 226 129	2 258 293
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale.....	1 028 858	1 063 858
Autres.....	226 641	0
	<u>405 009 365</u>	<u>383 791 603</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	39 951 761	7 821 364
	<u>39 951 761</u>	<u>7 821 364</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	1 468 123	1 660 030
Maison pour groupe d'enfants.....	10 000	11 400
Accès à l'information - Droits.....	45 770	79 067
Justice pour les jeunes – Droits de permis.....	0	300
	<u>1 523 893</u>	<u>1 750 797</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>111</u>	<u>450</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	92 276 861	91 433 790
Frais de fonctionnement.....	7 962 373	9 047 767
Subventions.....	804 487	2 251 051
	<u>101 043 721</u>	<u>102 732 608</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation.....	466 692	679 037
Autres.....	911 880	774 794
Pénalités – intérêt.....	25 335	33 107
Indemnités de service judiciaire et de témoin.....	59	53
	<u>1 403 966</u>	<u>1 486 991</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>548 932 817</u></u>	<u><u>497 583 813</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-326
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-327
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....	2-330
ACCESSIBILITÉ.....	2-333
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-329
ÉTAT DES RECETTES.....	2-335

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4 231 765	Administration du ministère	5 460 641	5 442 757
	Programme relatif aux Affaires		
25 315 483	des personnes âgées	33 921 300	33 549 902
16 231 300	Accessibilité	15 501 100	14 685 302
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
45 778 548	DU MINISTÈRE	54 883 041	53 677 961
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
6 843 900	des personnes âgées	2 203 000	1 991 019
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
6 843 900	DU MINISTÈRE	2 205 000	1 991 019
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
0	des personnes âgées	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE			
0		2 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	4 391 800	1 020 000	5 411 800	Administration du ministère..... 5 380 724
L	47 841	1 000	48 841	Traitement versé aux ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	0		0	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 12,732
	<u>4 439 641</u>	<u>1 021 000</u>	<u>5 460 641</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 5 442 757
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	
				Affaires des personnes âgées - immobilisations..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				D'ADMINISTRATION
	1 000		1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	3 542 901	
Avantages sociaux.....	559 701	
Transports et communications.....	53 202	
Services.....	1 172 117	
Fournitures et matériel.....	52 803	
	<u>5 380 724</u>	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la		
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	12 732	
	<u>62 033</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>5 442 757</u>	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES
1	24 211 300	9 710 000	33 921 300	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 33 549 902
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 33 549 902
	<u>24 211 300</u>	<u>9 710 000</u>	<u>33 921 300</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 002 000	(800 000)	2 202 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 1 991 019
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..... 0</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 1 991 019
	<u>3 003 000</u>	<u>(800 000)</u>	<u>2 203 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le programme des Affaires des personnes âgées comprend des initiatives qui favorisent les collectivités adaptées aux besoins des personnes âgées et fait la promotion de la sécurité et de la protection des personnes âgées tout en optimisant leur autonomie et leur dignité. Le ministère, qui intervient comme agent de changement positif, joue un rôle de chef de file en donnant des conseils sur l'élaboration de politiques et de programmes gouvernementaux ayant des répercussions sur ces personnes. Cela inclut la contribution à l'élaboration de politiques et de programmes qui aident les personnes âgées à demeurer en bonne santé, en sécurité, en contact avec les autres et actives, la mise à profit des centres de vie active pour personnes âgées et l'apport de soutien financier aux organismes communautaires sans but lucratif qui servent les personnes âgées, la collaboration avec les partenaires communautaires et la mise à profit de leur expertise pour éviter les mauvais traitements envers les personnes âgées et y remédier; la surveillance de l'Office de réglementation des maisons de retraite pour veiller à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES- CRÉDIT 3502
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 710 845
Avantages sociaux.....	374 142
Transports et communications.....	27 805
Services.....	1 204 199
Fournitures et matériel.....	5 995
Paievements de transfert	
Paievement de transfert, Affaires des	
personnes âgées.....	29 226 916
	<u>33 549 902</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES	
DES PERSONNES ÂGÉES.....	<u>33 549 902</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 3)	
Services.....	25,345
Paievements de transfert	
Programme de protection et de sécurité	
des personnes âgées.....	1 965 674
	<u>1 991 019</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES	
DES PERSONNES ÂGÉES.....	<u>1 991 019</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3503				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ
1	19 451 100	(3 950 000)	15 501 100	Accessibilité..... 14 685 302
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
	<u>19 451 100</u>	<u>(3 950 000)</u>	<u>15 501 100</u>	DE L'ACCESSIBILITÉ..... 14 685 302

Description du programme :

Le programme de l'Accessibilité soutient, élabore et exécute des politiques qui favorisent l'accessibilité et aident les personnes handicapées à s'épanouir pleinement. Cela inclut la gestion de la conformité et de l'application de la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario ainsi que la supervision de l'examen et de l'élaboration de normes en vertu de la législation, la réalisation d'activités de sensibilisation et l'apport de soutiens pratiques aux entreprises afin d'éliminer les obstacles à l'accessibilité, le travail avec les employeurs pour mettre de l'avant l'intérêt commercial et les avantages économiques de l'emploi de personnes handicapées, les partenariats avec les organisations représentant les personnes handicapées pour aider à mettre ces dernières en lien avec les employeurs, ainsi que la collaboration avec tous les ministères pour mettre en œuvre le plan pluriannuel d'accessibilité de la fonction publique et éliminer les obstacles au niveau des politiques, des programmes et des services de première ligne du gouvernement.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ – CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Accessibilité (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	8 283 640	
Avantages sociaux.....	925 904	
Transports et communications.....	410 836	
Services.....	3 571 954	
Fournitures et matériel.....	56 056	
Paiements de transfert		
Programme de certification en		
matière d'accessibilité de la		
Fondation Rick Hansen.....	458 000	
Accessibilité - paiement de		
transfert.....	978 912	
	1 436 912	
	14 685 302	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ.....	14 685 302	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	32 000	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	854 038	337 076
DIVERS.....	45 273	21 402
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	931 311	358 478

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-338
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-340
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-343
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	2-345
COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	2-349
SERVICEONTARIO.....	2-351
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-353
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-356
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....	2-359
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-362
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-342, 2-352, 2-357, 2-362
ÉTAT DES RECETTES.....	2-365

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
36 066 022	Administration du ministère	33 214 808	32 882 380
	Information, protection de la vie privée et		
16 931 225	archives publiques	16 128 200	15 733 663
218 255 796	Services communs de l'Ontario	188 586 400	182 312 185
862 230	Commission de révision de la publicité	1 037 600	978 391
257 204 260	ServiceOntario	264 948 000	257 662 744
35 313 803	Services aux consommateurs	29 695 700	29 161 602
	Groupement pour l'intégration des		
47 762 199	services gouvernementaux	67 648 400	67 603 436
87 615 649	Projets d'infrastructure du gouvernement	102 847 500	102 650 738
	Services organisationnels de technologie		
18 778 458	de l'information	13 367 800	12 361 163
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
718 789 642	DU MINISTÈRE	717 474 408	701 346 302
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
0	Services communs de l'Ontario	3 774 700	3 774 682
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
0	services gouvernementaux	750 000	750 000
	Services organisationnels de technologie		
14 503 922	de l'information	29 720 000	27 403 141
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
14 503 922	DU MINISTÈRE	34 244 700	31 927 823

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2019–2020	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Information, protection de la vie privée et		
3 332 379	archives publiques	3 245 700	3 245 613
5 677 880	Services communs de l'Ontario	3 955 100	6 192 678
5 887 181	ServiceOntario	7 940 000	7 427 678
668 700	Services aux consommateurs	1 000	0
	Groupement pour l'intégration des		
574 629	services gouvernementaux	2 157 200	1 750 629
160 088 215	Projets d'infrastructure du gouvernement	92 201 800	87 752 096
	Services organisationnels de technologie		
9 340 938	de l'information	10 024 000	10 015 823
	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
185 569 922	DU MINISTÈRE	119 525 800	116 384 517
BIENS IMMOBILISÉS			
16 876 743	Services communs de l'Ontario	2 938 400	2 937 659
11 763 142	ServiceOntario	8 222 100	8 078 535
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
8 232 087	services gouvernementaux	4 140 900	4 060 852
26 554 679	Projets d'infrastructure du gouvernement	180 102 300	175 198 357
	Services organisationnels de technologie		
33 997 027	de l'information	45 700 000	44 918 989
	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	241 103 700	235 194 392

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	32 368 800	781 500	33 150 300	Administration du ministère..... 32 816 412
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 667	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>32 432 814</u>	<u>781 500</u>	<u>33 214 808</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 32 882 380
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	(1,000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1,000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....		20 088 658	Traitements et salaires.....	3 455 257	
Avantages sociaux.....		2 651 707	Avantages sociaux.....	419 897	
Transports et communications.....		227 848	Transports et communications.....	58 739	
Services.....		58 348 648	Services.....	332 479	
Fournitures et matériel.....		86 038	Fournitures et matériel.....	8 739	
		81 402 899			4 275 111
Moins: Recouvrements.....		48 586 487			
		32 816 412	<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	2 672 207	
Traitements et salaires.....	3 859 354		Avantages sociaux.....	437 518	
Avantages sociaux.....	546 732		Transports et communications.....	15 903	
Transports et communications.....	44 485		Services.....	189 748	
Services.....	263 368		Fournitures et matériel.....	2 803	
Fournitures et matériel.....	11 941				3 318 179
		4 725 879	<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	10 101 840		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux.....	1 247 560		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	72 266		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Services.....	49 820 055				65 968
Fournitures et matériel.....	28 853				
	61 270 574				
Moins: Recouvrements.....	48 586 487				
		12 684 087	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Services juridiques</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		32 882 380
Transports et communications.....	36 455				
Services.....	7 742 997				
Fournitures et matériel.....	33 702				
		7 813 154			

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
7	16 887 200	(759 000)	16 128 200	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 15 733 663
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 15 733 663
	<u>16 887 200</u>	<u>(759 000)</u>	<u>16 128 200</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	3 245 700		3 245 700	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 3 245 613
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES 3 245 613
	<u>3 245 700</u>		<u>3 245 700</u>	

Description du programme:

Information, protection de la vie privée et Archives publiques fournit aux ministères, aux organismes et au secteur parapublic de l'orientation et des conseils stratégiques sur la gestion des documents et de l'information, l'accès à l'information et la protection de la vie privée. Elle collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 180

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	8 318 876	Services.....	3 245 613
Avantages sociaux.....	1 317 138		<u>3 245 613</u>
Transports et communications.....	511 857		
Services.....	14 387 327		
Fournitures et matériel.....	89 997		
Paielements de transfert			
Subventions à l'appui des			
archives publiques de			
l'Ontario.....	<u>20 000</u>		
	20 000		
	<u>24 645 195</u>		
Moins: Recouvrements.....	8 911 532		
	<u>15 733 663</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES <u><u>3 245 613</u></u>	
	<u><u>15 733 663</u></u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5	170 167 900	4 916 500	175 084 400	Services communs de l'Ontario..... 175 045 624
				Services centralisés de la FPO –
				Commission de la sécurité
				professionnelle et de l'assurance
27	1 000		1,000	contre les accidents du travail 0
				Fonds d'indemnisation des victimes
				d'accidents de véhicules
31	1 000		1,000	automobiles..... 0
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne.... 7 266 561
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO... 182 312 185
	<u>183 669 900</u>	<u>4 916 500</u>	<u>188 586 400</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	3 773 700	3 774 700	Services communs de l'Ontario..... 3 774 682
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO..... 3 774 682
	<u>1 000</u>	<u>3 773 700</u>	<u>3 774 700</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
12	2 000	(2 000)	0	Services communs de l'Ontario..... 0
				Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 6 192 678
L	<u>3 955 100</u>		<u>3 955 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
	<u>3 957 100</u>	<u>(2 000)</u>	<u>3 955 100</u>	PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO... 6 192 678
BIENS IMMOBILISÉS				
14	<u>11 674 200</u>	<u>(8 735 800)</u>	<u>2 938 400</u>	Services communs de l'Ontario..... 2 937 659
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>11 674 200</u>	<u>(8 735 800)</u>	<u>2 938 400</u>	- PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 2 937 659

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario offrent à tous les ministères, aux fonctionnaires et à certains organismes des services communs internes et centralisés touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services communs de l'Ontario (Poste 5)			Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)	
Traitements et salaires.....	120 747 979		Traitements et salaires.....	2 379 388
Avantages sociaux.....	18 722 480		Avantages sociaux.....	350 030
Transports et communications.....	7 708 377		Transports et communications.....	15 896
Services.....	52 103 009		Services.....	7 128 679
Fournitures et matériel.....	1 159 155		Fournitures et matériel.....	13 660
Paiements de transfert				9 887 653
Programmes d'emplois pour étudiants.....	0		Moins: Recouvrements.....	9 887 653
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic.....	2 611 437			0
		2 611 437	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	182 312 185
Autre opérations				
Autre opérations.....	300 529		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Emplois d'été.....	9 426 801		Crédits législatifs	
		9 727 330	Autre opérations	
		212 779 767	Amortissement – Services communs de l'Ontario, Loi sur l'administration financière..	6 679 866
Moins: Recouvrements.....	37 734 143		Moins: Recouvrements.....	487 188
		175 045 624		6 192 678
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 27)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	6 192 678
Services.....	53 852 806			
		53 852 806		
Moins: Recouvrements.....	53 852 806			
		0		
Crédits législatifs				
Autre opérations				
Loi sur les actions contre la Couronne.....	7 266 561			
		7 266 561		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
BIENS IMMOBILISÉS		
Services communs de l'Ontario (Poste 14)		
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	452 035	
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....	46 370	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 439 254	
	<u>2 937 659</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS		
DE L'ONTARIO.....	<u>2 937 659</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Révision de la Publicité (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	415 228	
Avantages sociaux.....	54 218	
Transports et communications.....	5 344	
Services.....	498 741	
Fournitures et matériel.....	4 860	
	<u>978 391</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	<u>978 391</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME SERVICEONTARIO
1	214 231 600	45 414 400	259 646 000	ServiceOntario..... 257 495 831
				Demandes d'indemnisation adressées
				à la Caisse d'assurance des droits
				immobiliers, <i>Loi sur</i>
				<i>l'enregistrement des droits</i>
L	5 001 000		5 001 000	<i>immobiliers..... 0</i>
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	301 000		301 000	<i>l'administration financière..... 166 913</i>
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
	219 533 600	45 414 400	264 948 000	PROGRAMME SERVICEONTARIO 257 662 744
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000 000	(1 250 000)	750 000	ServiceOntario..... 583 598
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	7 190 000		7 190 000	<i>l'administration financière..... 6 844 080</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	9 190 000	(1 250 000)	7 940 000	PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 7 427 678
BIENS IMMOBILISÉS				
3	14 600 400	(6 378 300)	8 222 100	ServiceOntario..... 8 078 535
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	14 600 400	(6 378 300)	8 222 100	PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 8 078 535

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes – par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
ServiceOntario (Poste 1)		ServiceOntario (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	110 274 641	Logiciels d'application de gestion –	
Avantages sociaux.....	19 457 832	traitements et salaires.....	1 797 451
Transports et communications.....	17 538 571	Logiciels d'application de gestion –	
Services.....	110 215 831	avantages sociaux.....	223 154
Fournitures et matériel.....	11 396 215	Logiciels d'application de gestion – coûts	
	268 883 090	relatifs aux immobilisations.....	6 057 930
Moins: Recouvrements.....	11 387 259		8 078 535
	<u>257 495 831</u>		
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Crédits législatifs		PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	8 078 535
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière.....</i>	166 913		
	<u>166 913</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	257 662 744		
	<u><u>257 662 744</u></u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
ServiceOntario (Poste 2)			
Services.....	583 598		
	<u>583 598</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière.....</i>	6 844 080		
	<u>6 844 080</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	7 427 678		
	<u><u>7 427 678</u></u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	28 485 500	1 208 200	29 693 700	Services aux consommateurs..... 29 161 602
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>28 487 500</u>	<u>1 208 200</u>	<u>29 695 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 29 161 602
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>3 000</u>	<u>(2 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Description du programme:

Les Services aux consommateurs est responsable de politiques, de programmes et de services adaptés aux besoins de la population et des entreprises de l'Ontario. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs fournissent des services dans les domaines de la protection des consommateurs, de la sécurité du public et du droit des entreprises. Dans leur rôle de leader de la transformation numérique, ils conçoivent et fournissent de l'information et des services en ligne, et établissent des politiques et des normes numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	22 027 016	
Avantages sociaux.....	3 002 903	
Transports et communications.....	349 128	
Services.....	3 049 568	
Fournitures et matériel.....	295 987	
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux		
consommateurs.....	437 000	
	<u>29 161 602</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
PROGRAMME DES SERVICES AUX		
CONSOMMATEURS.....	<u>29 161 602</u>	

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil		
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	67 866 900	(218 500)	67 648 400	
				Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
				67 603 436
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....
	67 866 900	(218 500)	67 648 400	67 603 436
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	300 000	450 000	750 000	
				Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....
				750 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....
	300 000	450 000	750 000	750 000

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	BIENS IMMOBILISÉS
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 1)	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 6)
Traitements et salaires..... 30 725 180	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires..... 1 452 164
Avantages sociaux..... 3 890 672	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux..... 155 440
Transports et communications..... 1 121 521	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations..... 2 453 248
Services..... 83 619 802	
Fournitures et matériel..... 84 234	
119 441 409	
Moins: Recouvrements..... 51 837 973	
67 603 436	4 060 852
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 67 603 436	– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX... 4 060 852
CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 1 918 314	
Moins: Recouvrements..... 167 685	
1 750 629	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –	
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 1 750 629	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	89 406 500	13 297 000	102 703 500	
L	<u>144 000</u>		<u>144 000</u>	
	<u>89 550 500</u>	<u>13 297 000</u>	<u>102 847 500</u>	
				PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT
				Biens immobiliers..... 102 650 738
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 102 650 738
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	87 541 600	4 659 200	92 200 800	Biens immobiliers..... 87 752 096
4	1 000	(1 000)	0	Biens immobiliers - charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i> - programme des biens immobiliers..... 0
	<u>87 543 600</u>	<u>4 658 200</u>	<u>92 201 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 87 752 096
BIENS IMMOBILISÉS				
3	<u>165 719 500</u>	<u>14 382 800</u>	<u>180 102 300</u>	Biens immobiliers..... 175 198 357
	<u>165 719 500</u>	<u>14 382 800</u>	<u>180 102 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 175 198 357

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Description du programme:

Le programme des biens immobiliers est responsable de la gestion d'une grande partie du portefeuille immobilier public de l'Ontario, qui est par sa taille l'un des principaux du genre au Canada. Le programme est responsable de l'élaboration des politiques, de la législation et des programmes relatifs aux biens immobiliers publics et confisqués et contribue à la prestation de services publics de calibre mondial. Cela inclut la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens, la gestion de l'espace, la planification des immobilisations et les améliorations locatives. La division supervise le volet Biens immobiliers d'Infrastructure Ontario.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT – CRÉDIT 1820

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Biens immobiliers (Poste 1)		Biens immobiliers (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	4 736 704	Terrains.....	8 065 288
Avantages sociaux.....	571 803	Immeubles – diversification des modes	
Transports et communications.....	38 335	financement et de l'approvisionnement.....	167 133 069
Services.....	92 330 913		<u>175 198 357</u>
Fournitures et matériel.....	3 422		
	<u>97 681 177</u>		
Autres opérations.....	4 969 561	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	<u>102 650 738</u>	– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	
		GOUVERNEMENT.....	<u><u>175 198 357</u></u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU			
GOUVERNEMENT.....	<u><u>102 650 738</u></u>		
CHARGES D'IMMOBLISATIONS			
Biens immobiliers (Poste 2)			
Transports et communications.....	7,357		
Services.....	87,580,324		
	<u>87 587 681</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –			
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU			
GOUVERNEMENT.....	<u><u>87 587 681</u></u>		

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1821

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)		Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	108 332 541	Matériel de technologie de l'information.....	41 837 648
Avantages sociaux.....	14 588 402	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations.....	3 081 341
Transports et communications.....	28 755 861		<u>44 918 989</u>
Services.....	222 620 995		
Fournitures et matériel.....	8 846 312		
	<u>383 144 111</u>		
Moins : recouvrements.....	370 782 948	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	<u>12 361 163</u>	– PROGRAMME DES SERVICES	
		ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		DE L'INFORMATION.....	<u>44 918 989</u>
– PROGRAMME DES SERVICES			
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE			
DE L'INFORMATION.....	<u>12 361 163</u>		
CHARGES D'IMMOBLISATIONS			
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)			
Services.....	10 014 823		
	<u>10 014 823</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	42 897 233		
	<u>42 897 233</u>		
Moins: Recouvrements.....	42 896 233		
	<u>1 000</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –			
– PROGRAMME DES SERVICES			
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE			
DE L'INFORMATION.....	<u>10 015 823</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux statistiques.....	513 164	424 847
	<u>513 164</u>	<u>424 847</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>2 192 442</u>	<u>2 648 074</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières.....	63 230 127	61 496 039
Constitutions en sociétés.....	26 603 214	26 255 286
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	18 296 204	18 261 504
Loi sur les noms commerciaux.....	9 571 051	9 561 821
Recherches et certificats.....	8 637 966	7 846 453
Loi sur le mariage.....	3 007 581	2 942 700
Loi sur les organismes d'application délégués.....	2 828 709	2 776 635
Loi sur le changement de nom.....	1 746 114	1 739 574
Loi sur les sociétés en commandite.....	847 216	859 897
Certificat d'authenticité.....	830 449	855 956
Loi de concernant les prêts sur salaire.....	682 218	728 658
Commissaire aux affidavits.....	499 417	463 199
Permis extraprovinciaux.....	129 847	161 181
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette.....	19 797	23 530
Déclarations annuelles obligatoires.....	1 745	3 117
Autres.....	968 994	786 687
	<u>137 900 649</u>	<u>134 762 237</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>25 680</u>	<u>4 600</u>
REDEVANCES.....	<u>43</u>	<u>50</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	1 474 893	1 597 025
Autres.....	104 490 061	120 065
	<u>105 964 954</u>	<u>1 717 090</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>20 013 176</u>	<u>124 463</u>
DIVERS		
Intérêt.....	12 390	10 616
Autres.....	5 343 848	2 603 574
	<u>5 356 238</u>	<u>2 614 190</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>271 966 346</u>	<u>142 295 551</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-370
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-373
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-377
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-381
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-385
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-387
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-389
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-392
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-394
SERVICE D'INSPECTION.....	2-396
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-397
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU.....	
DE LA LOI (L).....	2-372, 2-376, 2-380, 2-384, 2-390
ÉTAT DES RECETTES.....	2-399

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
177 098 272	Administration du ministère	182 468 187	183 666 304
316 964 661	Division de la sécurité publique	315 935 300	315 142 832
1 159 148 610	Police provinciale de l'Ontario	1 167 666 900	1 167 600 398
986 038 712	Services correctionnels	1 023 509 900	1 022 865 549
78 652 236	Services technologiques pour la justice	95 748 200	95 598 903
815 398	Organismes, conseils et commissions	881 800	756 867
82 847 269	Planification et gestion des situations d'urgence	83 458 500	83 366 835
7 996 509	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 698 900	7 486 397
25 037 279	Formation en matière de sécurité publique	25 982 000	25 941 743
0	Service d'inspection	1 000	0
3 553 800	Direction générale de l'action contre le racisme	3 587 000	3 581 053
2 838 152 746	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 906 937 687	2 906 006 883
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	Service d'inspection	2 000	0
0	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	21 000	0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2 149 100	Administration du ministère	2 245 500	2 181 135
18 678 658	Division de la sécurité publique	22 094 900	21 962 082
37 893 032	Police provinciale de l'Ontario	37 704 700	37 165 651
63 205 748	Services correctionnels	52 143 500	50 392 669
1 838 481	Services technologiques pour la justice	1 837 700	1 838 481
99 389	Planification et gestion des situations d'urgence	244 800	133 832
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
2 278 188	Formation en matière de sécurité publique	923 300	876 495
126 142 596	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	117 196 400	114 550 345
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
383 504	Division de la sécurité publique	1 000 400	923 739
40 548 015	Police provinciale de l'Ontario	122 689 400	118 484 329
13 617 782	Services correctionnels	14 392 500	4 914 233
0	Services technologiques pour la justice	156 428 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	5 700 000	5 494 166
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
54 549 301	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	300 213 300	129 816 467

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	145 439 400	19 442 600	164 882 000	Administration du ministère..... 163 862 139
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 29 121
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 19 635 744
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 90 000
	<u>145 570 587</u>	<u>19 442 600</u>	<u>165 013 187</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>183 666 304</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>0</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 930 000	(686 500)	2 243 500	Renouvellement des installations..... 2 181 135
5	1 000		1 000	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	<u>2 932 000</u>	<u>(686 500)</u>	<u>2 245 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>2 181 135</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>0</u>

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification interne.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Locaux – Frais de location		
Traitements et salaires.....	28 797 907		Services.....	112 516 561	
Avantages sociaux.....	3 859 667				112 516 561
Transports et communications.....	598 859		Modernization		
Services.....	130 425 563		Traitements et salaires.....	5 582 123	
Fournitures et matériel.....	180 143		Avantages sociaux.....	699 547	
	163 862 139		Transports et communications.....	69 583	
Bureau principal			Services.....	184 953	
Traitements et salaires.....	4 281 125		Fournitures et matériel.....	14 009	
Avantages sociaux.....	849 498				6 550 214
Transports et communications.....	141 861		Crédits législatifs		
Services.....	421 316		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel.....	9 499		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
	5 703 299		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services ministériels			de la Loi sur le Conseil exécutif.....		29 121
Traitements et salaires.....	15 638 342		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	1 847 990		Paiements effectués en vertu de la		
Transports et communications.....	261 969		Loi sur l'administration financière.....		19 635 744
Services.....	9 891 296		Créances irrécouvrables, Loi sur		
Fournitures et matériel.....	81 581		l'administration financière		90 000
	27 721 178				19 804 166
Services de communication			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 274 086		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		183 666 304
Avantages sociaux.....	460 641		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports et communications.....	28 906		Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services.....	352 630		Services.....	772 591	
Fournitures et matériel.....	51 527		Fournitures et matériel.....	229 946	
	4 167 790		Autres opérations		
Services juridiques			Investissements dans les immobilisations.....	1 178 598	
Traitements et salaires.....	22 231			2 181 135	
Avantages sociaux.....	1 992		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
Transports et communications.....	96 540		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		2 181 135
Services.....	7 058 808				
Fournitures et matériel.....	23 527				
	7 203 098				

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
1	593 500	84 300	677 800	Division de la sécurité publique –
5	281 747 400	(63 300)	281 684 100	Bureau du sous-ministre adjoint..... 657 582
6	2 672 300	2 354 100	5 026 400	Direction des relations extérieures..... 280 924 290
7	28 320 100	226 900	28 547 000	Services privés de sécurité et d'enquête 5 025 348
				Centre des sciences judiciaires..... 28 535 612
	313 333 300	2 602 000	315 935 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 315 142 832
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité
				publique et des politiques..... 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	21 425 500		21 425 500	Division de la sécurité publique..... 21 337 667
				Amortissement – Loi sur
L	752 600	(83 200)	669 400	<i>l'administration financière</i> 624 416
	<u>22 178 100</u>	<u>(83 200)</u>	<u>22 094 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE <u>21 962 082</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
8	1 000 400		1 000 400	Division de la sécurité publique..... 923 739
	<u>1 000 400</u>		<u>1 000 400</u>	TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE <u>923 739</u>

Description du programme :

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; administration des subventions pour la sécurité communautaire; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, qui remplace la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario; administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières nations et le gouvernement fédéral pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$

BIENS IMMOBILISÉS

Division de la sécurité publique (Poste 8)

Machines et équipement- coûts relatifs aux immobilisations.....	923 739
	<u>923 739</u>
 TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	 <u><u>923 739</u></u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	169 412 500	27 288 300	196 700 800	Services ministériels et stratégiques..... 196 699 521
2	7 167 300	(1 166 400)	6 000 900	Bureau du contrôleur des armes à feu..... 5 991 268
3	145 043 700	7 384 100	152 427 800	Enquêtes et crime organisé..... 152 426 790
4	734 876 700	29 548 800	764 425 500	Services régionaux et circulation..... 764 424 444
5	64 965 700	(17 398 800)	47 566 900	Gestion du parc automobile..... 47 566 633
				Paielements en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	544 000	545 000	<i>les services policiers</i> 491 743
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLICE
	1 121 466 900	46 200 000	1 167 666 900	PROVINCIALE DE L'ONTARIO.... 1 167 600 399
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
	2 000		2 000	- POLICE PROVINCIALE DE
				L'ONTARIO..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	28 274 900	(1 649 600)	26 625 300	Police provinciale de l'Ontario..... 27 331 868
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>
L	11 878 600	(799 200)	11 079 400	<i>financière</i> 10 561 164
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – POLICE
	40 153 500	(2 448 800)	37 704 700	PROVINCIALE DE L'ONTARIO... 37 893 032

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604 POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	122 689 400		122 689 400	Police provinciale de l'Ontario..... 118 484 329
	<u>122 689 400</u>		<u>122 689 400</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 118 484 329

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)			Gestion du parc automobile (Poste 5)		
Traitements et salaires.....	127 978 188		Transports et communications.....	53,365	
Avantages sociaux.....	12 002 004		Services.....	26,101,408	
Transports et communications.....	15 887 011		Fournitures et matériel.....	24,279,619	
Services.....	30 885 540			50,434,392	
Fournitures et matériel.....	11 085 714		Moins : Recouvrements.....	2,867,759	
	197 838 457			47,566,633	
Moins : Recouvrements.....	1 138 936				
	196 699 521				
			Crédits législatifs		
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	3 488 013		Paielements en vertu de la		
Avantages sociaux.....	351 821		<i>Loi sur les services policiers</i>	491 743	
Transports et communications.....	66 369			491 743	
Services.....	2 048 817				
Fournitures et matériel.....	36 248				
	5 991 268				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	1 167 600 398	
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	123 217 692		Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Avantages sociaux.....	9 788 094		Services.....	3 978 770	
Transports et communications.....	5 720 087		Autres opérations		
Services.....	13 989 367		Investissements dans		
Fournitures et matériel.....	2 463 493		les immobilisations.....	21,784,502	
	155 178 733		Perte due à l'aliénation		
Moins : Recouvrements.....	2 751 943		des actifs.....	364 341	
	152 426 790			22 148 843	
				26 127 612	
Services régionaux et circulation (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	655 187 800		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	112 735 370		Autres opérations		
Transports et communications.....	6 314 455		Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>		
Services.....	19 482 507		<i>financière</i>	11 038 038	
Fournitures et matériel.....	6 397 835			11 038 038	
	800 117 967				
Moins : Recouvrements.....	35 693 523				
	764 424 444				
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	37 165 650	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

		\$
BIENS IMMOBILISÉS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Immeubles – partenariats publics-privés.....	106 136 737	
Machines et équipement – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	7 545 422	
Matériel de technologie de l'information.....	2 332 683	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	1 041 844	
Avions - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 427 642	
	<u>118 484 328</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	118 484 328	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	
1	26 475 000	(4 166 900)	22 308 100	Soutien opérationnel..... 22 274 607
2	10 096 200	3 227 800	13 324 000	Formation du personnel..... 13 119 531
3	767 863 000	89 042 000	856 905 000	Services en établissement..... 856 893 142
4	126 127 300	389 100	126 516 400	Services communautaires..... 126 127 176
5	3 617 800	838 600	4 456 400	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels..... 4 451 093
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 022 865 549
	<u>934 179 300</u>	<u>89 330 600</u>	<u>1 023 509 900</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000		2 000	Services correctionnels..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
6	83 679 700	(35 383 300)	48 296 400	Établissements correctionnels..... 46 609 234
				Services en établissement – charges
10	1 000	1 262 000	1 263 000	liées aux biens immobilisés..... 1 261 345
				Services communautaires – charges
11	1 000		1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement – Services en
				établissement – <i>Loi sur</i>
L	2 213 900	369 200	2 583 100	<i>l'administration financière</i> 2 522 091
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	85 895 600	(33 752 100)	52 143 500	CORRECTIONNELS..... 50 392 669
BIENS IMMOBILISÉS				
8	14 392 500		14 392 500	Services en établissement..... 4 914 233
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DES SERVICES –
	14 392 500		14 392 500	CORRECTIONNELS..... 4 914 233

Description du programme:

Le ministère du Solliciteur général est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et une réinsertion réussie, tout en protégeant la sécurité publique.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	15 237 493		Traitements et salaires.....	92 530 270	
Avantages sociaux.....	2 097 344		Avantages sociaux.....	16 052 269	
Transports et communications.....	737 904		Transports et communications.....	1 679 212	
Services.....	4 483 051		Services.....	10 796 967	
Fournitures et matériel.....	4 801 979		Fournitures et matériel.....	735 654	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme de travail			Services à la clientèle en		
communautaire.....	884 254		résidences communautaires		
	884 254		ou résidences externes.....	4 332 804	
	28 242 025			4 332 804	
Moins: Recouvrements.....	5 967 418			126 127 176	
	22 274 607				
Formation du personnel (Poste 2)			Surveillance et enquêtes pour les services		
Traitements et salaires.....	9 358 175		correctionnels (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	1 592 736		Traitements et salaires.....	3 119 960	
Transports et communications.....	360 182		Avantages sociaux.....	400 219	
Services.....	1 242 378		Transports et communications.....	76 937	
Fournitures et matériel.....	566 060		Services.....	830 132	
	13 119 531		Fournitures et matériel.....	23 845	
Services en établissement (Poste 3)				4 451 093	
Traitements et salaires.....	580 006 432		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	112 115 920		PROGRAMME DES SERVICES		
Transports et communications.....	4 800 420		CORRECTIONNELS.....	1 022 865 549	
Services.....	74 572 028				
Fournitures et matériel.....	81 832 924				
Paiements de transfert					
Subventions tenant lieu					
d'impôt aux municipalités.....	722 889				
Allocation exceptionnelle aux					
détenus atteints d'un					
handicap permanent.....	9 444				
Programme de sensibilisation					
à la violence.....	101 794				
Programmes de réadaptation					
des délinquants.....	2 730 374				
	3 564 501				
	856 892 225				
Recouvrements.....	917				
	856 893 142				

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services.....	14 141 774
Fournitures et matériel.....	104 759
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	32 362 700
	<u>46 609 233</u>
Services en établissement - charges liées aux biens immobilisés (Poste 10)	
Autres opérations.....	1 261 345
	<u>1 261 345</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 522 091
	<u>2 522 091</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....	<u>50 392 669</u>
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés.....	2 435 195
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 479 038
	<u>4 914 233</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....	<u>4 914 233</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	165 019 800	(69 271 600)	95 748 200	Services technologiques pour la justice..... 95 598 903
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>165 019 800</u>	<u>(69 271 600)</u>	<u>95 748 200</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE <u>95 598 903</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE <u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	10 301 000	(10 301 000)	0	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	29 624 400	(27 786 700)	1 837 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 838 481
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>39 925 400</u>	<u>(38 087 700)</u>	<u>1 837 700</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE <u>1 838 481</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
4	158 658 500	(2 230 500)	156 428 000	Services technologiques pour la justice..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	<u>158 658 500</u>	<u>(2 230 500)</u>	<u>156 428 000</u>	PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE <u>0</u>

Description du programme:

Le programme des Services technologiques pour la justice (STJ) assure le leadership et prodigue des conseils à ses partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie générale pour l'information et la technologie de l'information et au Plan stratégique 2020 des STJ, qui concrétisent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	32 617 762
Avantages sociaux.....	4 426 375
Transports et communications.....	47 041 179
Services.....	105 192 410
Fournitures et matériel.....	95 179
	189 372 905
Moins: Recouvrements.....	93 774 002
	95 598 903
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	95 598 903
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
<i>financière.....</i>	1 838 481
	1 838 481
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	1 838 481

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1	905 800	(24 000)	881 800	
				Organismes, conseils et commissions..... 756 867
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES
				CONSEILS ET COMMISSIONS.. 756,867
	<u>905 800</u>	<u>(24 000)</u>	<u>881 800</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	
				Organismes, conseils et commissions..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES
				CONSEILS ET COMMISSIONS.. 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		385 832
Avantages sociaux.....		55 106
Transports et communications.....		49 803
Services.....		264 644
Fournitures et matériel.....		1 482
		<u>756 867</u>
 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	141 100	
Avantages sociaux.....	20 955	
Transports et communications.....	33 689	
Services.....	217 245	
Fournitures et matériel.....	<u>712</u>	
		<u>413 700</u>
 <i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires.....	244 732	
Avantages sociaux.....	34 152	
Transports et communications.....	16 115	
Services.....	47 399	
Fournitures et matériel.....	<u>771</u>	
		<u>343 167</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS.....		<u><u>756 867</u></u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
5	46 078 200	2 538 100	48 616 300	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 47 384 387
8	38 251 900	(3 409 700)	34 842 200	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 35 462 882
	<u>84 330 100</u>	<u>(871 600)</u>	<u>83 458 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE <u>82 847 269</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE <u>0</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000		1 000	Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	238 000	5 800	243 800	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 133 832
	<u>239 000</u>	<u>5 800</u>	<u>244 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				<u>133 832</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
6	5 700 000		5 700 000	Planification et gestion des situations d'urgence..... 5 494 166
	<u>5 700 000</u>		<u>5 700 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				<u>5 494 166</u>

Description du programme:

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et des bureaux du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	18 768 683		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	2 073 697		Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	756 718		financière.....	133 832
Services.....	24 246 509			<u>133 832</u>
Fournitures et matériel.....	650 189			
Paievements de transfert				
Subventions pour les services judiciaires.....	2 120 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	<u>48 615 796</u>		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
			ET GESTION DES SITUATIONS	
			D'URGENCE.....	<u>133 832</u>
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)				
Traitements et salaires.....	19 641 770		BIENS IMMOBILISÉS	
Avantages sociaux.....	3 268 814			
Transports et communications.....	1 447 439		Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Services.....	5 938 963			
Fournitures et matériel.....	1 991 452		Parc automobile et flotte de bateaux	
Paievements de transfert			- couts relatifs aux immobilisations.....	5 494 166
Subventions pour la				<u>5 494 166</u>
sécurité-incendie.....	2 460 000			
Subventions pour les opérations			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
d'urgence.....	2 601		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
	<u>2 462 601</u>		ET GESTION DES SITUATIONS	
	<u>34 751 039</u>		D'URGENCE.....	<u>5 494 166</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION				
ET GESTION DES SITUATIONS				
D'URGENCE.....	<u>83 366 835</u>			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
1	4 550 800	3 148 100	7 698 900	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 7 486 397
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>4 550 800</u>	<u>3 148 100</u>	<u>7 698 900</u>	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 7 486 397
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0

Description du programme:

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, l'analyse des données, la recherche, la mesure du rendement et les analyses économiques, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	6 209 501
Avantages sociaux.....	857 424
Transports et communications.....	81 557
Services.....	301 352
Fournitures et matériel.....	36 563
	<u>7 486 397</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	
	<u><u>7 486 397</u></u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2611				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE
1	25 222 100	759 900	25 982 000	Formation en matière de sécurité publique..... 25 941 743
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 25 941 743
	<u>25 222 100</u>	<u>759 900</u>	<u>25 982 000</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
7	1 502 000	(579 700)	922 300	Formation en matière de sécurité publique..... 876 495
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 876 495
	<u>1 503 000</u>	<u>(579 700)</u>	<u>923 300</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	

Description du programme:

La Division de la formation en matière de sécurité publique a pour mission de soutenir la formation spécialisée du personnel des services de police et des autres agents chargés de la sécurité communautaire afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de sécurité publique, de manière durable.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)			Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	11 153 779		Services.....	876 495
Avantages sociaux.....	1 243 903			<u>876 495</u>
Transports et communications.....	1 203 545			
Services.....	9 741 637			
Fournitures et matériel.....	2 598 879			
	<u>25 941 743</u>			
<i>Soutien aux entreprises</i>				
Traitements et salaires.....	577 812			
Avantages sociaux.....	66 887			
Transports et communications.....	4 832			
Services.....	20 302			
Fournitures et matériel.....	2 279			
	<u>672 113</u>			
<i>Collège de police de l'Ontario</i>				
Traitements et salaires.....	10 575 967			
Avantages sociaux.....	1 177 016			
Transports et communications.....	1 198 712			
Services.....	9 721 335			
Fournitures et matériel.....	2 596 600			
	<u>25 269 630</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE FORMATION EN			PROGRAMME DE FORMATION EN	
MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....			MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	
	<u><u>25 941 743</u></u>			<u><u>876 495</u></u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2612				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			SERVICE D'INSPECTION	
2	1 000		1 000	Service d'inspection..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
	1 000		1 000	DE SERVICE D'INSPECTION..... 0
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000		2 000	Service d'inspection..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE SERVICE
	2 000		2 000	D'INSPECTION..... 0

Description du programme:

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers qui a reçu la sanction royale, mais qui n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère. L'inspecteur général et le Service d'inspection qui l'appuie ont pour objet de surveiller et de mener les inspections associées à la conformité à la Loi et de traiter certaines plaintes à l'égard des services policiers et des membres de conseils. L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité. Ce nouveau rôle améliorera la capacité du ministère d'assurer la conformité à la Loi et à ses règlements d'application, y compris la prestation de services policiers adéquats et efficaces dans l'ensemble de la province.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'action contre le racisme (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 127 019	
Avantages sociaux.....	285 574	
Transports et communications.....	34 054	
Services.....	462 698	
Fournitures et matériel.....	4 783	
Paiements de transfert		
Initiatives contre le racisme.....	666 925	
	<u>3 581 053</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION		
CONTRE LE RACISME.....		
	<u><u>3 581 053</u></u>	

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants.....	12 035 869	12 465 789
Contrôle des armes à feu.....	6 150 000	6 150 000
Les services policiers des Premières nations.....	6 737 968	6 298 966
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	7 848 459	6 478 336
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	2 772 964	3 550 643
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	1 587 240	2 191 321
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	2 863 660	1 421 300
Autres.....	643 232	248 058
	<u>44 089 393</u>	<u>42 254 413</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	300 220 365	275 020 430
Remaniement des services locaux.....	127 338 537	138 317 402
Acquittement – Compte Bell.....	4 882 082	4 955 378
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	3 215 479	2 624 018
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Autres.....	2 252 201	2 788 169
	<u>439 033 663</u>	<u>424 830 397</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	26 918 833	22 210 187
Frais pour chèques refusés.....	245	140
	<u>26 919 078</u>	<u>22 210 327</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>23 454</u>	<u>(57)</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	305 179	376 767
Les Industries Trilcor.....	92 125	205 919
	<u>397 304</u>	<u>582 686</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	121 449	142 273
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>8 785 721</u>	<u>7 671 983</u>
DIVERS.....	<u>334 122</u>	<u>227 015</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>519 704 184</u></u>	<u><u>497 919 037</u></u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-402
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-404
TOURISME.....	2-407
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-410
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-413
CULTURE.....	2-415
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-417
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-419
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-406, 2-409, 2-412, 2-416
ÉTAT DES RECETTES.....	2-421

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 513 083	Administration du ministère	29 349 014	29 006 876
129 947 829	Tourisme	106 128 200	105 346 586
59 337 116	Sports, loisirs et programmes communautaires	59 716 400	57 803 918
256 484 462	Culture	234 996 600	234 296 454
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000	103 497 000
627 822 379	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	735 833 000	735 832 907
1 204 104 869	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 269 520 214	1 265 783 741
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
0	Sports, loisirs, et communautaires	1 000	0
46 424 435	Immobilisations touristiques et culturelles	96 470 300	65 074 374
0	Culture	2 000	0
46 424 435	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	96 479 300	65 074 374

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	3 000	0
0	Tourisme	14 318 000	0
0	Culture	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	14 322 000	0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	25 814 700	3 470 300	29 285 000	Administration du ministère..... 28 921 187
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 36 388
	<u>25 878 714</u>	<u>3 470 300</u>	<u>29 349 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 29 006 876
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 000		4 000	Administration du ministère..... 0
L	2 000		2 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>6 000</u>		<u>6 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
2	3 000		3 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	<u>3 000</u>		<u>3 000</u>	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services régionaux et soutien ministériel</i>		
Traitements et salaires.....	14 738 182		Traitements et salaires.....	4 472 944	
Avantages sociaux.....	2 117 394		Avantages sociaux.....	910 883	
Transports et communications.....	304 846		Transports et communications.....	133 555	
Services.....	11 568 063		Services.....	1 503 750	
Fournitures et matériel.....	192 702		Fournitures et matériel.....	161 157	
	<u>28 921 187</u>			<u>7 182 289</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 543 471		Traitements et salaires.....	1 621 965	
Avantages sociaux.....	314 826		Avantages sociaux.....	66 567	
Transports et communications.....	106 592		Transports et communications.....	12 072	
Services.....	227 621		Services.....	93 662	
Fournitures et matériel.....	9 505		Fournitures et matériel.....	1 427	
	<u>3 202 015</u>			<u>1 795 693</u>	
<i>Services de communication</i>			<i>Services financiers et de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	2 442 413		Traitements et salaires.....	1 850 777	
Avantages sociaux.....	300 856		Avantages sociaux.....	320 704	
Transports et communications.....	10 813		Transports et communications.....	15 871	
Services.....	4 978 527		Services.....	23 469	
Fournitures et matériel.....	8 049		Fournitures et matériel.....	2 831	
	<u>7 740 658</u>			<u>2 213 652</u>	
<i>Technologie de l'information</i>			<i>Politiques et planification globales</i>		
Services.....	2 503 163		Traitements et salaires.....	1 806 612	
	<u>2 503 163</u>		Avantages sociaux.....	203 557	
<i>Services juridiques</i>			Transports et communications.....	11 966	
Transports et communications.....	13 977		Services.....	27 657	
Services.....	2 210 214		Fournitures et matériel.....	2 543	
Fournitures et matériel.....	7 189			<u>2 052 335</u>	
	<u>2 231 380</u>		<i>Crédits législatifs</i>		
			Traitements versés aux ministres en vertu		
			<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
					49 301
			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
					36 388
					<u>85 689</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
			<u><u>29 006 876</u></u>		

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DU TOURISME	
1	105 477 200	650 000	106 127 200	Tourisme..... 104 970 514
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 376 072
	<u>105 478 200</u>	<u>650 000</u>	<u>106 128 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU TOURISME... 105 346 586
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Tourisme..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DU TOURISME... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	14 318 000		14 318 000	Tourisme..... 0
	<u>14 318 000</u>		<u>14 318 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DU TOURISME..... 0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère exploite deux attractions et supervise les activités et les responsabilités d'organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 776 998
Avantages sociaux.....		1 865 945
Transports et communications.....		133 613
Services.....		3 347 574
Fournitures et matériel.....		1 163 301
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	476 815	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals.....		19 477 242
Subventions pour les régions touristiques.....		23 532 997
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique.....		32 987 500
Société d'exploitation de la Place l'Ontario.....		2 076 167
Commission des parcs du Saint-Laurent.....	7 132 362	
		85 683 083
		104 970 514
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		376 072
		376 072
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME.....		105 346 586

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à améliorer les expériences de la population ontarienne dans la pratique des sports et l'activité physique et à soutenir la formation d'athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui améliorent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et qui offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

Par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario, le ministère reconnaît également les contributions et les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et des Ontariens.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		5 645 339
Avantages sociaux.....		732 279
Transports et communications.....		268 114
Services.....		1 729 984
Fournitures et matériel.....		71 003
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement		
des athlètes.....	27 543 214	
Programmes pour les jeunes....	15 769 980	
Distinctions et des prix.....		
Programmes pour		
les Autochtones.....	3 014 353	
Fonds ontarien d'action		
communautaire pour les		
sports et les loisirs.....	2 939 874	
		<u>49 267 421</u>
		<u>57 714 140</u>
 Crédits législatifs		
 Autres opérations		
Créances irrécouvrables –		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		89 778
		<u>89 778</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES		
COMMUNAUTAIRES.....		<u><u>57 803 918</u></u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	68 870 300	27,600,000	96 470 300	Immobilisations touristiques et culturelles..... 65 074 374
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES..... 65 074 374
	<u>68 870 300</u>	<u>27 600 000</u>	<u>96 470 300</u>	

Description du programme:

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		4 653 858
Fournitures et matériel.....		238 976
Paielements de transfert		
subventions a l'appui des sports		
et des loisirs.....	11 600 000	
Réparations et rénovations -		
immobilisations.....	25 190 192	
Subventions pour la culture.....	22 000 000	
Revitalisation de la Place		
de l'Ontario.....	1 391 348	
		60 181 540
		65 074 374
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		65 074 374

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA CULTURE
1	235 295 600	(300 000)	234 995 600	Culture..... 234 198 169
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>235 296 600</u>	<u>(300 000)</u>	<u>234 996 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA CULTURE..... 234 198 169
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u></u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LA CULTURE 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 156 043
Avantages sociaux.....		1 217 775
Transports et communications.....		78 364
Services.....		1 735 247
Fournitures et matériel.....		23 975
Paiements de transfert		
Musée des beaux-arts		
de l'Ontario.....	21 072 300	
Soutien au secteur des arts.....	7 269 600	
Soutien au secteur du		
patrimoine.....	5 949 766	
Soutien au secteur des		
bibliothèques.....	24 607 982	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 334 995	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien..	3 809 300	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord.....	1 000 000	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario.....	29 953 223	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique.....	7 000 000	
Centre des sciences de		
l'Ontario.....	19 372 377	
Jardins botaniques royaux.....	4 044 328	
Musée royal de l'Ontario.....	27 289 018	
Science Nord.....	6 846 476	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud.....	1 500 000	
		222 986 765
		234 198 169
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables –		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		98 285
		98 285
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE.....		234 296 454

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fondation Trillium de l'Ontario.....	103 497 000	
	<u>103 497 000</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA FONDATION		
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	<u>103 497 000</u>	

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 886 900	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques....	62 801 556	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne....	262 397 695	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	78 535 888	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	326 878 200	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.....	332 668	
		735 832 907
		<u>735 832 907</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		<u><u>735 832 907</u></u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 201 128	1,912,556
	<u>1 201 128</u>	<u>1,912,556</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	353 256	442 130
Autre.....	145 644	259 693
	<u>498 900</u>	<u>701 823</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	850 713	810 778
Vieux Fort William.....	243 663	272 815
	<u>1 094 376</u>	<u>1 083 593</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>4 890 244</u>	<u>1 982 289</u>
DIVERS.....	<u>15 983</u>	<u>435 995</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>7 700 631</u>	<u>6 116 256</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-424
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-426
POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	2-430
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-433
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-436
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	2-440
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-428 2-435, 2-438, 2-439
ÉTAT DES RECETTES.....	2-443

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
53 995 748	Administration du ministère	52 649 914	49 567 915
438 361 944	Politiques et planification	508 675 300	458 378 371
129 569 826	Sécurité des usagers de la route	125 867 300	120 762 710
564 751 495	Gestion des routes provinciales	582 068 500	566 476 886
60 791 136	Groupement du travail et des transports	60 899 400	58 636 824
1 247 470 149	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 330 160 414	1 253 822 706
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	6 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
203 352	Administration du ministère	601 000	208 175
3 744 367 374	Politiques et planification	4 532 456 500	4 098 678 065
20 567 827	Sécurité des usagers de la route	21 281 100	20 809 271
1 058 824 105	Gestion des routes provinciales	1 123 530 700	1 090 097 672
4 823 962 658	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	5 677 869 300	5 209 793 183

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
15 838 309	Administration du ministère	16 608 100	11 753 992
0	Politiques et planification	1 000	0
18 382 461	Sécurité des usagers de la route	34 074 400	26 785 505
1 825 734 723	Gestion des routes provinciales	2 222 588 100	2 037 425 798
1 859 955 493	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 273 271 600	2 075 965 295

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	53 214 600	(629 700)	52 584 900	Soutien opérationnel..... 49 484 757
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 66 768
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 390
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>53 279 614</u>	<u>(629 700)</u>	<u>52 649 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 49 567 915
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
L	600 000		600 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 208 175
	<u>601 000</u>		<u>601 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 208 175

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	16 608 100		16 608 100	
				Administration du ministère..... 11 753 992
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	16 608 100		16 608 100	DU MINISTÈRE..... 11 753 992

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui visant à garantir l'optimisation des ressources humaines, ce programme procure au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, gestion et planification, contrôle financier, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Soutien opérationnel (Poste 1)</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitments et salaires.....	20 950 815		Traitments et salaires.....	4 050 297	
Avantages sociaux.....	2 935 371		Avantages sociaux.....	518 161	
Transports et communications.....	460 761		Transports et communications.....	59 413	
Services.....	36 574 900		Services.....	149 698	
Fournitures et matériel.....	10 937 050		Fournitures et matériel.....	46 326	
	<u>71 858 897</u>				<u>4 823 895</u>
Moins : Recouvrements.....	22 374 140				
	<u>49 484 757</u>		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	19 950	
Traitments et salaires.....	4 734 229		Services.....	2 385 208	
Avantages sociaux.....	544 395		Fournitures et matériel.....	11 714	
Transports et communications.....	153 087		Recouvrements.....	92 541	
Services.....	508 810				<u>2 509 413</u>
Fournitures et matériel.....	33 074				
	<u>5 973 595</u>		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé au ministre en vertu de la		
Traitments et salaires.....	3 795 330		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		66 768
Avantages sociaux.....	632 198		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	64 710		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		16 390
Services.....	(74 657)				<u>83 158</u>
Fournitures et matériel.....	14 961				
	<u>4 432 542</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Installations et services opérationnels</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitments et salaires.....	4 901 895			<u><u>49 567 915</u></u>	
Avantages sociaux.....	750 741		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports et communications.....	133 077		<i>Crédits législatifs</i>		
Services.....	33 173 470		Autres opérations		
Fournitures et matériel.....	10 797 009		Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	15 102 321	
	<u>49 756 192</u>		Moins : Recouvrements.....	14 894 146	
Less: Recoveries.....	22 466 681			<u>208 175</u>	
	<u>27 289 511</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
<i>Services de communication</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitments et salaires.....	3 469 064			<u><u>208 175</u></u>	
Avantages sociaux.....	489 876				
Transports et communications.....	30 524				
Services.....	432 371				
Fournitures et matériel.....	33 966				
	<u>4 455 801</u>				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux –	
coûts relatifs aux immobilisations.....	11 753 992
	<u>11 753 992</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u><u>11 753 992</u></u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION
1	36 732 700	(93 800)	36 638 900	Politiques et planification..... 33 022 813
2	326 309 400	145 725 000	472 034 400	Transports urbains et régionaux..... 425 355 558
				Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux</i> <i>transports en commun.....</i> 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
L	1 000		1 000	
	<u>363 044 100</u>	<u>145 631 200</u>	<u>508 675 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 458 378 371
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 740 291 500	(207 835 000)	4 532 456 500	Transports urbains et régionaux..... 4 098 678 065
	<u>4 740 291 500</u>	<u>(207 835 000)</u>	<u>4 532 456 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION 4 098 678 065

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000		1 000	
				Transports urbains et régionaux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
	1 000		1 000	ET DE LA PLANIFICATION..... 0

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. Il élabore des politiques, des plans et des programmes pour soutenir un réseau de transport multimodal efficient et intégré en Ontario.

En vertu de ce mandat, il dirige l'élaboration de stratégies et de politiques d'investissement qui améliorent la circulation et réduisent les embouteillages tout en soutenant l'innovation dans le secteur des transports par la planification et l'élaboration de politiques touchant des tendances émergentes comme les véhicules connectés ou automatisés

Le Programme est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les objectifs stratégiques de l'Ontario en matière de transport avec d'autres ministères, le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	20 474 316		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	2 807 723		Transports en commun.....	4 098 678 065
Transports et communications.....	180 307			<u>4 098 678 065</u>
Services.....	9 515 415			
Fournitures et matériel.....	45 052			
	<u>33 022 813</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES POLITIQUES	
Transports urbains et régionaux (Poste 2)			ET DE LA PLANIFICATION.....	<u>4 098 678 065</u>
Traitments et salaires.....	567 256			
Avantages sociaux.....	60 306			
Transports et communications.....	2 835			
Services.....	104 693			
Paiements de transfert				
Subventions de fonctionnement				
de Metrolinx.....	420 837 000			
Crédit d'impôt de l'Ontario aux				
personnes âgées pour le				
transport en commun.....	3 469 108			
Subventions pour la participation				
et la sensibilisation.....	<u>314 360</u>			
	424 620 468			
	<u>425 355 558</u>			
Crédits législatifs				
Financement des transports en commun municipaux,				
<i>Loi réservant des fonds aux</i>				
<i>transports en commun.....</i>	372 367 124			
Créances irrécouvrables				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	0			
	372 367 124			
Moins : Recouvrements.....	372 367 124			
	<u>0</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES POLITIQUES				
ET DE LA PLANIFICATION.....	<u>458 378 371</u>			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	116 700 400	8 866 900	125 567 300	Sécurité des usagers de la route..... 118 841 577
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 1 921 133
	<u>117 000 400</u>	<u>8 866 900</u>	<u>125 867 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE... 120 762 710
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
L	21 280 100		21 280 100	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 20 809 271
	<u>21 281 100</u>		<u>21 281 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 20 809 271

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
3	34 074 400		34 074 400	Sécurité des usagers de la route..... 26 785 505
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
	34 074 400		34 074 400	DES USAGERS DE LA ROUTE. 26 785 505

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière; gérer les revenus tirés des produits et services liés aux permis de conduire et aux véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficaces; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	63 910 903		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	10 367 334		Amortissement -	
Transports et communications.....	1 683 589		Loi sur l'administration financière.....	20 809 271
Services.....	49 475 130			20 809 271
Fournitures et matériel.....	795 706			
Paiements de transfert				
Subventions pour la sécurité			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
publique.....	171 402		PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
Subventions de recherche.....	412 966		DES USAGERS DE LA ROUTE.....	20 809 271
		584 368		
		126 817 030		
Moins : Recouvrements.....		7 975 453	BIENS IMMOBILISÉS	
		118 841 577	Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
			Logiciels d'application de	
Crédits législatifs			gestion – traitements et salaires.....	5 647 465
Autres opérations			Logiciels d'application de	
Créances irrécouvrables,			gestion – avantages sociaux.....	694 082
Loi sur l'administration financière.....	1 921 133		Logiciels d'application de	
	1 921 133		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	19 004 190
			Machines et équipement – coûts	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			relatifs aux immobilisations.....	1 439 768
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ				26 785 505
DES USAGERS DE LA ROUTE.....	120 762 710		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
			DES USAGERS DE LA ROUTE.....	26 785 505

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	562 967 200	19 100 300	582 067 500	Opérations et entretien..... 566 099 084
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.... 377 802
	<u>562 968 200</u>	<u>19 100 300</u>	<u>582 068 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 566 476 886
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	107 372 900	(20 000 000)	87 372 900	Génie des transports et construction..... 79 698 163
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000	835 000	836 000	Assainissement de l'environnement..... 835 000
L	1 035 320 800		1 035 320 800	Amortissement, Génie et construction Loi sur l'administration financière.... 1 009 564 509
	<u>1 142 695 700</u>	<u>(19 165 000)</u>	<u>1 123 530 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 1 090 097 672

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES				
2704				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	2 152 588 100	70 000 000	2 222 588 100	Infrastructure de transport – actifs..... 2 037 425 798
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 152 588 100	70 000 000	2 222 588 100	DES ROUTES PROVINCIALES 2 037 425 798

Description du programme:

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, les évaluations environnementales et la prestation de services d'information au public. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes et chemins des Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	1 253		Autres opérations		
Services.....	7 200 101		Amortissements, Génie et construction,		
Paiements de transfert			<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	961 869 437	
Traversiers municipaux.....	2 608 167			<u>961 869 437</u>	
Projets municipaux liés à					
l'autoroute 407.....	7 645 000				
Routes de raccordement.....	31 679 650		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Premières nations.....	5 383 893		PROGRAMME DE GESTION		
Améliorations municipales et			DES ROUTES PROVINCIALES	1 041 567 600	
environnementales.....	2 079 881				
Fonds de transition	81 532				
	<u>56 679 477</u>		BIENS IMMOBILISÉS		
Autres opérations.....	20 441 914		<i>Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)</i>		
	<u>77 121 391</u>		Terrains.....	343 621 394	
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	15 951 724	
Transports et communications.....	91 961		Infrastructure des transports –		
Services.....	710 270		traitements et salaires.....	0	
Fournitures et matériel.....	<u>1 774 541</u>		Infrastructure des transports –		
	<u>2 576 772</u>		avantages sociaux.....	0	
<i>Travaux routiers en cours (Poste 4)</i>			Infrastructure des transports –		
Traitments et salaires.....	87 510 327		coûts relatifs aux immobilisations.....	2 195 377 705	
Avantages sociaux.....	12 762 416		Machines et équipement –		
Transports et communications.....	1 592 558		coûts relatifs aux immobilisations.....	308 748	
Services.....	10 336 394		Logiciels d'application de gestion –		
Fournitures et matériel.....	<u>827 049</u>		coûts relatifs aux immobilisations.....	2 273 497	
	<u>113 028 744</u>		Parc automobile et flotte de bateaux –		
Moins : Recouvrements.....	<u>113 028 744</u>		coûts relatifs aux immobilisations.....	46 168 905	
	<u>0</u>		Améliorations locatives.....	415 167	
				<u>2 604 117 140</u>	
<i>Crédits législatifs</i>			Moins : Recouvrements.....	<u>566 691 342</u>	
Autres opérations				<u>2 037 425 798</u>	
Assainissement de l'environnement.....	835 000		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
Amortissements, Génie et construction,			PROGRAMME DE GESTION		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<u>1 009 564 509</u>		DES ROUTES PROVINCIALES	2 037 425 798	
	<u>1 009 564 509</u>				
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –					
PROGRAMME DE GESTION					
DES ROUTES PROVINCIALES	1 090 503 906				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le Groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	29 753 045
Avantages sociaux.....	3 818 912
Transports et communications.....	328 855
Services.....	52 178 672
Fournitures et matériel.....	68 987
	<u>86 148 471</u>
Moins : Recouvrements.....	27 599 498
	<u>58 548 973</u>
 Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	881 516
Avantages sociaux.....	113 990
Transports et communications.....	5 741
Services.....	5 118 801
	<u>6 120 048</u>
Moins : Recouvrements.....	6 032 197
	<u>87 851</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU GROUPEMENT DU	
TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	<u>58 636 824</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.....	186 437 580	293 774 821
Fonds Chantiers Canada.....	16 076 229	16 076 229
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	8 089 628	8 089 628
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure.....	6 602 030	6 057 365
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense.....	1 945 251	2 210 700
Code nationale de sécurité.....	1 123 200	1 123 233
Paiement du gouvernement fédéral.....	552 430	223 878
Autres.....	30 470 365	29 790 088
	<u>260 468 708</u>	<u>366 517 937</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>108 771</u>	<u>6 666</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 845 164 278	1 990 908 941
Frais pour chèques refusés.....	9 548	26 285
Autres.....	281 389 472	63 831 718
	<u>2 126 563 298</u>	<u>2 054 766 944</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution.....	<u>8 627 756</u>	<u>2 028 569</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations.....	9 608 161	3 750 228
Ventes et locations – Fonctionnement.....	9 614 677	10 713 486
	<u>19 222 838</u>	<u>14 463 714</u>
REDEVANCES.....	<u>0</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>36 216 816</u>	<u>34 459 511</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	125 913	149 521
Autres.....	152 747	257 435
	<u>278 660</u>	<u>406 956</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>2 451 486 847</u>	<u>2 472 650 297</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-446
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-447
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-450
RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-452
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-454
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-458
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-449, 2-460
ÉTAT DES RECETTES.....	2-462

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 788 002	Administration du ministère	22 744 014	22 625 230
3 439 834	Commission de l'équité salariale	3 322 000	2 918 418
24 798 910	Relations de travail	25 139 200	24 481 277
220 168 426	Santé et sécurité au travail	206 744 900	203 139 261
48 779 434	Droits et responsabilités en matière d'emploi	41 338 500	40 140 293
319 974 606	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	299 288 614	293 304 479
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
490 000	Santé et sécurité au travail	558 400	394 000
1 199 951	Droits et responsabilités en matière d'emploi	701 700	589 241
1 689 951	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 262 100	983 241
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	2 657 000	2 011 933
3 427 030	Droits et responsabilités en matière d'emploi	3 836 200	2 857 985
3 427 030	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	6 494 200	4 869 918

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	21 492 500	1 186 500	22 679 000	Administration du ministère..... 22 558 204
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 1 058
	<u>21 557 514</u>	<u>1 186 500</u>	<u>22 744 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 625 230
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

1601				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DU MINISTÈRE	
3	1 000		1 000	Administration du ministère.....	0
				Amortissement –	
L	1 000		1 000	Loi sur l'administration financière.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	0
	2 000		2 000		
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	0
	1 000		1 000		

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	9 458 679		Traitments et salaires.....	2 618 945	
Avantages sociaux.....	1 320 397		Avantages sociaux.....	374 845	
Transports et communications.....	373 269		Transports et communications.....	59 891	
Services.....	11 352 327		Services.....	620 038	
Fournitures et matériel.....	53 532		Fournitures et matériel.....	14 502	
	<u>22 558 204</u>				<u>3 688 221</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	2 659 097		Transports et communications.....	181 143	
Avantages sociaux.....	387 156		Services.....	7 471 687	
Transports et communications.....	93 792		Fournitures et matériel.....	14 081	
Services.....	1 843 126				<u>7 666 911</u>
Fournitures et matériel.....	13 853				
	<u>4 997 024</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitments et salaires.....	1 532 891		Services.....	165 627	
Avantages sociaux.....	254 250				<u>165 627</u>
Transports et communications.....	20 470				
Services.....	873 643				
Fournitures et matériel.....	11 096				
	<u>2 692 350</u>				
<i>Services ministériels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	1 121 532		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	137 172		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	8 288		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	275 574		<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
	<u>1 542 566</u>		Autres opérations		
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Traitments et salaires.....	1 526 214		<i>l'administration financière</i>		1 058
Avantages sociaux.....	166 974				<u>67 026</u>
Transports et communications.....	9 685				
Services.....	102 632				
	<u>1 805 505</u>				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>22 625 230</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	3 041 200	(217 200)	2 824 000	Bureau de l'équité salariale..... 2 585 205
2	498 100	(100)	498 000	Tribunal de l'équité salariale..... 333 213
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... 2 918 418
	3 539 300	(217 300)	3 322 000	

Description du programme :

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	1 870 884
Avantages sociaux.....	299 737
Transports et communications.....	13 687
Services.....	387 583
Fournitures et matériel.....	13 314
	<u>2 585 205</u>
 Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	233 446
Avantages sociaux.....	19 855
Transports et communications.....	2 597
Services.....	77 028
Fournitures et matériel.....	287
	<u>333 213</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA COMMISSION	
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	<u><u>2 918 418</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL
1	12 890 700	455 600	13 346 300	Commission des relations de travail de l'Ontario..... 13 326 971
2	2 486 700	(800)	2 485 900	Commission de règlement des griefs..... 2 291 316
3	8 880 400	426 600	9 307 000	Services de règlement des différends..... 8 862 990
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
	24 257 800	881 400	25 139 200	RELATIONS DE TRAVAIL..... 24 481 277

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	8 118 862
Avantages sociaux.....	1 066 678
Transports et communications.....	236 214
Services.....	3 822 368
Fournitures et matériel.....	82 849
	<u>13 326 971</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	448 679
Avantages sociaux.....	71 107
Transports et communications.....	129 955
Services.....	3 608 444
Fournitures et matériel.....	2 214
	<u>4 260 399</u>
Moins : Recouvrements.....	<u>1 969 083</u>
	<u>2 291 316</u>
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	5 850 123
Avantages sociaux.....	723 881
Transports et communications.....	374 513
Services.....	1 899 815
Fournitures et matériel.....	14 658
	<u>8 862 990</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	<u>24 481 277</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	89 597 900	(2 110 100)	87 487 800	Santé et sécurité au travail..... 85 443 677
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance
2	606 300		606 300	contre les accidents du travail.. 605 300
				Bureau des conseillers
3	11 371 000	306 000	11 677 000	des travailleurs..... 11 589 370
				Bureau des conseillers
4	3 776 800	(5 600)	3 771 200	des employeurs..... 3 667 467
7	103 008 000	194 600	103 202 600	Bureau de la prévention..... 101 833 447
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
	208 360 000	(1 615 100)	206 744 900	203 139 261
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail..... 0
				Bureau de la prévention –
8	490 000		490 000	Immobilisations..... 394 000
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	67 400		67 400	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
	558 400		558 400	394 000

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitments et salaires.....	59 919 081		Traitments et salaires.....	7 951 563	
Avantages sociaux.....	8 809 123		Avantages sociaux.....	1 070 061	
Transports et communications.....	2 029 095		Transports et communications.....	99 116	
Services.....	13 755 417		Services.....	4 008 102	
Fournitures et matériel.....	837 431		Fournitures et matériel.....	34 180	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de			Associations en santé		
radioprotection du Canada....	0		et sécurité.....	80 599 922	
Subventions pour la promotion			Recherche en matière		
de l'amélioration des pratiques			de prévention.....	6 866 785	
de santé et sécurité.....	93 530		Subventions aux programmes		
		93 530	de prévention.....	1 203 718	
		85 443 677			88 670 425
					101 833 447
Administration du Programme de consultation			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
portant sur la sécurité professionnelle et			PROGRAMME DE SANTÉ		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....		
					203 139 261
Traitments et salaires.....			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	505 200		Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Avantages sociaux.....	75 900		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	8 200		Associations en santé et sécurité		
Services.....	5 600		– Immobilisations.....		
Fournitures et matériel.....	10 400				394 000
	605 300				394 000
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DE SANTÉ		
Traitments et salaires.....	7 731 966		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....		
Avantages sociaux.....	2 329 988				394 000
Transports et communications.....	184 856				
Services.....	1 310 549				
Fournitures et matériel.....	32 011				
	11 589 370				
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)					
Traitments et salaires.....	2 490 406				
Avantages sociaux.....	811 548				
Transports et communications.....	53 201				
Services.....	287 989				
Fournitures et matériel.....	24 323				
	3 667 467				

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Machines et équipement – coûts relatifs	
immobilisations.....	2 011 933
	<u>2 011 933</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE SANTÉ	
ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	<u>2 011 933</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	47 286 000	(5 947 500)	41 338 500	
				Normes d'emploi..... 40 140 293
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 40 140 293
	<u>47 286 000</u>	<u>(5 947 500)</u>	<u>41 338 500</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	160 000	161 000	Normes d'emploi..... 124 215
				Amortissement -
L	540 700		540 700	Loi sur l'administration..... 465 026
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 589 241
	<u>541 700</u>	<u>160 000</u>	<u>701 700</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	3 836 200		3 836 200	Normes d'emploi..... 2 857 985
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 2 857 985
	<u>3 836 200</u>		<u>3 836 200</u>	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Normes d'emploi (Poste 1)		Normes d'emploi (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	28 672 960	Logiciels d'application de gestion – coûts	
Avantages sociaux.....	4 697 160	relatifs aux immobilisations.....	2 857 985
Transports et communications.....	504 485		<u>2 857 985</u>
Services.....	6 175 288		
Fournitures et matériel.....	90 400		
	<u>40 140 293</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		PROGRAMME DES DROITS	
		ET RESPONSABILITÉS EN	
		MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u><u>2 857 985</u></u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES DROITS			
ET RESPONSABILITÉS EN			
MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u><u>40 140 293</u></u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Normes d'emploi (Poste 2)			
Services.....	124 215		
	<u>124 215</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement,			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	465 026		
	<u>465 026</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES DROITS			
ET RESPONSABILITÉS EN			
MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u><u>589 241</u></u>		

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	31 121	22 669
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT.....	204 833 175	221 460 283
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	15 862 137	15 420 761
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	2 153 604	2 040 928
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	395 340	335 248
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends).....	32 685	48 241
	223 276 941	239 305 461
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux.....	1 073 425	902 590
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la protection de la vie privée.....	10 368	10 504
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée□	6 155	4 134
Programme de perfectionnement des arbitres.....	70	200
	1 090 018	917 428
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement).....	1 098 664	911 419
Pénalité monétaire (Avis de contravention).....	329 124	530 635
	1 427 788	1 442 054
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.....	116	13 997
Abonnements.....	7 400	8 200
	7 516	22 197
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	742 053	366 761

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	415 625	475 250
Autres.....	31 172	26 137
	<u>446 797</u>	<u>501 387</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>227 022 234</u>	<u>242 577 957</u>

COMpte DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHARGE

Au 31 mars 2020

Sorties de fonds					
Autorisation d'engager des dépenses 1 ^{er} avril 2019	Revenus*	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2020
12 091 874 \$	-	-	2 471 152 \$	-	9 620 722 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, les charges et les investissements faits dans des immobilisations à partir du Compte de liquidation de plafonnement et d'échARGE figurent dans les états du ministère de l'Environnement de la protection de la nature et des parcs.

Section 3

Annexe – Dette

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-11 à 3-37 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN232	1,35	8 mars 2022	1 000 000 000
DMTN241	2,30	8 septembre 2024	1 500 000 000
DMTN245	1,75	8 septembre 2025	2 800 000 000
DMTN244	1,85	1 ^{er} février 2027	500 000 000
DMTN240	2,70	2 juin 2029	6 758 201 000
DMTN243	2,05	2 juin 2030	2 750 000 000
DMTN236	2,90	2 juin 2049	1 200 000 000
DMTN242	2,65	2 décembre 2050	10 773 900 000

			27 282 101 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

G77	2,65	5 février 2025	750 000 000

			750 000 000

AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

– EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS		28 032 101 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

ADI7	2,70	26 octobre 2029	40 000 000
ADI8	2,00	3 octobre 2034	320 000 000
			360 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,90744 \$			326 680 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G81	2,55	25 avril 2022	1 750 000 000
G82	1,75	24 janvier 2023	3 000 000 000
G83	2,30	15 juin 2026	1 750 000 000
G84	2,00	2 octobre 2029	1 250 000 000
			7 750 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,32471 \$			10 266 479 750
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVICES ÉTRANGÈRES			10 593 159 750

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères.....			143 048 866
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			54 951 200

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			38 823 260 816
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			1,645,747,205

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			40 469 008 021
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			113 759 000

TOTAL – DETTE À LONG TERME			40 582 767 021
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CP654	5,63	5 avril 2019.....	50 000 000
CP655	5,50	9 avril 2019.....	35 000 000
CP656	5,54	12 avril 2019.....	2 850 000
CP657	5,67	3 mai 2019.....	44 000 000
CP658	5,70	7 mai 2019.....	44 000 000
CP659	5,72	10 mai 2019.....	46 836 000
CP660	6,01	4 juin 2019.....	44 000 000
CP661	5,99	7 juin 2019.....	104 121 000
CP662	6,12	5 juillet 2019	30 000 000
CP663	6,08	9 juillet 2019	31 190 000
CP664	6,08	12 juillet 2019	30 000 000
CP665	6,29	9 août 2019	41 503 000
CP666	6,31	9 septembre 2019	31 125 000
CP667	6,48	15 octobre 2019	76 321 000
CP668	6,50	5 novembre 2019	45 000 000
CP669	6,53	8 novembre 2019	31 183 000
CP670	6,57	6 décembre 2019	36 174 000
CP671	6,41	10 décembre 2019	20 000 000
CP672	6,91	10 janvier 2020.....	14 790 000
CP673	6,40	6 mars 2020	80 000 000
CP674	6,40	10 mars 2020	31 796 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
Société canadienne d'hypothèque et de logement			
CMHC	7,625 – 15,75	1 ^{er} avril 2019 – 2 mars 2020.....	7 655 917
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 157	2,18	24 avril 2019.....	483 509
OIIC 158	2,02	24 mai 2019.....	451 013
OIIC 159	2,06	24 juin 2019.....	16 959 369
OIIC 160	2,10	25 juillet 2019	705 195
OIIC 161	2,04	23 août 2019	1 761 588
OIIC 162	2,05	23 septembre 2019	4 221 219
OIIC 163	2,05	24 octobre 2019	2 155 756
OIIC 164	1,87	25 novembre 2019	3 239 369
OIIC 165	1,78	19 décembre 2019	1 736 122
OIIC 166	1,11	23 janvier 2020.....	689 028
OIIC 167	1,22	21 février 2020	801 726
OIIC 168	1,26	25 mars 2020	530 680
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			911 279 491

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN195	4,40	14 mai 2019 – 3 juin 2019.....	7 050 000 000
DMTN105	5,35	3 juin 2019.....	100 000 000
JA	9,4688	10 juillet 2019 – 10 janvier 2020	954 779
DMTN226	TCAB 3M + 0,09	26 août 2019	1 921 000 000
DMTN225	2,10	9 septembre 2019	4 150 000 000

			13 221 954 779

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	16 200
1996	Divers	21 juin 2001.....	22 700
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	5 700
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	29 500
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	39 600
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	55 600
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	138 600
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	120 300
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	102 900
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	74 000
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	93 600
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	191 800
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	246 000
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	144 400
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	184 100
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	998 300
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	622 600
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	1 128 200
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	1 482 600
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	424 525 000
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	1 511 600
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	9 927 400
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	1 617 000
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	3 481 800

			446 759 500

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G73	1,25	17 juin 2019	1 750 000 000
G59	1,65	27 septembre 2019.....	1 250 000 000
G44	4,00	7 octobre 2019.....	2 000 000 000

			5 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,2246 \$			6 123 006 250

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN EUROS

EMTN97	4,75	23 avril 2019.....	1 500 000 000
EMTN100	4,00	3 décembre 2019	1 750 000 000

			3 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,48102 \$			4 813 327 935

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN FRANCS SUISSES			
EMTN95	3,375	29 avril 2019.....	225 000 000
EMTN99	2,50	4 décembre 2019	275 000 000

			500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06365 \$			531 825 558

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVICES ÉTRANGÈRES.....			11 468 159 743

Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			23 526 027

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			26 071 679 541
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux.....			13 944 930

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS...			26 085 624 471
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 384 239 000

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			27 469 863 471
			=====

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			1 580 276 000
Effets de commerce américains			28 363 189

			1 608 639 189
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(701 000)

			(701 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			49 003 276

TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			1 656 941 465
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	9 087 581 000	9 957 470 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	9 110 618	42 845 192
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 304 585	9 960 501
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	9 098 996 203	10 010 275 693
Investisseurs publics	330 464 602 024	316 351 318 543
Obligations d'épargne de l'Ontario	363 612 500	810 372 000
Bons du Trésor	18 897 002 000	17 316 726 000
Effets de commerce américains	3 891 234 985	3 862 871 797
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	353 616 451 509	338 341 288 340
Dette de la School Board Trust	583 713 293	607 239 320
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	363 299 161 005	348 958 803 353
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 810 230 562	129 425 012
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	365 109 391 567	349 088 228 365
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	10 907 567 465	11 696 109 019
Bons du Trésor	655 067 000	655 768 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	11 793 100 465	12 582 343 019
Dette directe de la SFIEO	5 825 380 000	6 309 619 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	17 618 480 465	18 891 962 019
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	382 727 872 032	367 980 190 384
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario	(9 937 593 000)	(13 716 280 000)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	372 790 279 032	354 263 910 384
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	1 677 516 013	1 775 601 693
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013	6 901 601 693

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2020**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFI) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFI, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la majorité des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement du montant de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat de produits issus de la vente des actions de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2021	2001	RPC	6,33 – 6,67.....	609 834 000
2022	2002	RPC	6,22 – 6,47.....	330 994 000
2024	2004	RPC	5,26 – 5,97.....	688 007 000
2025	2005	RPC	5,15 – 5,79.....	1 133 182 000
2026	2006	RPC	4,67 – 5,19.....	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000
2036	2006-2014	CPP	3,41 – 4,73.....	725 953 000
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000
2038	2008-2017	CPP	2,64 – 4,68.....	375 952 000
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000
2040	2010-2012	CPP	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000

9 087 581 000

(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2021	2016	OIIC169-180	1,30 – 1,62	6 992 917	
2021	2017	OIIC181	1,40.....	139 935	
2022	2017	OIIC182-188	1,212 – 1,709	1 827 947	
2023	2018	OIIC189	2,015	149 819	

				9 110 618	(4)

Société canadienne d'hypothèque et de logement					
Exercice se terminant le 31 mars					
2021	1979-1981	CMHC	9,50 – 15,75	2 116 497	
2022	1982	CMHC	9,75 – 15,75	188 088	

				2 304 585	(5)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				9 098 996 203	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44.....	1 364 600 000	(6)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26.....	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35	6 750 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15.....	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05.....	2 650 000 000	(6)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30	2 750 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
8 septembre 2025	24 février 2020	DMTN245	1,75	2 800 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)
1 ^{er} février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85	500 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	7 650 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	9 258 201 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05	2 750 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JA	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JB	9,4688	8 482 324	(9)
“	“	JC	9,4688	4 764 354	(9)
“	“	JD	9,4688	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	2 736 172 801	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(11)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(12)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	12 624 500 000	
2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65	10 773 900 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	

				268 850 119 597	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(79 588 614)	(10)

				268 770 530 983	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	40 736 200
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	29 361 200
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur	7 117 500
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur	6 235 100
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	Variable	391 400
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	Variable	3 088 900
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	1,00	3 420 400
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	1,00	2 314 900
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 024 500
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	12 616 100
21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur	3 675 500
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur	5 683 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	Variable	1 530 400
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	Variable	2 058 500
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	2,10	4 990 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	2,10	2 475 000
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 679 600
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 024 600
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur	5 579 900
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur	4 508 500
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 398 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 050 300

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur	57 782 400	
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur	23 085 600	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 418 900	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 409 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 856 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	2 737 500	
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	4 761 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	6 319 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 024 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 736 900	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	711 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 125 100	

Séries en circulation				307 929 600	(13)
Séries arrivées à échéance				55 682 900	(14)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				363 612 500	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				269 134 143 483	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	2 700 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				5 356 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

Dettes en devises étrangères

(15)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25	500 000 000
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	80 000 000
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	320 000 000

TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS 1 970 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU

TAUX DE CHANGE DE 0,97787 \$..... 1 926 400 720

(15a)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625	1 500 000 000
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS 7 302 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU

TAUX DE CHANGE DE 1,55452 \$..... 11 351 087 641

(15b)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

10 novembre 2020	10 mai 2017	EMTN113	TIOL GBP 3M..... +0,09	500 000 000	

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				500 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 \$.....				882 550 000	(15c)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				36 900 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012704 \$.....				468 775 368	(15d)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	
29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				800 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU					
TAUX DE CHANGE DE 1,4086 \$				1 126 883 039	(15e)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875	2 000 000 000
12 février 2021	12 février 2018	G78	2,55	3 000 000 000
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40	2 500 000 000
25 avril 2022	25 avril 2019	G81	2,55	1 750 000 000
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25	2 000 000 000
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20	2 000 000 000
24 janvier 2023	24 janvier 2020	G82	1,75	3 000 000 000
17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40	2 500 000 000
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05	2 500 000 000
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

EN DOLLARS AMÉRICAINS	31 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU

TAUX DE CHANGE DE 1,28038 \$.....	40 331 840 250

(15f)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS.....				330 878 380 502	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(50 165 978)	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				330 828 214 524	
BONS DU TRÉSOR				18 897 002 000	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				2 924 000 000	(16)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,33079 \$				3 891 234 985	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				353 616 451 509	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				362 715 447 712	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(303 286 707)	
				583 713 293	(17)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				363 299 161 005	

REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				96 937 538	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				9 282 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				17 112 307	
Ornge.....				246 069 917	
Centre des congrès d'Ottawa.....				1 201 429	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(247 947 618)	
Bons du Trésor				(377 131 011)	

TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				1 810 230 562	(18)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				365 109 391 567	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	RPC	6,08	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 – 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				230 466 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	775 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite
Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	66 799 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	893 340 000	(10)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	26 100 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				10 893 189 000	

TOTAL – OBLIGATIONS.....				10 893 189 000	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				14 378 465	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES)					
SUR CHANGE NON AMORTIS				10 907 567 465	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				655 067 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				11 562 634 465	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				11 793 100 465	

DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				5 825 380 000	

TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				17 618 480 465	

TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				382 727 872 032	
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO				(9 937 593 000)	

TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE.....				372 790 279 032	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.....	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB – taux canadien d'acceptations bancaires et TIOL – taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN240, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFI) : Le montant total de l'encours de la province est de 9 millions de dollars.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN230 1,41 %, DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN235 1,70 %, DMTN239 2,61 % et DMTN116 4,22 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2019-2020, le principal remboursé s'est élevé à 1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,23%. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.
OEO – Taux fixe :
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et en 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, de sept et de dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, de 0,9 %, de 1,05 %, de 1,2 % et de 1,35 %
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,75 %, de 1,0 %, de 1,25 % et de 1,5 %
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,8 %, de 1,05 %, de 1,3 % et de 1,65 %
Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,8 %, de 2,15 %, de 2,3 % et de 2,55 %
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
OEO – Taux variable :
Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.
14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2020, 99,1 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2020 sont les suivants : dollar australien – 0,865948, euro – 1,553434, yen japonais – 0,013105 franc suisse – 1,463431, livre sterling – 1,750362, dollar américain – 1,40965.
La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :
(a) Australie en AUD 2,88 % (1 926 millions \$)
(b) EMTN en euros : 2,96 % (9 568 millions de dollars), TCAB 3M + 0,73 % (1 783 millions de dollars)
(c) EMTN en GBP : TCAB 3M + 0,83 % (883 millions de dollars)
(d) au Japon en yens : 4,53 % (469 millions de dollars)
(e) EMTN en francs suisses : 5,33 % (542 millions de dollars), 585 millions de dollars non couverts aux taux de 0,29 %
(f) sur les marchés internationaux en dollars américains : 2,82 % (14 665 millions de dollars), 2,07 % (12 440 millions de dollars), 1,41 % (1 360 millions de dollars), 2,03 % (1 273 millions de dollars), TCAB 3M + 0,88 % (10 594 millions de dollars)
16. Les effets de commerce en dollars américains sont des billets à escompte ayant une échéance maximale de 270 jours.
17. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
18. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
Obligations d'épargne de l'Ontario :
Fonds de reboisement : DMTN215 – 5 millions de dollars, DMTN229 – 2 millions de dollars et DMTN240 – 12 millions de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN223 – 88 millions de dollars, DMTN237 – 62 millions de dollars et DMTN241 – 17 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN200 – 6 millions de dollars, DMTN207 – 12 millions de dollars, DMTN230 – 23 millions de dollars et DMTN232 – 13 millions de dollars.

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 169-189 – 9 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Fonds de reboisement : 4 million de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 106 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 203 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 38 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 26 millions de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

	2020 \$	2019 \$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(900 000 000)	(721 162 976)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	113 759 000	431 558 000
Variation nette des emprunts à court terme	(701 000)	609 000
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en débitures et billets aux fins de la SFIEO	(786 942 000)	(288 995 976)
	=====	=====
Dette garantie par la Province	(484 239 000)	0
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	369 697 651	403 355 490
À court terme	10 844 086	11 024 908
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	394 852 439	428 691 100
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	900 000 000	721 162 976
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime e pensions du Canada	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(113 759 000)	(431 558 000)
Variation nette des emprunts à court terme	701 000	(609 000)
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	786 942 000	288 995 976
	=====	=====

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Dette garantie par la Province	484 239 000	0
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(369 697 651)	(403 355 490)
À court terme	(10 844 086)	(11 024 908)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du		
régime de pensions du Canada.....	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(394 852 439)	(428 691 100)
	-----	-----

section 4

autres annexes

supplémentaires

(non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 ^{er} avril 2019	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
Déventures pour drainage au moyen de tuyaux	13 762 625	1 806 300	3 286 358	-	12 282 567
Déventures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	337 914	-	-	(34 913)	303 001
	14 100 539	1 806 300	3 286 358	(34 913)	12 585 568
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	127 055	-	14 768	-	112 287
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir.....	2 250	-	-	755	3 005
	129 305	-	14 768	755	115 297
Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce					
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	138 755 159	-	198 222	-	138 556 937
Moins: Escompte non amorti	(101 872 30)	-	-	(101 872 300)	(89 224 565)
	36 882 859	-	198 222	(101 872 300)	49 332 372
		-	4 240 660		18 745 760
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	22 986 420			-	
Moins: Escompte non amorti	0	-	-	(10 923 231)	0
	22 986 420	-	4 240 660	(10 923 231)	18 745 760
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	26 345 514	-	11 405 991	(3 442 079)	14 939 523
Moins: Escompte non amorti	-	-	-	-	-
	26 345 514	-	11 405 991	(3 442 079)	14 939 523
MaRS Phase 2	87,963,974	-	3,225,112	2 459 844	83,911,654
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	2 171 378	1 627 579	1 073 666	(110 836)	2 725 291
Moins: Escompte non amorti	(75 790)	-	-	(75 790)	(52 124)
	2 095 587	1 627 579	1 073 666	(186 626)	2 673 167
Fonds pour l'emploi et la prospérité	9 550 000	6 679 447	-	(382 000)	16 259 318
Moins: Escompte non amorti	(612 485)	-	-	(612 484)	(746 534)
	8 937 515	6 679 447	-	(994 484)	15 512 784

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 ^{er} avril 2019	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines:					
Hydro One	1 666 339 172	-	-	(100)	1 666 339 072
Ontario Power Generation.....	5 847 160 000	65 560 000	-	-	5 912 720 000
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
Développement économique.....	50 352 130	110 400 00	419 167	311 327	160 644 290
Développement économique – Intérêts à recevoir	-	-	-	1 331 351	1 331 351
	50 352 130	110 400 00	419 167	1 642 678	50 322 018
Ministère des Finances:					
Société ontarienne de travaux d'infrastructure					
Prêt à long terme	2 194 680 827	-	100 000 000	-	2 194 680 827
Amortissement du prêt.....	3 457 490 706	396 226 026	115 389 581	-	3 457 490 706
	215 000 000	1 235 000 000	1 155 000 000	-	215 000 000
Crédit renouvelable à court terme.....	56 533 228	-	1 906 529	-	56 533 228
Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile				(445 525 555)	56 533 228
Prêts de l'Office ontarien de financement:					
Conseils scolaires	5 025 438 643	-	239 137 635	-	5 025 438 643
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	31 624 065	10 255 040	9 596 226	-	31 624 065
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	16 595 296	106 107 626	119 948 700	-	16 595 296
Musée royal de l'Ontario.....	23 633 613	-	100 000	-	23 633 613
Corporation de la ville de Windsor.....	6 314 804	-	4 077 822	-	6 314 804
Commission de transport Ontario Northland	6 730 104	3 500 000	8 889 407	-	6 730 104
Commission des parcs du Niagara.....	3 858 023	-	374 364	-	3 858 023
Société ontarienne de vente du cannabis	64 692 662	16 712 751	-	-	64 692 662
Centre des congrès d'Ottawa.....	47 114 847	-	1 000 000	-	46 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie	328 931 159	43 770 827	24 013 669	-	350 410 001
Unity Health Toronto.....	-	100 000 00	1 040 906	-	-
Arnprior Regional Health.....	-	2 773 000	-	-	-
	5 575 412 058	244 348 417	408 178 729	-	5 575 412 058
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)					
	165 000 000	-	11 000 000	-	154 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	(80 805 300)	-	-	5 387 020	(75 418 280)
	84 194 700	-	11 000 000	5 387 020	78 581 720
Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario ...					
	195 273	-	-	-	195 273
Power Workers' Union.....	68 666 755	-	1 059 250	-	67 607 506
Society of United Professionals.....	33 823 614	-	820 864	-	33 002 749
Legacy Lands LLP.....	2 242 973	-	2 242 973	-	-

non vérifié

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 ^{er} avril 2019	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés – section locale 1005 et fiducie de soins de santé au bénéfice des retraités non membres des Métallos	2 543 710	-	2 625 000	81 290	
Ministère des Finances:					
OFN Power Holdings LP	252 648 256	-	6 054 276	-	246 593 980
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	40 407 077	6 853 000	773 032	419 200	46 906 245
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:					
Office du secteur des condominiums	5 500 000	-	329 537	-	5 170 463
Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir	94 127	-	-	81 711	275 837
	5 694 127	-	329 537	81 711	5 446 300
Ministère des Affaires municipales et du Logement:					
Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	146 980	-	4 200	-	142 780
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de Formation et Collèges Universités:					
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	9 007 220	533 324	9 540 544	-	0
Prêts étudiants non remboursés	420 523 650	406 520	65 335 484	73 971 769	429 566 455
Principal des prêts	2 020 992 714	362 603 316	267 378 592	(70 972 782)	2 045 244 655
Principal des prêts – Intérêts à recevoir	5 977 652	-	-	1 124 395	7 102 047
	2 026 970 366	362 603 316	267 378 592	(69 848 387)	2 052 346 703
Ministère de l'Infrastructure:					
Infrastructure communautaire - Prêts	-	12 000 000	-	-	12 000 000

TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT

LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2020.....

22 540 705 342

=====

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2020.....

(766 633 448)

=====

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges prioritaires.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules dans trois usines ontariennes et un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques s'étale sur plusieurs années et consiste en subventions et prêts visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets novateurs pour favoriser la transition de l'économie de l'Ontario et en assurer la compétitivité à l'échelle internationale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Ce programme fait l'objet d'une refonte et les nouvelles demandes ne sont donc pas acceptées pour l'instant.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FPE, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu' à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Le Fonds comptait quatre volets :

- Le volet Nouvelle économie – subventions et prêts pour renforcer les capacités de recherche-développement, améliorer la productivité, le rendement et la compétitivité du secteur privé et aider les entreprises innovantes à élargir leur marché. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le volet Partenariats stratégiques – subventions pour aider les entrepreneurs, les entreprises, les établissements de recherche, les clients et les investisseurs à collaborer pour renforcer les entreprises ontariennes et leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons (qui relève du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) – subventions pour appuyer les projets de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de bioproduits qui contribueront à créer et à préserver des emplois, à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à accroître l'accès aux marchés et à améliorer l'innovation et la productivité. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur forestier – subventions et prêts pour soutenir les manufacturiers et les transformateurs de bois et de biomasse forestière de l'Ontario, ce qui englobe les scieries et les usines de pâtes et papiers, les manufactures de produits secondaires du bois et les projets en bioéconomie. Ce volet est réaménagé et de nouvelles demandes seront acceptées ultérieurement.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Dans le budget de 2019-2020, l'Ontario a lancé récemment le Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi, conçu pour moderniser la façon dont le gouvernement travaille avec les entreprises pour accroître leur compétitivité économique et créer de bons emplois.

Le Fonds de développement du secteur forestier et les programmes régionaux (Fonds de développement de l'Est de l'Ontario, Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario et Collectivités en transition) seront réaménagés en fonction du Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi.

La province détient 282 412 648 actions ordinaires et 16 720 000 actions privilégiées dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 666 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Au 31 mars 2020, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2019) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Au 31 mars 2020, le solde était de 1 815,0 millions de dollars (1 915,0 millions de dollars en 2019).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la SOII. Au 31 mars 2020, le solde impayé de ce programme était de 3 738,3 millions de dollars (3 457,5 millions de dollars en 2019).

La SOII a également reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 900,0 millions de dollars, qui a été ramené à 600,0 millions de dollars en mai 2019. Au 31 mars 2020, le solde impayé du crédit était de 295,0 millions de dollars (215,0 millions en 2019) à des taux d'intérêt variant entre 1,81 % et 1,90%.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, pour la restructuration de leurs opérations. Au 31 mars 2020, le solde était de 54,6 millions de dollars (56,5 millions de dollars en 2019).

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province.

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2020, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 4 786,3 millions de dollars (5 024,5 millions de dollars en 2019). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,43 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2020 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2020, le solde impayé de ce prêt était de 32,3 millions de dollars (31,6 millions de dollars en 2019).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La SIERE a obtenu une facilité de crédit permanent pour financer un projet dans le cadre du Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées (PPTRE) jusqu'à concurrence de 475,0 millions. Au 31 mars 2020, le solde de la facilité de crédit pour le PPTRE était de 2,8 millions de dollars (16,6 millions de dollars en 2019).

Le Musée royal de l'Ontario (le « Musée ») est un organisme établi par la province de l'Ontario, en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2020, le solde se chiffrait à 23,5 millions de dollars (23,6 millions de dollars en 2019). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la Loi sur les municipalités. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Au 31 mars 2020, le solde impayé se chiffrait à 2,2 millions de dollars (6,3 millions de dollars en 2018).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le solde impayé du prêt à terme de la CTON au 31 mars 2020 était de 1,3 million de dollars (1,7 millions de dollars en 2019) et arrivera à échéance entre 2020 et 2031, et porte intérêt à des taux variant entre 4,90 % et 5,22 %. En outre, la CTON a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme dont le solde impayé était de 5,0 millions de dollars.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la Loi sur les parcs du Niagara, a reçu un prêt pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 3,5 millions de dollars (3,9 millions de dollars en 2018).

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), une filiale de la Régie des alcools de l'Ontario et un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour mettre en œuvre ses activités de vente au détail. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 81,4 millions de dollars (64,7 millions de dollars en 2019).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme de la Couronne de la province constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le premier paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue avec l'OOF. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 45,1 millions de dollars (46,1 millions de dollars en 2019).

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 331,4 millions de dollars (350,1 millions de dollars en 2019) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,86 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2020 et 2042.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la Loi sur les régimes de retraite, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Une remise partielle des prêts consentis à ces fiducies syndicales à l'appui de l'achat d'actions de Hydro One en 2015 s'est traduite par un gain réalisé de 1 032 498,85 \$ pour 2018-2019.

Le 13 juin 2017, un plan de restructuration a été approuvé relativement à la société Stelco comprenant un financement provincial sous forme de trois prêts visant à aider la société à se dégager de la protection prévue par la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Ces prêts provinciaux, contractés le 30 juin 2017, comprennent : 1) un prêt sans intérêt pouvant atteindre 68 millions de dollars sur dix ans aux entités responsables des avantages postérieurs à l'emploi; 2) un prêt renouvelable pouvant atteindre 10 millions de dollars sur 10 ans pour soutenir les activités du Land Vehicle; 3) un prêt pouvant atteindre 22 millions de dollars assorti d'une échéance de 4 ans consenti à Stelco. Le 30 juin 2017, une avance de 10,5 millions de dollars sur ce dernier prêt a été consentie. Le montant impayé a été remboursé avec intérêts le 17 novembre 2017 et le prêt a été liquidé à cette date.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite comme, par exemple, les régimes d'assurance médicaments, dentaire et vie.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

Le remboursement partiel du prêt consenti à l'emprunteur pour l'aider à acheter des actions de Hydro One en 2017 s'est traduit par un gain réalisé de 468 443,07 \$ pour 2018-2019.

L'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) est un nouvel organisme chargé de réglementer les services financiers et les régimes de retraite en Ontario. Pour financer ses coûts de démarrage en 2017-2018 et 2018-2019, le gouvernement a approuvé un prêt non renouvelable d'au plus 40 millions de dollars à l'ARSF, autorisé en vertu de la *Loi de 2016 sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers*.

Le gouvernement a émis des prêts totalisant 40 millions de dollars à l'ARSF au 31 mars 2020 pour assumer ses coûts administratifs et opérationnels initiaux. Tous les montants et les intérêts prévus dans la convention de prêt sont exigibles le 1er avril 2020. Un accord modificateur qui est entré en vigueur le 31 mars 2020 permet à l'ARSF de retirer des avances jusqu'au 31 mars 2020. Il prévoit également que des modifications seront nécessaires pour convertir la facilité de prêt non renouvelable en une facilité de prêt à long terme.

Les activités de démarrage de l'ARSF comprennent les approvisionnements, comme l'acquisition de services d'avocats externes et de recrutement, d'une expertise en ressources humaines et de conseils sur les systèmes d'information et de technologie de l'information. Les autres frais de démarrage comprennent les coûts liés à la rémunération du personnel et des cadres, à la location de locaux et aux charges d'ITI.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Ce prêt a été consenti à l'Office ontarien du secteur des condominiums (l'Office) pour financer ses coûts de démarrage. Aux termes de l'entente actuelle, l'Office rembourserait le prêt sur une période de 10 ans à partir du 1er avril 2019. Jusqu'au 1er avril 2019, le taux d'intérêt est variable et les intérêts courent quotidiennement, à un taux d'intérêt annuel égal au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 90 jours majoré de 50 points de base, composé et recalculé le premier jour ouvrable en janvier, en avril, en juillet et en octobre. À compter du 1er avril 2019, lorsque l'Office commencera à rembourser le prêt, le taux d'intérêt sera fixe et correspondra au coût de financement d'une obligation de dix ans de la province de l'Ontario, y compris les frais et commissions, tel que déterminé par le MSGSC majoré de 200 points de base, composé semestriellement. Les intérêts courront quotidiennement. Les remboursements seraient faits conformément à un tableau de remboursement fourni par le MSGSC, à compter du 1er avril 2019.

Ce programme a pris fin en 1980 et prévoyait le paiement par la province des impôts municipaux et scolaires applicables à la résidence principale dont étaient propriétaires des personnes âgées et qu'elles occupaient. Le montant du privilège est remboursable à la vente ou à la cession de la propriété à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint du demandeur. Ce programme ne comporte aucun intérêt.

La Commission de transport Ontario Northland exploite et administre des services de transport par autobus et par train en direction et en provenance du Nord de l'Ontario. La province a versé des subventions se chiffrant à 94 372 014 \$ en 2019-2020.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi sur la Commission de transport Ontario Northland. L'emprunt total de la CTON de 6,1 millions de dollars (1,73 million de dollars en 2018) arrive à échéance entre 2020 et 2031 et porte intérêt à un taux variant entre 4,9 % et 5,22 %.

À la fin de l'exercice 2019, un montant de 80 225 343,41 \$ était dû au ministère au titre du soutien de la croissance économique et de l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

En 1993, Science Nord a reçu un prêt sans intérêt de 500 000 \$ du MTCS pour la construction du cinéma IMAX. Ce prêt était constitué d'un prêt direct de 140 000 \$ du MTCS et d'un prêt de 360 000 \$ du MTCS consenti par l'entremise de l'OOF. Science Nord a remboursé 64 163 \$ au titre du prêt direct consenti par le MTCS, ce qui laisse un solde de 75 837 \$ dû au ministère.

Le programme de Prêts pour l'acquisition d'outils de travail a été lancé en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Les apprentis doivent commencer à rembourser le prêt un an après la fin de leurs études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

The Ontario Student Assistance Program (OSAP) provides needs-tested financial assistance in the form of loans and grants to eligible postsecondary students. Loans repayment to the Ministry through a service provider begins six months after the study period ends. If loan repayment is not made and loan default occurs, collection activity begins through the province's Collection Management Unit. Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Prêt de 24 millions de dollars consenti conjointement avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au YMCA d'Ottawa. La part du prêt assumée par l'INF est de 12 millions de dollars.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 ^{er} avril 2019 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2020 \$
Ministère du Procureur général:			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ²	16 113 402	(2 817 039)	13 299 028
Fonds d'aide aux victimes	30 206 233	(1 626 358)	28 579 875
Produits de la criminalité	8 804 932	764 970	9 569 902
Ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires:			
Bureau des obligations familiales.....	36 041 150	4 893 264	40 934 414
Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce			
Retenues sur les paiements de transfert ¹	40 439 029	(416 468)	40 022 560
Ministère du Énergie, du Développement du Nord et des Mines:			
Fonds de réhabilitation des mines.....	13 833 490	2 718 254	15 461 670
Fin des contrats d'énergie renouvelable ¹	-	106 741 415	106 741 415
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs:			
Fonds en fiducie d'assurance.....	107 999 423	2 222 769	110 222 192
Parcs Ontario – Loi sur les parcs provinciaux (CFP)	39 859 999	(92 165)	39,767,834
Ministère des Finances:			
Réserve pour chèques en circulation	31 653 083	(7 477 778)	24 175 305
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	21 998 205	99 574	22 097 779
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	56 446 868	7 903 677	64 350 545
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	-	12 581 629	12 581 629

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 ^{er} avril 2019 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2020 \$
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée:			
Réserve pour chèques en circulation	15 860 585	17 894	15 878 479
Initiatives reliées aux engagements de conformité volontaire de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique ¹	47 517 157	(2 547 966)	44 969 191
Règlements relatifs à l'hépatite C ¹	18 484 994	(200 000)	18 284 994
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts:			
Pêche et faune (CFP)	22 063 276	5 854 119	27 917 395
Ministère de la Solliciteur général			
Produits de la criminalité	14 093 310	3 226 289	17 319 599
Produits de la criminalité survivants d'agents de sécurité publique	5 468 494	(7 552)	5 460 942
Ministère des Formation et Collèges et Universités			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	14 435 790	888 843	15 324 633
Ministère des Transports:			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	13 836 498	2 178 201	16 014 699
Fonds réservés au transport en commun	11 546 719	3 557 539	15 104 258
Réclamations de construction ¹	68 126 257	(3 309 414)	64 816 843
Expropriations ¹	69 644 351	(13 230 622)	56 413 729
Retenue de 10 % prévue dans la loi ¹	98 968 570	19 113 379	118 081 949
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor:			
Pensions et prestations supplémentaires:			
Caisse de retraite des juges provinciaux ²	1 026 187 937	(379 901 306)	646 286 632
Compte des prestations supplémentaires des sous- ministres – Dépôts ²	44,485,300	(2,115,909)	42,369,391
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	414,176,761	52,939,341	467,116,102
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO ²	20,979,103	3,470,439	24,449,542
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM	6,297,388	1,040,908	7,338,297
Régime complémentaire des juges de paix	20,816,764	2,716,219	23,532,983
Other:	-	46 266 872	46 266 872

1. Comprend les soldes de 2019-2020 qui n'ont pas été présentés dans l'annexe Fonds et autre passif de 2019-2020.

2. Du Secrétariat du Conseil du Trésor Fonds ajustés pour ne refléter que le solde des comptes de passif du fonds.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

En Ontario, les établissements d'enseignement postsecondaire doivent partager le coût des défauts de paiement si leur taux de défauts de paiement est supérieur au seuil annuel établi par le ministère. Dans le cas des établissements privés, il s'agit d'une condition de leur approbation aux fins du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO). L'Ontario est le bénéficiaire des lettres de crédit irrévocables fournies par les banques à titre de garantie contre les futurs coûts des défauts de paiement des prêts étudiants de l'Ontario que les collèges privés d'enseignement professionnel devraient assumer.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : Loi sur les permis d'alcool, Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. En vertu de l'article 14.1 de la Loi, des amendes peuvent être imposées à titre de mesure administrative pour assurer l'observation des lois et règlements par toutes les entités que régit la Commission dans les industries des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et de la vente au détail du cannabis, et elles peuvent être utilisées uniquement à des fins de sensibilisation, d'information et de formation. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs de demande n'ont plus à payer de frais puisque les avis sont maintenant affichés dans le site Web de la Commission. Aux termes de l'article 12 de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes, ou encore fournir une garantie sous une forme acceptable pour le registrateur. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2020, les dépôts pour amendes étaient de 2 236 743 \$, les dépôts pour le jeu étaient de 2 236 743 \$, les dépôts pour l'alcool étaient de 554 792 \$, les dépôts pour les courses de chevaux étaient de 704 432 \$ et les dépôts pour le cannabis étaient de 0 \$, pour un total de 13 296 362 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. Il est possible de garder un compte séparé de ces fonds et de reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Paievements non encaissés faits à des employés admissibles en vertu de règlements entre les syndicats ou les fédérations et la province comme recours à la suite de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario relative à la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.

Un compte à des fins particulières (CFP) portant intérêt a été établi pour transférer les dons faits antérieurement à des organismes de bienfaisance pour l'éducation et créditer les futurs dons au PEDEP à mesure qu'ils sont reçus. Le programme a pour objectif premier de créer un processus durable et transparent d'utilisation des dons, des legs et des intérêts courus pour les appliquer à l'exploitation du programme dans le but d'enrichir l'expérience pédagogique des élèves qui fréquentent les écoles provinciales ou sont associées à celles-ci.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le gouvernement de l'Ontario qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2020.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2020.

En vertu du Règlement 913 pris en application de la Loi sur les sûretés mobilières, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi pour l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2020.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le compte à des fins particulières pour le Centre d'information sur le patrimoine naturel a été établi en vertu de l'article 10 de la *Loi sur les parcs provinciaux* en 1992 pour conserver les contributions volontaires provenant de sources externes aux fins du CIPN. Les fonds sont grevés d'une affectation externe et servent à compenser les dépenses engagées aux fins du programme.

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Coûts associés à la réduction de plus de 750 contrats de tarifs de rachat garantis et de gros contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable qui n'avaient pas encore atteint les étapes contractuelles avancées. Le gouvernement a adopté une loi pour s'assurer que les coûts associés à la résiliation de ces contrats ne sont pas supportés par les contribuables d'électricité.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus au nom des États-Unis et d'autres territoires de compétence du Canada et déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario. Les revenus ainsi générés sont accumulés et distribués tous les mois aux territoires de compétences des États-Unis et du Canada qui sont membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment des régies de routes locales et des conseils des corvées locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle entre les représentants des conseils et ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits du compte à des fins particulières précité.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2019-2020, conformément à la loi, 368,5 millions de dollars ont été déposés dans le compte à fin déterminée. Au total, 111 municipalités desservant 148 collectivités de la province et représentant 92 % de la population totale de l'Ontario ont reçu du financement provenant de la taxe sur l'essence en 2019-2020.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts des expropriations immobilières qui ont fait des offres en vertu de l'article 25 aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est une exigence que tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants retiennent 10% du coût des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de s'assurer qu'il y a suffisamment d'argent pour satisfaire les réclamations de privilège qui pourraient survenir.

Dépôt de garantie fait par les promoteurs d'un événement (p. ex., combat de boxe, de kickboxing ou d'arts martiaux mixtes) pour fins de paiement du personnel officiel. Les fonds qui restent sont remis au promoteur après l'événement ou sont détenus dans un compte pour l'événement suivant. Les revenus gagnés sont inscrits au Trésor.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**Au 31 mars 2020****PRÊTS GARANTIS**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2020	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	12 183 349	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	23 112 968	(2)

TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			35 296 317	

MINISTÈRE DE FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	7 000 000	

TOTAL, MINISTÈRE DE FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS..... 000				7 000

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			42 296 317	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2020

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2020	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	2,89	600 000	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011-2012 à 2019-2020	Divers	164 774 774	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			165 374 774	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			519 740	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			208 190 562	

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 17 114 373 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 24 199 386 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de prêt de 600 000 \$ que la United Communities Credit Union Limited a consentie à la Pelee Island Cooperative Association pour une période débutant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 ou lorsque tous les emprunts auront été remboursés, selon l'éventualité qui surviendra en premier. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1^{er} avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. Au 31 mars 2020, dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones, la province a accordé dix garanties d'emprunt, et un des emprunts accordés a été remboursé intégralement. La garantie n'est donc plus en vigueur. Le principal maximum total des prêts garantis est de 470 millions de dollars. Il est à noter que ce ne sont pas tous les montants des emprunts qui peuvent être retirés et qui seraient garantis s'il avaient été retirés. Les emprunts auxquels ces garanties s'appliquent arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2049-2050, et les garanties respectives expireront. Jusqu'ici, on n'a pas eu recours à ces garanties.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE**Au 31 mars 2020**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : demande en dommages-intérêts pour arrestation, condamnation et incarcération injustifiées.
2. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
3. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
4. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, MSSC (avant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario) : demande en recours collectif pour dommages et blessures subis par des membres pendant leur placement en famille d'accueil par des sociétés d'aide à l'enfance de tout l'Ontario sous la direction du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
5. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1er janvier 2010 et le 25 août 2013.
6. StandardBred Breeders of Ontario Association c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et l'OLG : rupture de contrat et assertion négligente et inexacte.
7. Kanani, Alykhan, et autres c. la compagnie d'assurances Economical, et autres : négligence à l'endroit de la supervision de l'avocat du demandeur dont les services ont été retenus pour qu'il agisse comme gardien.
8. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.
9. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
10. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
11. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
12. Recours collectif concernant des listes d'attente anormalement longues (Leroux, tutrice de Leroux, Briana) et portant sur la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation des droits garantis par la Charte.
13. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (y compris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
14. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
15. Cirillo, Robin c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif concernant les retards dans les audiences sur la libération sous caution : recours collectif possible pour les retards dans le système de libération sous caution.
16. MinotarHoldings Inc. : allègue une faute dans l'exercice d'une charge publique relativement à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du plaignant dans la secteur de la ceinture de verdure.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2020**

17. Recours collectif proposé relativement au déraillement d'un train près de Gogama (Ontario).
18. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) : cette affaire concerne une entente de partage des revenus entre OLG et l'Ontario.
19. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, recours collectif proposé de 200 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures pour protéger le statut d'immigrant des membres du groupe; défaut de conserver des dossiers de leur statut d'immigrant; et refus d'aider.
20. Keeping, Kirk (recours collectif au sujet d'écoles de formation) : responsabilité du fait d'autrui, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
21. Warssama, Abdirahmaan pour contraventions à la Charte : séquestration, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
22. 1668153 Ontario Inc. : Déclaration de réclamation en dommages-intérêts contre la Reine (MEACC) et un ingénieur de district du MEACC, entre autres. Selon la réclamation, le MEACC et le cité de Vaughan ont fait une déclaration inexacte et agit de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de développement résidentiel des plaignants.
23. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
24. Première Nation des Missanabie Cree c. Ontario et Canada; les plaignants allèguent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et que, partant, ils ont un titre ancestral non éteint. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que s'ils sont parties au traité 9, ils doivent encore recevoir leurs droits fonciers issus des traités.
25. Six Nations of the Grand River; les plaignants demandent une comptabilisation concernant la gestion et la vente de terres par la Couronne qui leur avaient attribuées dans les années 1780 et 1790 et concernant les produits de la vente subséquente de portions de ces terres.
26. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
27. La Première Nation Begetikong Anishnabe (aussi connue sous le nom d'Ojibways de Pic River) et le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Nichano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation, le plaignant, prétend détenir un titre autochtone sur une large bande de terre sur la rive nord-est du lac Supérieur.
28. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
29. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
30. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
31. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
32. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario : revendication par laquelle les plaignants allèguent détenir le titre autochtone exclusif sur un secteur le long de la rive du lac Supérieur.
33. Les Premières Nations White Sand et Red Rock - Revendication liée à une rente. Les plaignants réclament une mesure de redressement déclaratoire pour une rente payable en vertu du Traité Robinson-Lac Supérieur de 1850 qui n'a pas été versée.
34. Première Nation Aundeck Omni Kaning et al. : revendication modifiée réclamant toujours la reconnaissance du titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Litige en attente pendant que les parties tentent de trouver une solution négociée.
35. Première Nation de Northwest Angle (réserve no 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2020**

36. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
37. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
38. Morrisseau, Catherine c. SMRCO et al. : demande de recours collectif proposé présentée pour le compte d'Autochtones dont les parents ont été confiés à la garde de familles d'accueil, de parents adoptifs ou de tuteurs non autochtones en vertu du programme visant à adopter des indiens et des métis.
39. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
40. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : au nom de la Nation Algonquine Anishinabeg, les plaignants réclament un titre ancestral relativement à des terres situées à Ottawa, le long de la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
41. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (ministère de l'Éducation) : iniquité salariale discriminatoire (en fonction du sexe) remontant à 1997.
42. Bowman, Dana et al. c. Ontario, ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires : recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base réclamant dommages-intérêts, déclarations ou ordonnances de rectifier une violation anticipative de contrat, négligence et abus de pouvoir dans une charge publique.
43. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et al., et 14 dossiers connexes, recours collectif proposé contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident légales. Le recours vise à démontrer que l'application de la TVH se traduit par une baisse des prestations.
44. Niyonzima, Prosper. Une déclaration a été signifiée à l'Ontario à l'appui de dommages-intérêts de 75 millions de dollars réclamés pour enquête négligente, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre d'infractions à la Charte contre Sa Majesté la Reine.
45. Quantz c. Ontario, recours collectif proposé réclamant des dommages-intérêts pour négligence alléguée de la Couronne en lien avec la divulgation non autorisée de renseignements concernant des prestataires du POSPH.
46. Barker, et al. c. Barker, Ontario, auparavant appelée Egglestone et al. c. Sa Majesté la Reine de l'Ontario, 28 patients actuels et anciens patients du Centre de santé mentale de Penetanguishene alléguant une violation des droits de la personne de base et manquement au devoir de diligence fiduciaire par l'Ontario et deux psychiatres.
47. Wright, Gregory c. Ontario. Recours collectif proposé en lien avec les conditions de détention au centre de détention Elgin-Middlesex, à savoir allégations de violence, surpopulation carcérale, confinements cellulaires et manque de traitements médicaux.
48. La compagnie de brassage Labatt Limitée et Molson Canada. Objet : contestation prévue des dispositions législatives liées au projet de loi 115.
49. Recours collectif proposé concernant le Paiement ontarien aux horticulteurs et aux éleveurs de bovins et de porcs.
50. Recours collectif proposé concernant le régime de retraite enregistré de Sears Canada Inc.
51. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership (« OFNLP ») - Nouveaux systèmes de loteries, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre l'OFNLP (dont les commanditaires englobent presque toutes les Premières Nations de l'Ontario), OLG et l'Ontario.
52. Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek c. Canada et Ontario. Le demandeur revendique des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que la communauté qu'il représente a adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.
53. Première Nation Red Rock et Première Nation Whitesand First Nation c. Canada et Ontario : Les demandeurs revendiquent des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que les communautés qu'ils représentent ont adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2020**

54. Betty Wei et Lawrence Vanderklei c. Ontario, Brian Mills, Anatol Monid, et al. : Les demandeurs ont entamé un recours collectif proposé en dommages-intérêts pour des torts subis en raison de la réglementation, par la Commission des services financiers de l'Ontario, d'entités engagées dans la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux relatifs à un projet de développement résidentiel à Kingston.
55. Banfi, Erwin c. Ontario, ville d'Oakville, et al., 14 août 2020 – On a signifié à l'Ontario une déclaration réclamant des dommages-intérêts de 900 millions de dollars au nom de quiconque possède (ou possédait entre le 23 juin 2018 et aujourd'hui) une propriété à Oakville pour les pertes ou les dommages éventuels subis à la suite d'un événement météorologique répondant à une des normes de gestion des zones susceptibles d'être inondées, dont le secteur entouré en gros par Burloak Drive, le lac Ontario, le boulevard Winston Churchill et la rue Dundas (la "plaine inondable réglementaire"). Le 11 septembre 2019, l'Ontario a reçu un avis de recours collectif proposé au nom des résidents d'Oakville, en vertu de la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, demandant des dommages-intérêts en lien avec les approbations d'aménagement et le risque accru d'inondation, qui affectent le bassin hydrographique et causent des dommages aux propriétés ou la perte de celles-ci.
56. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : Avis de créance au nom de 16 entreprises ayant conclu 3, 4 et 5 contrats avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis entre 2016 et 2018. Les demandeurs éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du nouveau gouvernement conservateur avant le 29 juin 2018 exigeant que soit retardée la délivrance des ordres de démarrage des travaux (c.-à-d. approbation de la phase de construction des projets d'énergie solaire ou éolienne) ou que soient différées ces décisions.
57. Chandra, Adrian c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 28 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario une déclaration visant un nouveau recours collectif proposé. La poursuite est fondée sur la négligence systémique et la violation des articles 7 et 12 de la Charte relativement à des détenus qui, entre le 18 septembre 2018 et aujourd'hui, (i) ont été placés en isolement, quelle qu'en fût la durée, et à l'égard desquels un diagnostic de maladie mentale grave a été posé avant ou pendant leur incarcération; (ii) ont été placés en isolement administratif pendant 15 jours consécutifs ou plus.
58. Avis de recours collectif concernant les éclosions de COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée : L'avis allègue la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation de la Charte des droits et libertés concernant le fonctionnement et la gestion des foyers à partir du 31 décembre 2019.
59. Première Nation indépendante Iskatewizaagegan No. 39 c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le demandeur réclame une indemnité de Winnipeg en lien avec un décret de l'Ontario daté de 1913 autorisant Winnipeg à accéder au lac Shoal, où les réserves du demandeur sont situées, et à en détourner les eaux. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts de l'Ontario pour violation de devoir judiciaire.
60. Robertson et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 15 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de recours collectif concernant des éclosions de COVID-19 dans des établissements de soins de longue durée conformément à la Loi de 1992 sur les recours collectifs.
61. Ruben Stolove, et al. c. le Centre de santé mentale Waypoint de l'Ontario. Le 22 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de demande en dommages-intérêts, conformément à la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, indiquant qu'un recours collectif pourrait être fait au nom de tous les patients involontaires du Centre Waypoint concernant les abus allégués qu'ils auraient subis de 2000 à aujourd'hui.
62. Fareau et al. c. Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système de gestion des téléphones destinés aux délinquants. Les demandeurs proposés allèguent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, ce qui génère pour l'Ontario des revenus importants auxquels il n'a pas droit.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Fin**Au 31 mars 2020**

63. Plaintes déposées devant la Commission des relations de travail de l'Ontario selon lesquelles le ministre de l'Éducation (et un fonctionnaire nommé) auraient eu recours à des pratiques déloyales lors des négociations concernant les paiements visant à indemniser les personnes lésées par la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.
64. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence autorisant la reproduction de documents pédagogiques. La requête porte sur les années 2016 à 2019. Le Consortium du droit d'auteur s'est opposé au taux proposé par Access Copyright.
65. La société Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. Le litige principal porte sur la méthodologie que Sifto doit utiliser pour comptabiliser ses « bénéfices » aux fins de la Loi.
66. Glencore Canada Corporation c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition.
67. Bemco Confectionary and Sales Ltd., Colabor Management Inc. et al c. ministre des Finances. L'imposition qui fait l'objet de l'appel a trait à la vente de cigares et d'autres produits du tabac qui remontent aussi loin qu'avril 2010.
68. Service Employees International Union, section locale 1 Canada, et l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario c. maisons de soins infirmiers participantes. L'Ontario est un intervenant relativement à une question constitutionnelle.
69. Tennant Energy LLC. c. gouvernement du Canada. Tennant Energy LLC. allègue que les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent les droits que lui confère le chapitre 11 de l'ALENA.
70. Windstream Energy LLC c. gouvernement du Canada. Windstream Energy LLC allègue que les mesures que le gouvernement de l'Ontario a prises en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et, plus précisément, celles visant à retarder le développement du projet d'énergie éolienne en mer, et l'annulation subséquente du contrat de Windstream violent les droits de Windstream prévus dans l'ALENA, chapitre 11.
71. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence autorisant la reproduction de documents pédagogiques. La requête porte sur les années 2020 à 2022. Le Consortium du droit d'auteur s'est opposé au taux proposé par Access Copyright.
72. Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, Ontario English Catholic Teachers' Association, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. Les fédérations et associations ont déposé des appels à la CRTO demandant des ordonnances concernant la santé et la sécurité dans les écoles publiques, notamment pour limiter le nombre d'élèves par classe à 15-20 et les cohortes d'élèves à 50, établir des normes pour la ventilation dans les écoles, et accroître les normes de transport et les passer régulièrement en revue.
73. Margaret Hierlihy et John Doe (recours collectif). Déclaration signifiée le 6 février 2013 par Merchant Law Group demandant plus de 75 millions de dollars en dommages-intérêts en lien avec l'atteinte à la vie privée survenue en avril 2012.

PERTES RADIÉES DES COMPTES
(En vertu de la Loi sur l'administration financière)
Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

PERTES RADIÉES DES COMPTES

(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)
pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2020

	\$
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	3 480 925,13
PROCUREUR GÉNÉRAL	22 913 285,55
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	19 805 279,22
ÉDUCATION	70,609.49
ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DU NORD ET MINES	169,28
FINANCES	55 278 822,92
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS	3 308 875,40
SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE	322 999,94
TRAVAIL	1 057,79
RICHESSSES NATURELLES ET FORÊTS	981 789,02
SERVICES AUX AÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ	5 112,52
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	120 657,34
TOURISME, CULTURE ET SPORT	564 146,74
FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	49 523 462,54
TRANSPORTS	4 421 024,24
TOTAL	160 798 217,12

REMISES DE REVENUS

Le ministère des Finances n'a pas de remise pour déclarer plus de 1 000 \$ pour l'exercice 2019-2020.



Vous pouvez accéder au document en ligne à **Ontario.ca/comptespublics**

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2020 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)